



# Gendarmerie royale du Canada

## Analyse de l'environnement de 2020

An aerial photograph of a dense forest with vibrant green foliage, filling the entire background of the slide.

## Résumé

La Gendarmerie royale du Canada (GRC), corps de police national emblématique du Canada, mène ses activités dans un environnement mondial, national et régional complexe qui évolue rapidement. Le mandat de la GRC comporte plusieurs volets, notamment prévenir la criminalité et mener des enquêtes, maintenir la paix et l'ordre, faire respecter les lois, contribuer à la sécurité nationale, veiller à la sécurité des représentants de l'État, des dignitaires en visite et des membres de missions étrangères, et fournir des services de soutien opérationnel vitaux à d'autres organismes de police et d'exécution de la loi au Canada et à l'étranger. La GRC est unique au monde, compte tenu de son rôle d'organisme d'exécution de la loi à l'échelle fédérale, provinciale et municipale.

Pour que la GRC puisse réaliser efficacement son vaste mandat, il importe qu'elle procède à des analyses périodiques de son environnement opérationnel externe afin d'éclairer l'élaboration de stratégies internes. Grâce à une bonne compréhension de son environnement, la GRC veille à ce que ses plans tiennent adéquatement compte de tous les facteurs et visent à optimiser les services qu'elle fournit à tous les Canadiens.

L'analyse de l'environnement permet à la GRC d'entreprendre son processus de planification stratégique de manière à tirer des leçons des tendances passées, à réagir aux tendances actuelles et à se préparer aux tendances à venir. Il est crucial que la GRC comprenne l'environnement externe pour qu'elle puisse travailler efficacement avec ses partenaires d'exécution de la loi locaux, autochtones, nationaux et internationaux et assurer la sécurité du Canada.

Le but d'une analyse de l'environnement n'est pas de présenter le risque que posent les tendances établies ou leurs conséquences pour la GRC; mais plutôt de refléter le contexte opérationnel externe et de recenser les aspects clés des tendances qui peuvent servir de référence aux fins de planification. Lorsqu'elle est utilisée avec d'autres documents organisationnels clés, comme le profil de risque de l'organisation, le Cadre ministériel des résultats et les produits de renseignement opérationnel de la GRC, elle permet aux planificateurs d'élaborer dans une optique d'avenir des stratégies exhaustives qui montrent comment la GRC s'adaptera aux changements et qui influent sur son environnement opérationnel.

Le processus d'analyse de l'environnement consiste à entreprendre un examen systématique des tendances politiques, économiques, sociales, technologiques, juridiques et environnementales et à les résumer selon des thèmes regroupés – ou **méga-tendances** – qui reflètent les aspects pertinents et nouveaux de l'environnement opérationnel de la GRC, c'est-à-dire ceux qu'il faut absolument prendre en considération au moment d'établir des stratégies.



En collaboration avec des intervenants de l'ensemble des services internes et des responsabilités essentielles de la GRC, l'équipe d'analyse essentielle a résumé les conclusions de l'analyse selon six méga-tendances présentées et brièvement décrites ci-dessous. Les principales conclusions relatives à chacune des six méga-tendances sont décrites de façon générale dans le présent résumé. Des détails pertinents et des données probantes à l'appui concernant chacune des tendances se trouvent dans la présente analyse de l'environnement.



### **Sécurité nationale, crime organisé transnational et crimes graves**

L'extrémisme motivé par une idéologie, l'ingérence d'acteurs étrangers et la nature de plus en plus transnationale du crime organisé continuent d'influer sur la position du Canada en matière de sécurité nationale. Les groupes dont les intérêts sont préjudiciables pour le Canada et les Canadiens représentent une menace complexe en constante évolution.



### **Démographie et société**

Le vieillissement démographique et la mobilité de la population immigrante mondiale continuent de modifier les structures de la société canadienne. Compte tenu des cinq générations qui composent actuellement la population active canadienne, les besoins et les exigences du public n'ont jamais été aussi diversifiés.



### **La 4<sup>e</sup> révolution industrielle**

L'innovation fait évoluer les technologies à des rythmes sans précédent, et les gens ont de plus en plus accès à ces avancées. La technologie est de plus en plus connectée et fusionne les domaines numérique et physique par de nouveaux moyens qui habilitent les forces de l'ordre et les criminels comme jamais auparavant.



### **Protection des droits de la personne**

Les problèmes liés aux droits de la personne attirent de plus en plus l'attention du public et font l'objet de procédures judiciaires hautement médiatisées. En réaction à l'accent que met la société sur ces problèmes, le gouvernement du Canada et ses services de police s'efforcent de protéger les plus vulnérables contre le harcèlement, la violence et l'atteinte aux droits de la personne.



### **Changements climatiques**

Les changements climatiques ont pris une importance qui en fait l'une des plus grandes menaces pour la durabilité environnementale. La sensibilisation et la participation du public à cette crise ont été révélées lors de manifestations tenues partout dans le monde, alors que des régions de la planète sont aux prises avec des catastrophes environnementales, des vagues de chaleur record, la fonte des glaciers, des inondations et de vastes incendies de forêt.



### **Fiabilité, confiance et transparence**

Les pressions politiques, le changement social ainsi que la vigilance et la mobilisation du public influent sur la confiance des Canadiens à l'égard de leurs forces policières et de tous les ordres de gouvernement. Les nouvelles perceptions ont entraîné un besoin de transparence et d'ouverture accrues de la part de nos institutions publiques.



# Sécurité nationale, crime organisé transnational et crimes graves

## **L'extrémisme motivé par des idéologies, l'ingérence d'acteurs étrangers et la nature de plus en plus transnationale du crime organisé continuent d'influer sur la position du Canada en matière de sécurité nationale. Les groupes dont les intérêts sont préjudiciables pour le Canada et les Canadiens représentent une menace complexe en constante évolution.**

Du point de vue de la sécurité nationale, la menace pour les Canadiens et les intérêts canadiens a évolué de façon importante au cours de la dernière décennie. Depuis le conflit en Afghanistan, la menace des groupes extrémistes violents motivés par une idéologie s'est stabilisée au Canada et à l'étranger, et l'activité de ces groupes a diminué en Amérique du Nord au profit de régions et de pays déstabilisés. Au Canada, l'activité des extrémistes violents motivés par une idéologie s'est stabilisée, mais les crimes haineux sont à la hausse. Au cours des dernières années, le nombre de crimes liés au racisme, à l'intolérance religieuse et à la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle a augmenté de façon marquée au pays.

Au-delà du point de vue exclusivement axé sur la sécurité nationale, des groupes du crime organisé continuent de perfectionner leurs activités et évoluent de manière à se transformer en une entreprise criminelle complexe et diversifiée. Des organisations comme les bandes de motards hors-la-loi prennent de l'expansion au Canada et créent des réseaux transfrontaliers

complexes et interreliés qui mettent à profit tous les échelons des groupes criminels traditionnels allant des gangs de rue aux consortiums internationaux de trafic de drogue. Toutes ces organisations accroissent leur présence en ligne dans le but de tirer profit de nouvelles façons de déplacer des fonds et s'adonnent en ligne à des activités criminelles à faible contact ou sans contact, comme le vol d'identité et l'exploitation financière.

La tendance la plus importante en matière de sécurité nationale est l'augmentation constante du volume de criminalité transnationale signalée et faisant l'objet d'enquêtes au Canada – le trafic de drogue reste le secteur d'activités criminel le plus important du point de vue des revenus illicites qu'il génère pour les organisations criminelles du monde entier. Une complexité croissante de la criminalité transnationale a été observée en parallèle avec la prévalence accrue de la participation d'acteurs étrangers, principalement de la Russie et de la République populaire de Chine dans les médias sociaux, les médias traditionnels et d'autres secteurs où ils influencent l'opinion populaire dans d'autres pays.



# Démographie et société

## **Le vieillissement démographique et la mobilité de la population immigrante mondiale, continuent de modifier les structures de la société canadienne. Compte tenu des cinq générations qui composent actuellement la population active canadienne, les besoins et les exigences du public n'ont jamais été aussi diversifiés.**

La démographie canadienne a subi des changements marqués au cours des dernières décennies. Une augmentation constante de l'urbanisation et un accroissement de l'âge moyen de la population canadienne sont les principaux changements observés récemment. La hausse de la densité de la population dans les centres urbains canadiens a donné lieu à une augmentation importante du taux de criminalité rurale, et les services de police ont de la difficulté à couvrir adéquatement les régions rurales peu peuplées du Canada. La population vieillissante, la diversité ethnique accrue, surtout dans les centres urbains, et la diminution du taux de croissance au Canada ont une incidence directe sur les effectifs policiers. Même si on a observé des améliorations au chapitre de la présence de minorités et de femmes au sein de l'effectif policier, celui-ci accuse encore du retard par rapport à d'autres secteurs d'activité sur le plan de la diversité.

D'un point de vue sociétal, le Canada est encore l'un des pays les plus progressistes et prospères au monde et reste parmi les dix premiers selon tous les indices, dont la pauvreté, l'éducation et les soins de santé. En outre, le Canada est perçu comme un chef de file mondial en matière de diversité, grâce à ses politiques d'immigration, mais aussi aux changements observés quant aux normes sociétales relativement à la diversité et à l'inclusion. Le Canada est une société de plus en plus connectée, et sa population s'attend à ce que les services soient accessibles en ligne. Cette attente concernant les services en ligne obligera les services de police à offrir de plus en plus de moyens d'interaction en ligne. De plus, au moment où la crise des opioïdes s'intensifie à l'échelle planétaire, la société canadienne, et surtout les habitants des centres urbains et les populations vulnérables, constate ses répercussions. Le taux d'homicides en général diminue au pays, mais ceux qui sont liés à des incidents familiaux augmentent.

L'économie du Canada a toujours été stable; toutefois, l'incidence de la catastrophe économique mondiale causée par la pandémie de COVID-19 exposera l'économie canadienne à un risque dans un avenir prévisible. Cette situation, à laquelle s'ajoutent des influences politiques changeantes, comme le déclin de l'influence des États-Unis sur la scène internationale et l'émergence de nouveaux pouvoirs mondiaux, posera les jalons de la situation économique et politique au pays et à l'étranger pour les années à venir. Fait plus important, des événements récents ont mis en lumière la lenteur des progrès accomplis en ce qui a trait à la réconciliation avec les peuples autochtones du Canada. La progression de ce dossier demeurera une priorité, malgré les difficultés économiques et politiques causées par la COVID-19.



# La 4<sup>e</sup> révolution industrielle

**L'innovation fait évoluer les technologies à des rythmes sans précédent, et les gens ont accès en plus grand nombre à ces avancées. La technologie est de plus en plus connectée et fusionne les domaines numérique et physique par de nouveaux moyens qui habilent les forces de l'ordre et les criminels comme jamais auparavant.**

Le contexte technologique évolue rapidement et a modifié fondamentalement la nature de la criminalité. Le phénomène *going dark* a entraîné le déplacement d'une importante proportion d'activités criminelles vers le Web profond, où elles sont considérablement plus difficiles à surveiller et à suivre. Les mêmes avancées technologiques rapides qui permettent à notre société hautement connectée de prospérer suscitent également d'importantes préoccupations sur le plan de la protection des renseignements personnels. La technologie de reconnaissance faciale, l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique quantique suscitent toutes des préoccupations relativement à l'utilisation éthique de la technologie dans le cadre d'activités de surveillance et d'exécution de la loi par les forces de l'ordre. Les nouvelles technologies qui sont de plus en plus rapidement accessibles sur le marché, comme les drones, l'impression 3D, la technologie des chaînes de blocs et l'Internet des objets (IdO) offrent aux autorités policières des possibilités de renforcer leurs capacités, mais permettent aussi aux criminels d'exploiter ces technologies à des fins malhonnêtes.

L'avènement de nouvelles technologies oblige les organismes d'exécution de la loi à suivre la cadence. Les progrès réalisés rapidement au chapitre de l'habilitation numérique des forces de l'ordre exigent que l'on embauche des employés possédant des compétences applicables ou que l'on pallie les lacunes en matière de compétences numériques au sein des forces de l'ordre. À l'autre bout du spectre, des modifications législatives, comme la légalisation du cannabis, ont nécessité des progrès technologiques rapides pour permettre la détection des cas d'intoxication. L'application de technologies modernes et les tendances, comme les techniques avancées de surveillance des médias sociaux, la prévalence des bases de données généalogiques privées et la détermination du phénotype grâce à l'ADN représentent toutes de nouvelles possibilités qui permettent aux organismes d'exécution de la loi de tirer parti des progrès technologiques.

Le besoin de numériser leurs services afin composer avec le volume de données et de tenir compte des réalités du monde moderne est probablement la conséquence la plus importante de la 4<sup>e</sup> révolution industrielle sur les services de police. Le service 9-1-1 de prochaine génération, les techniques avancées de chiffrement et de déchiffrement, la collecte de données probantes numériques, la gestion, la communication et l'application de la robotique, ainsi que l'automatisation robotisée des processus (ARP) sont des tendances et des progrès clés dans le domaine technologique qui exigeront des investissements et une certaine adaptation de la part des services de police.



# Protection des droits de la personne

## **Les problèmes liés aux droits de la personne attirent de plus en plus l'attention du public et font l'objet de procédures judiciaires hautement médiatisées. En réaction à l'accent que met la société sur ces problèmes, le gouvernement du Canada et ses services de police s'efforcent de protéger les plus vulnérables contre le harcèlement, la violence et les atteintes aux droits de la personne.**

Même si le Canada figure toujours parmi les dix premiers pays au chapitre du maintien de la primauté du droit, dans le monde, de plus en plus de pays ne réussissent pas à défendre les droits civils fondamentaux et à faire assumer leurs responsabilités aux entreprises. Cette situation a une incidence sur la stabilité des capacités d'exécution de la loi à l'échelle mondiale et accroît le risque de criminalité transnationale. Malgré le haut rang qu'occupe le Canada, des problèmes persistent au pays sur le plan des droits de la personne. Le maintien d'un degré élevé de responsabilité des entreprises, la garantie des droits universels des personnes handicapées et la protection des libertés religieuses demeurent problématiques dans le contexte canadien. De plus, le harcèlement sexuel au travail est encore répandu au pays et touche principalement les femmes. Même si des progrès ont été réalisés dans le but de réduire les problèmes fondés sur le sexe, notamment au chapitre de l'institutionnalisation des principes de l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+), la capacité limitée de mesurer leur apport demeure un obstacle.

En réaction aux problèmes qui persistent sur le plan de la diversité au Canada, de plus en plus d'organisations de militants font la promotion d'un discours civil relatif à la diversité, à l'inclusion et aux droits fondamentaux de la personne. La promotion des droits des Autochtones du Canada au moyen de la Commission de vérité et de réconciliation se poursuit, mais il reste des problèmes liés aux revendications territoriales, à l'accès à l'eau potable et au non-respect des échéanciers proposés. Des signes positifs commencent à se manifester dans des collectivités autochtones de partout au Canada, ce qui donne à penser qu'un point de bascule économique positif approche dans certaines collectivités. Malgré ces signes positifs, les peuples autochtones sont encore surreprésentés relativement à certains facteurs sociétaux négatifs, comme l'incarcération, la dépendance et la pauvreté.

Un aspect clé de la protection des personnes vulnérables est lié à la prévalence accrue des problèmes de santé mentale au Canada. Cependant, au cours des dernières années, le dialogue continu au pays a montré des signes de réduction de la stigmatisation associée à la santé mentale et à la maladie mentale. Outre ce changement positif, les problèmes de santé mentale sont stimulés par l'incidence négative des médias sociaux ainsi que par les facteurs de stress en milieu de travail. La maladie mentale et les problèmes de santé mentale constituent le plus grand facteur de risque de suicide. Compte tenu de la prévalence croissante des problèmes de santé mentale au sein des collectivités, les policiers doivent de plus en plus agir à titre de premiers intervenants dans des situations de crise de santé mentale. La nature de la profession amène les policiers à être plus vulnérables à des problèmes de santé mentale.



# Changements climatiques

**Les changements climatiques ont pris une importance qui en fait l'une des plus grandes menaces pour la durabilité environnementale. La sensibilisation et la participation du public à cette crise ont été révélées lors de manifestations tenues partout dans le monde, alors que des régions de la planète sont aux prises avec des catastrophes environnementales, des vagues de chaleur record, la fonte des glaciers, des inondations et de vastes incendies de forêt.**

Au Canada, des événements météorologiques extrêmes, comme les inondations, les feux incontrôlés et les tornades, continueront de toucher un nombre croissant de régions et exerceront des pressions plus importantes sur les organismes d'exécution de la loi qui doivent intervenir dans des situations atypiques. De plus, les changements climatiques feront augmenter le risque de maladies infectieuses. La COVID-19 est un exemple sans précédent de mesures prises par la police et la GRC pour intervenir en situation de crises sanitaires causées par une maladie et appliquer les lois d'urgence et les conditions de quarantaine.

La migration et le militantisme climatiques sont deux tendances qui continueront à prendre de l'ampleur au fur et à mesure que les changements climatiques s'intensifieront. On estime qu'au cours des décennies à venir, les changements climatiques déplaceront un milliard de personnes. Les manifestations pour le climat, comme celles qui ont été inspirées par Greta Thunberg, ont montré que de grands groupes de militants sont disposés et aptes à se mobiliser rapidement et efficacement. Cette situation ne fera que nuire encore plus à la capacité des forces de l'ordre de réagir adéquatement à l'incidence accrue du militantisme.





**Fiabilité, confiance et transparence**

**Les pressions politiques, le changement social ainsi que la vigilance et la mobilisation du public influent sur la confiance des Canadiens à l'égard de leurs forces policières et de tous les ordres de gouvernement. Les nouvelles perceptions ont entraîné un besoin de transparence et d'ouverture accrues de la part de nos institutions publiques.**

La capacité de propager la désinformation et de fausses informations est renforcée par la technologie et accélérée par l'utilisation malveillante des médias sociaux. Les « fausses nouvelles », la capacité de faire passer des « hypertrucages » pour des vidéoclips de médias valides et la prévalence de l'ingérence d'acteurs étrangers dans le processus électoral, qu'ils soient perçus ou réels, ont accru la méfiance des citoyens à l'égard du gouvernement et des institutions non gouvernementales. Le fait que le coût des services de police augmente au Canada pendant que le nombre de policiers par personne diminue réduit encore plus la confiance du public envers les services de police, y compris la GRC. De surcroît, les préoccupations du public relativement aux techniques d'exécution de la loi, aux contrôles de routine et aux interventions policières proactives suscitent des préoccupations relativement à la protection des renseignements personnels et à la discrimination et minent encore davantage la confiance des Canadiens envers leurs services de police, ce qui entraîne une plus forte demande de transparence.

Au fur et à mesure que s'accélère la tendance à la sensibilisation et à l'examen minutieux relativement à la vie privée au Canada, surtout au chapitre de la protection des renseignements personnels, les lois sont plus sévères contre les atteintes à la vie privée. Cette tendance a une incidence sur la capacité de la police d'exécuter ses fonctions d'enquête. De plus, la sensibilité liée à l'échange de renseignements entre provinces et territoires et entre organisations nuit encore davantage aux efforts d'enquête des policiers. L'absence de dispositions législatives permissives en matière d'échange de renseignements touche les organismes d'exécution de la loi au Canada et à l'étranger.



# Sécurité nationale, crime organisé transnational et crimes graves





Nous sommes profondément préoccupés par des faits nouveaux associés à des questions de sécurité qui nous touchent tous, comme la cybersécurité et la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Grâce à notre engagement commun à faire face à ces nouveaux défis, nous adapterons nos approches et trouverons des solutions novatrices. Je suis convaincu que nos échanges productifs, un esprit d'ouverture et l'échange de pratiques exemplaires mèneront à l'établissement d'importantes initiatives concrètes en matière de sécurité publique et de justice. »

**Pierre Moreau**

Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et ministre de la Sécurité publique suppléant du Québec

Sécurité nationale, crime organisé transnational et crimes graves

## Aperçu

**L'extrémisme motivé par une idéologie, l'ingérence d'acteurs étrangers et la nature de plus en plus transnationale du crime organisé continuent d'influer sur la position du Canada en matière de sécurité nationale. Les groupes dont les intérêts sont préjudiciables pour le Canada et les Canadiens représentent une menace complexe en constante évolution.**

**Voici certains des principaux aspects sur lesquels se concentrent le Canada et la GRC :**

- Au Canada, le crime organisé s'étend des groupes du crime organisé traditionnel (mafia) aux gangs de rue ayant des répercussions directes et visibles sur les collectivités locales, en passant par les bandes de motards criminalisées dont les réseaux criminels sont de plus en plus complexes.
- Les groupes du crime organisé sont en expansion; ils se concentraient autrefois sur un seul marché, mais ils visent maintenant plusieurs marchés, de manière à exploiter les nouvelles possibilités de criminalité à l'intérieur de leurs réseaux établis qui arrivent à maturité.
- La sécurité des citoyens et des infrastructures du Canada est de plus en plus menacée par l'ingérence des Chinois et des Russes et d'extrémistes motivés par une idéologie, ainsi que par la criminalité transnationale.



# Aperçu

Jeux de hasard en ligne illégaux et légaux

**500 M\$** de paris légaux

**4 G\$** de paris illégaux

**44 %** Augmentation des arnaques en ligne et par téléphone en 6 ans

**200 %** Conséquences financières mondiales de la cybercriminalité  
5 ans

**3 T\$** en 2015      **6 T\$** en 2020



**10 %** Augmentation des homicides liés au crime organisé

**1 500 %** Augmentation des ventes de fentanyl

**28 %** Augmentation des ventes de méthamphétamine

**5 %** Augmentation des ventes de cocaïne

Activités du crime organisé liées à la drogue au cours des quatre dernières années



## Crime organisé complexe

Au Canada, le crime organisé s'étend des groupes du crime organisé traditionnel (mafia) aux gangs de rue ayant des répercussions directes et visibles sur les collectivités locales, en passant par les bandes de motards criminalisées dont les réseaux criminels sont de plus en plus complexes.

# Crime organisé complexe

**Les groupes du crime organisé (GCO) prennent de l'expansion dans l'ensemble du pays grâce à des réseaux qui sont de plus en plus interreliés et intégrés.**

**Les bandes de motards criminalisées sont en croissance<sup>1</sup>.**

- Les réseaux de bandes de motards criminalisées (BMC) sont les plus éminents groupes du crime organisé (GCO) au Canada et sont soutenus par de nombreuses activités illégales et liées à la vente de drogues illicites.
- En 5 ans, le nombre de sections de GCO a augmenté de 55 % (il est passé à 70 sections), alors que le nombre de bandes de motards qu'ils soutiennent a augmenté de 260 % (il est passé à plus de 140 sections).

**Les groupes du crime organisé traditionnels utilisent des réseaux locaux et internationaux<sup>1</sup>.**

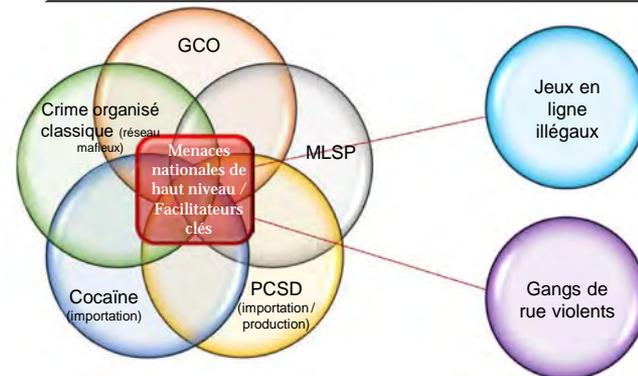
- Les réseaux canadiens du crime organisé traditionnels structurés comme la mafia sont composés d'environ 24 GCO et établis dans les régions du Grand Hamilton, de Toronto et de Montréal.

- Les GCO traditionnels possèdent les réseaux les plus interreliés et, en 2019, 90 % de ces GCO maintenaient des liens internationaux.

**Les gangs de rue continuent d'agir pour d'autre GCO<sup>1</sup>.**

- En 2019, on estimait que le Canada comptait environ 375 gangs de rue actifs. Ces groupes s'adonnent habituellement à des activités criminelles très visibles, comme la distribution de drogue au niveau intermédiaire, des vols, des actes de violence et des crimes sexuels.
- Ces gangs de rue ont parfois été connus pour avoir commis des meurtres pour le compte de la mafia ou de GCO.
- Les gangs établis à Toronto prennent de l'expansion à l'intérieur de la province et à l'échelon interprovincial; ceux de Toronto et d'Ottawa ont étendu leurs activités ainsi que le recours à la violence par armes à feu.

**Figure 1 – Voici une représentation graphique de la portée des 680 GCO évalués, qui illustre la profondeur et l'ampleur de leurs réseaux criminels.**



Rapports publics sur le crime organisé de 2019 du SCRS

# Crime organisé complexe

Plus de 20 % des GCO liés aux États-Unis ont aussi des liens avec le Mexique. Les États-Unis et le Mexique sont des pays de transition pour les drogues illicites expédiées de l'Amérique du Sud vers le Canada<sup>2</sup>.

Produit	Approvisionnement national	Carrefour de transport international	Lieu de production internationale
Fentanyl et ses analogues	Vancouver et Toronto sont deux des ports de conteneurs les plus achalandés au Canada et des destinations de cargaison aérienne de fentanyl.	La République dominicaine, le Mexique et les États-Unis sont des carrefours de transport établis, et des itinéraires de contrebande établis sont utilisés.	Le fentanyl et ses précurseurs sont fournis par la Chine et le Mexique.
Méthamphétamine	La majeure partie de la production est établie en Colombie-Britannique et en Ontario (au Québec et en Alberta dans une moindre mesure).	La République dominicaine, le Mexique et les États-Unis sont des carrefours de transport établis, et des itinéraires de contrebande établis sont utilisés.	Les méthamphétamines sont fournies par les Pays-Bas, qui s'approvisionnent en grande partie auprès des « superlaboratoires » mexicains.
Cocaïne	Le Canada compte parmi les principaux pays d'origine de la cocaïne envoyée vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande.	La République dominicaine, le Mexique et les États-Unis sont des carrefours de transport établis, et des itinéraires de contrebande établis sont utilisés.	La Colombie est responsable de 68,5 % de la culture mondiale de coca.
Héroïne	La majorité des activités d'importation ont lieu en Colombie-Britannique, puis en Ontario et au Québec.	L'Afrique du Sud est encore un point de transit clé pour l'héroïne à destination du Canada.	L'Afghanistan est le principal producteur, et certaines cargaisons proviennent du Mexique.
Cannabis	La majorité des producteurs sont situés en Ontario et en Colombie-Britannique.	Les saisies au passage de la frontière américaine présentent un risque pour les GCO.	Le Canada produit du cannabis aux fins de ventes illicites sur les marchés américains.

# Crime organisé complexe

## Les groupes du crime organisé exploitent des liens avec des collectivités et des réseaux éloignés et/ou autochtones.

- Des groupes autochtones nouent de plus en plus de liens avec des GCO de l'extérieur pour faciliter le transport de drogues et de tabac illégal, et, dans certains cas, le passage de clandestins. Par exemple, un petit gang de rue de la Colombie-Britannique, les Kelowna Warriors, a noué des liens avec la plus importante bande de motards criminalisée du Canada, les Hells Angels<sup>3</sup>.
- Certains groupes du crime organisé et gangs autochtones exploitent des liens avec des réserves et/ou avec de petites collectivités nordiques éloignées, où la rareté entraîne de fortes marges de profit et un commerce de drogues lucratif<sup>4</sup>.
- Entre 2013 et 2018, l'Indian Posse est devenu l'un des plus grands gangs du Canada. Au cours des cinq dernières années, il a surpassé des bandes de motards criminalisées et des sous-groupes du crime organisé italien en devenant le groupe le plus représenté dans les prisons fédérales; 536 de ses membres purgent une peine de ressort fédéral<sup>4</sup>.



À Winnipeg, une roche de crack se vend de 10 \$ à 20 \$. À The Pas, une roche de la même taille se vend de 50 \$ à 70 \$. Plus loin vers le nord, à Thompson (Manitoba), le prix est de 100 \$ par roche. Il est assez facile de comprendre avec quelle rapidité on peut faire de l'argent<sup>4</sup>. »

**Serg. Patrick Olson**  
Gendarmerie royale du Canada





## Entreprise criminelle en évolution

Les groupes du crime organisé sont en expansion; ils se concentraient autrefois sur un seul marché, mais ils visent maintenant plusieurs marchés, de manière à exploiter les nouvelles possibilités de criminalité à l'intérieur de leurs réseaux établis qui arrivent à maturité.

# Entreprise criminelle en évolution

**La cybercriminalité augmente au fur et à mesure que les organisations recueillent de plus en plus de renseignements numériques.**

Partout dans le monde, les organisations s'empressent de mettre en œuvre de nouvelles technologies, tout en utilisant les données pour offrir des produits et services novateurs. La collecte, le stockage et la conservation des données sont cruciaux, car le risque que des criminels ciblent les renseignements augmente.

- En 2018, environ 60 % des utilisateurs d'Internet canadiens ont été victimes d'au moins un incident lié à la cybercriminalité<sup>5</sup>.
- Depuis cinq ans, les entreprises canadiennes sont aux prises avec une crise de la cybercriminalité dans une proportion de 15 %<sup>6</sup>.
- En 2019, la cybercriminalité a fait perdre 43 millions de dollars aux Canadiens<sup>7</sup>.

- Les taux d'incidence de la cybercriminalité pourraient être sous-représentés parce que les victimes ont honte, parce qu'elles craignent que cela nuise à leur réputation et parce qu'elles ont l'impression de ne pas avoir de recours. On soupçonne que ces facteurs pourraient limiter naturellement les signalements officiels de cybercriminalité aux autorités compétentes.
- D'ici 2024, le coût mondial collectif des atteintes à la protection des données pourrait atteindre 5 billions de dollars<sup>8</sup>.



Compte tenu de la révolution des technologies de l'information, depuis deux décennies, la cybercriminalité suscite des préoccupations majeures. »

**Ralph Goodale,**

Ministre de la Sécurité publique (2019)



# Entreprise criminelle en évolution

**Les cryptomonnaies présentent une possibilité de déplacer de l'argent et une cible attrayante pour les cybervoleurs.**

- D'ici 2021, on s'attend à ce que 70 % des transactions annuelles en cryptomonnaie<sup>9</sup> soient associées à des activités illégales, soit 20 % de plus que les chiffres actuels.
- À l'échelle planétaire, le bitcoin est la cryptomonnaie utilisée dans le cadre d'activités illégales équivalant à environ 72 milliards de dollars par année<sup>10</sup>.
- En 2019, en Australie, il y a eu 60 enquêtes<sup>11</sup> sur des instances mondiales de criminalité liée à la cryptomonnaie et d'évitement fiscal audacieux.
- L'anonymat employé, qui fait de la cryptomonnaie un moyen efficace pour déplacer de l'argent, en fait aussi une cible attrayante pour les criminels. Les pertes dues au vol de cryptomonnaie ont augmenté de 150 % au cours des neuf premiers mois de 2019; elles sont passées de 1,7 milliard de dollars en 2018 à 4,4 milliards de dollars<sup>12</sup>.

- En 2019, 195 millions de dollars ont été volés à la bourse de cryptomonnaie canadienne QuadrigaCX<sup>13</sup>.

**Les rançongiciels sont maintenant une menace courante et ciblent des personnes, des petites entreprises et des organismes gouvernementaux.**

- Les rançongiciels sont néfastes pour toute entreprise ou organisation, car ils occasionnent des interruptions coûteuses et rendent souvent impossible l'accomplissement des tâches liées aux TI, même les plus élémentaires<sup>14</sup>.
- Les ordinateurs d'une compagnie d'assurance canadienne ont été désactivés pendant plus d'une semaine en raison d'une attaque aux rançongiciels qui s'est soldée par le versement de 1,4 million de dollars en bitcoin<sup>15</sup>.
- En 2019, les services gouvernementaux du Nunavut – de la Santé à la Justice – ont été bloqués par une attaque cybernétique aux rançongiciels<sup>16</sup>.



- Les criminels qui misent sur les rançongiciels exigent souvent d'être payés en cryptomonnaie; il s'agit d'un moyen d'assurer leur anonymat et d'éviter d'être identifiés.
- À l'échelle planétaire, les attaques aux rançongiciels ont augmenté de plus de 74 % de 2018 à 2019<sup>17</sup>.

# Entreprise criminelle en évolution

## **Les crimes financiers augmentent parmi les GCO et comprennent le blanchiment d'argent et un ensemble plus vaste et plus diversifié d'activités criminelles.**

- Les bandes de motards criminalisées sont impliquées dans la criminalité financière dans une proportion de 40 % en raison de sa nature lucrative. En 2018, le gouvernement canadien a déclaré que la fraude avait entraîné la perte de plus de 15,8 millions de dollars<sup>18</sup>.

## **Blanchiment d'argent par le truchement des casinos et de l'immobilier**

- Les GCO ont blanchi des centaines de millions de dollars de produits de la criminalité. Ce blanchiment d'argent se fait souvent par le truchement de casinos et de l'achat de biens immobiliers dans le but de cacher la source des fonds.
- En 2018, 7,4 milliards de dollars ont été blanchis en Colombie-Britannique et, de cette somme, 5 milliards de dollars ont été transférés au marché immobilier de cette province, ce qui a entraîné une flambée des prix estimée à 5 %<sup>19</sup>.

- Cette forme de criminalité (ou « blanchiment d'argent ») est considérée comme présentant un faible risque pour les GCO. De 2000 à 2016, le taux de condamnation de personnes accusées de blanchiment d'argent a été de 27 %<sup>20</sup>.

## **Extorsion à la hausse**

- Les cas d'extorsion ont augmenté de 170 % de 2012 à 2018<sup>21</sup>. Cette augmentation est attribuable à l'apparition d'arnaques en ligne et de faux appels téléphoniques de l'Agence du revenu du Canada.

## **Augmentation des produits de contrefaçon due au magasinage en ligne**

- Les ventes en ligne de produits de contrefaçon sont devenues un problème important en raison d'un accès élargi et plus facile à Internet. À l'échelle mondiale, la vente de produits de contrefaçon devrait s'accroître jusqu'à en faire une entreprise de 4,2 billions de dollars et mettre en péril 5,4 millions d'emplois légitimes d'ici 2022<sup>22</sup>.



## **Vol d'identité habilité par la technologie**

- Des vols d'identité, 40 % sont effectués par le clonage de carte de débit ou de crédit<sup>23</sup>, lesquelles sont vendues par la suite sur le Web profond.
- En 2018, les Canadiens ont perdu 21,2 millions de dollars relativement au vol d'identité, par rapport à 11,7 millions de dollars en 2017<sup>24</sup>.
- Le vol d'identité représente 29 % des cas de fraude signalés au Canada<sup>25</sup>.

# Entreprise criminelle en évolution

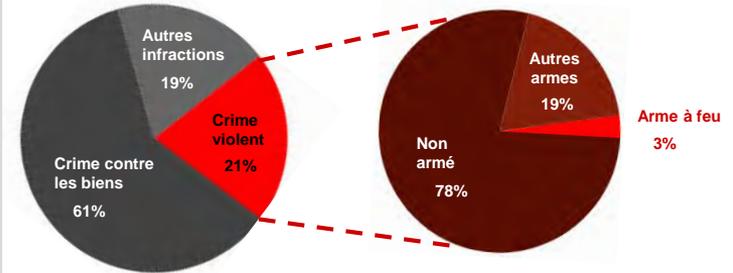
## Les criminels misent plus fréquemment sur la fraude par marketing de masse (FMM).

- Un grand nombre des arnaques sont commises par des groupes du crime organisé menant leurs activités mondiales dans des pays comme l'Inde<sup>26</sup>.
- Les GCO tirent parti des appareils mobiles pour cibler des renseignements personnels et financiers de nature délicate, pour effectuer des vols d'identité et pour commettre des fraudes par marketing de masse<sup>27</sup>.
- En 2018, 4 545 personnes âgées (de 60 ans et plus) ont été victimes de FMM au Canada<sup>28</sup>.
- Le gouvernement du Canada a déclaré que la FMM avait entraîné une perte de plus de 26 millions de dollars en 2018<sup>28</sup>.
- En 2019, 760 Canadiens ont déclaré des pertes s'élevant à plus de 22,5 millions de dollars en conséquence d'escroqueries romantiques commises au moyen de faux profils sur des sites de rencontre, ce qui en fait la principale activité frauduleuse signalée en 2019. De cette somme, environ 9 millions de dollars sont attribuables à des fraudes par escroquerie romantique commise contre des citoyens âgés. Ce type de fraude particulier représentait environ 25 % des pertes subies par les aînés canadiens<sup>28</sup>.

## Le nombre de crimes violents liés aux armes à feu commis par des gangs augmente, mais représente encore une petite partie des crimes violents en général.

- Même s'ils ne représentent actuellement que 3 % des crimes violents, les actes de violence commis à l'aide d'armes à feu ont connu une augmentation importante au cours des quatre dernières années<sup>29</sup>.
- 16 villes canadiennes ont connu une augmentation de la criminalité liée aux armes à feu<sup>29</sup>.
- Depuis 2013, le nombre d'homicides liés aux gangs commis au moyen d'une arme à feu a presque doublé<sup>29</sup>.
- Les taux de criminalité liés aux armes à feu sont semblables dans les régions urbaines et rurales; toutefois, les actes criminels urbains sont habituellement commis au moyen d'une arme de poing, alors qu'en milieu rural, ils sont le plus souvent commis au moyen d'une carabine ou d'un fusil de chasse<sup>29</sup>.
- Dans l'ensemble, les taux de crimes violents commis à l'aide d'armes à feu sont plus élevés dans les Prairies et les Territoires<sup>29</sup>.

**Les crimes commis à l'aide d'armes à feu comptent pour moins de la moitié de 1 % des crimes signalés à la police au Canada.**



# Entreprise criminelle en évolution

**Les GCO utilisent des réseaux, sont souvent bien implantés et ont recours à plusieurs facilitateurs d'importation pour le trafic de drogue.**

Les GCO ont beaucoup de connexions criminelles internationales qui facilitent l'importation de drogues au Canada et l'exportation vers l'étranger. En 2018, plus de 90 % des groupes du crime organisé étaient actifs dans au moins un marché de drogues illicites<sup>2</sup>.

## **Méthamphétamine**

Les GCO importent de la Chine et du Mexique des produits chimiques précurseurs afin de produire de la méthamphétamine au pays. Les produits chimiques et la poudre sont souvent achetés en ligne à des vendeurs chinois, et l'acheteur les transforme en comprimés. Malgré la forte production au pays, les cartels mexicains augmentent l'exportation de méthamphétamines vers le Canada<sup>2</sup>.

## **Héroïne**

L'Afrique du Sud est encore un point de transit clé de l'héroïne entre l'Afghanistan et le Canada. La Malaisie, l'Inde et le Pakistan sont d'autres pays d'importance pour le trafic d'héroïne<sup>2</sup>.

## **Cocaïne**

Cinq groupes du crime organisé présentant une menace importante pour le Canada font partie des plus grands réseaux d'importation de cocaïne au Canada, qui comprennent des organisations de trafic de drogue mexicaines et colombiennes<sup>2</sup>.

## **Cannabis**

Des groupes du crime transnational produisent légalement du cannabis au Canada dans le but de le vendre illégalement aux États-Unis. Les saisies transfrontalières présentent un risque pour les GCO et les entrepreneurs criminels qui exportent activement du cannabis vers les États-Unis et d'autres pays<sup>2</sup>.



# Entreprise criminelle en évolution

**Groupes du crime organisé exploitant les cheminements criminels existants, les structures de l'entreprise légitime et les nouvelles technologies pour créer de nouvelles possibilités de criminalité**

## Sites Web de jeux de hasard illégaux

- Le nombre de sites Web de jeux de hasard illégaux augmente.
- Le volume actuel de jeux illégaux éclipse celui des services de jeux réglementés. Les Canadiens parient 4 milliards de dollars par année dans des jeux de hasard illégaux, alors que les loteries sportives provinciales n'obtiennent que 500 millions de dollars en paris légaux. L'industrie des jeux de hasard illégaux est contrôlée principalement par les GCO et/ou les BMC traditionnels<sup>30</sup>.
- En 2019, une BMC exploitait un site de jeux de hasard en ligne qui a généré 13 millions de dollars en sept mois et aurait pu tirer un revenu brut de 131 millions de dollars en cinq ans si elle n'avait pas été arrêtée par les policiers<sup>31</sup>.

## Traite de personnes

- La traite de personnes a diminué légèrement. De 2016 à 2018, les activités connexes menées par des réseaux du crime organisé ont chuté de 14 %<sup>32</sup>.
- En 2018, 34 % des incidents de traite de personnes signalés en Ontario étaient directement liés à des GCO<sup>33</sup>.

17 %

↑  
Infractions attribuables  
à des GCO

11 %

Homicides attribuables  
à des GCO

4 %

↓  
Agressions attribuables  
à des GCO

35 %

↑  
Vols qualifiés  
attribuables à des  
GCO

117 %

Intimidation  
attribuable à des GCO

138 %

Vols d'identité  
attribuables à des GCO

\*Augmentation annuelle moyenne des crimes de groupes organisés signalés à la police de 2016 à 2018.

# Entreprise criminelle en évolution

## La surpêche compte pour une part importante de la pêche mondiale.

- On sait que le nombre de GCO menant à des activités de pêche illégales pourrait aller jusqu'à 12<sup>34</sup>.
- La pêche non réglementée compte pour environ 30 % des activités de pêche dans le monde et représente jusqu'à 26 millions de tonnes de poissons pêchés annuellement, dont la valeur estimative s'établit entre 10 et 23 milliards de dollars<sup>34</sup>.

## Des millions sont tirés de la contrebande de tabac.

- Les cigarettes illégales ou de contrebande alimentent une énorme industrie illégale dirigée par des groupes du crime organisé, et son coût en évasion fiscale, en Ontario seulement, s'élève à environ 1 milliard de dollars par année. À l'échelle nationale, on estime que le coût de l'évasion fiscale attribuable aux cigarettes illégales est de 2 ou 3 milliards de dollars par année<sup>35</sup>.
- Les cigarettes illégales sont souvent fabriquées dans des usines situées dans des réserves des Premières Nations de l'Ontario et du Québec, lesquelles ont touché des profits de l'ordre de 30 millions de dollars en 2017 et 2018<sup>35</sup>.

## Les gangs de rue utilisent les médias sociaux pour sécuriser leurs communications

- Les gangs de rue tirent parti de leur présence sur les médias sociaux à des fins de recrutement en faisant la promotion des avantages du style de vie d'un gang, en particulier en Ontario et au Québec.
- Certaines guerres de gang en ligne qui ont été déclenchées sur les médias sociaux se sont soldées par de la violence physique bien réelle.
- Le recours continu à des outils de communication comme Snapchat, Instagram et WhatsApp par les membres des gangs pose des défis complexes pour les organismes d'exécution de la loi qui tentent de mener des enquêtes en raison des divers degrés de chiffrement et de suppression de contenu<sup>36</sup>.

# Entreprise criminelle en évolution

## L'octroi de prêts usuraires est encore un outil de prédilection des GCO.

- Les prêts d'argent à des taux d'intérêt déraisonnablement élevés sont un moyen couramment utilisé par les GCO traditionnels pour générer des revenus ou des profits<sup>37</sup>.
- L'octroi de prêts usuraires peut prendre de nombreuses formes; il s'agit souvent de prêts consentis à des consommateurs pour des produits et services illégaux, et les joueurs sont des cibles fréquentes. Les clients de revendeurs de drogues sont tout aussi vulnérables. Certains revendeurs prêtent l'argent directement à leurs clients et pourraient tirer plus de profits des prêts que du trafic de drogues illicites<sup>37</sup>.
- Il existe également une demande pour des prêts de la part d'entrepreneurs qui ne peuvent pas emprunter auprès du système bancaire officiel ou pour qui il serait risqué de le faire. Les entrepreneurs qui vendent des produits intrinsèquement illégaux pourraient ne disposer d'aucune autre source d'argent pour démarrer leur entreprise ou source de fonds de roulement. L'octroi de prêts usuraires devient alors une option attrayante<sup>37</sup>.

## Le blanchiment d'argent dans les casinos s'étend vers l'est.

- Le nombre de transactions suspectes dans les casinos de la C.-B. a chuté; il est passé de 20 millions de dollars par mois en juillet 2015 à seulement 200 000 \$ par mois en février 2018<sup>38</sup>.
- En 2017, la Police provinciale de l'Ontario (OPP) a mené 945 enquêtes sur des transactions suspectes effectuées dans des casinos; en 2018, le nombre de transactions a doublé pour s'établir à 2 266. Il s'agit d'une augmentation d'environ 140 % en un an<sup>38</sup>.
- On estime que le sous-groupe du crime organisé, la Ndrangheta, pourrait avoir blanchi environ 70 millions de dollars par le truchement des casinos de l'Ontario<sup>38</sup>.



C'est ahurissant; le volume et l'ampleur des transactions effectuées régulièrement dans les casinos sont tout simplement stupéfiants. »

**David Edby**

Procureur général de la Colombie-Britannique (2018)



# Entreprise criminelle en évolution

## Le vol et l'exportation illégale de véhicules sont des volets prioritaires.

- De 2000 à 2018, le taux de vols de véhicules motorisés a diminué de 55 % dans l'ensemble du Canada. Ce déclin est principalement attribuable à la technologie antivols dont sont dotées les nouvelles voitures, comme les dispositifs antidémarrage<sup>39</sup>.
- Les véhicules volés sont acheminés et passés en contrebande par de multiples voies de transit<sup>40</sup> :
  - Les véhicules de Vancouver sont expédiés vers Hong Kong, la Thaïlande, le Vietnam, l'Indonésie et la Chine.
  - Les véhicules de Toronto, de Montréal et d'Halifax sont expédiés vers les États-Unis, la Belgique, l'Allemagne, la Pologne, la Finlande et l'Italie.

## Le commerce d'animaux exotiques a augmenté en raison des profits potentiels.

- Le commerce d'animaux exotiques est le quatrième marché illégal en importance au monde, et sa valeur s'établit à environ 205 milliards de dollars par année<sup>41</sup>.
- Le commerce illégal d'animaux a augmenté au cours des 10 à 15 dernières années. Entre 2011 et 2018, plus de 4 000 animaux et parties d'animaux ont été saisis par le gouvernement du Canada, ce qui représente une moyenne de 330 saisies par année<sup>41</sup>.

## Le commerce illégal d'organes chinois illégaux attire les entreprises internationales.

- De 60 000 à 100 000 organes humains<sup>42</sup> sont greffés dans les hôpitaux chinois chaque année. Un grand nombre de ces organes proviennent de sources illégales, principalement de prisonniers.
- À l'échelle mondiale, le commerce illégal d'organes génère approximativement 840 millions de dollars à 1,7 milliard de dollars américains par année<sup>43</sup>.
- En raison des délais d'attente dans le système médical canadien, les Canadiens comptent parmi ceux que l'on considère comme des « touristes médicaux », soit des personnes qui voyagent à l'étranger à des fins de traitements médicaux ou d'interventions chirurgicales.

A close-up photograph of a hand hovering just above a smartphone screen. The screen is illuminated with a vibrant green light, which reflects off the surface of the phone and the hand. The background is dark, making the green glow stand out prominently.

# Sécurité nationale

La sécurité des citoyens et des infrastructures du Canada est de plus en plus menacée par l'ingérence des Chinois et des Russes et d'extrémistes motivés par une idéologie, ainsi que par la criminalité transnationale.

# Sécurité nationale

**Les conflits liés à la souveraineté dans l'Arctique gagnent en prévalence au fur et à mesure que le réchauffement de la planète révèle de nouvelles routes et de nouvelles ressources.**

- Si la glace continue de fondre dans l'Arctique, d'ici le milieu des années 2030, le passage du Nord-Ouest du Canada et la route maritime du Nord de la Russie seront plus accessibles, ce qui raccourcira considérablement les routes maritimes commerciales qui relient l'Europe et l'Extrême-Orient<sup>44</sup>.
- En 2018, la Chine a publié son plan de « Route de la soie polaire »<sup>45</sup>, lequel réduirait la durée des expéditions d'environ 20 jours et recense de nouvelles zones pour l'exploitation de ressources pétrolières, gazières et minières et d'autres sources d'énergie non fossile; ce plan étudie également les possibilités de pêche et de tourisme dans l'Arctique.

- En 2018, la Russie a aussi annoncé son intention d'augmenter sa flotte de brise-glace alimentés à l'énergie nucléaire et de construire de nouveaux ports et d'autres infrastructures connexes dans l'Arctique<sup>46</sup>.

**L'ingérence d'acteurs étrangers constitue maintenant une menace importante et grave.**

- La Chine et la Russie agitent les points de vue extrêmes et polarisent encore davantage les opinions politiques.
- La République populaire de Chine (RPC) pose une menace importante d'ingérence politique et économique au Canada. La RPC est connue pour avoir contraint des citoyens chinois et d'autres personnes à collaborer avec les organismes de collecte de renseignements de Beijing<sup>47</sup>.
- La RPC et la Russie ont ciblé et manipulé certaines des 650 publications et des 120 émissions de radio et de télévision des « médias ethniques » du Canada<sup>47</sup>.



- Les activités d'ingérence d'acteurs étrangers ciblent activement le processus électoral, les représentants élus et leur personnel, ainsi que des secteurs infranationaux du gouvernement canadien.
- Durant les élections américaines, la RPC a affiché 448 millions<sup>48</sup> de publications dans les médias sociaux, dont 1 gazouillis sur 5<sup>47</sup> a été envoyé par un robot dans le but express de propager de fausses informations.

# Sécurité nationale

## **Changements mondiaux liés aux extrémistes violents motivés par une idéologie<sup>49</sup>.**

- Le nombre d'attaques inspirées par l'État islamique perpétrées en Amérique du Nord, en Europe et en Australie a diminué de 50 % de 2017 à 2018.
- Après avoir perdu des territoires en Irak et en Syrie, en 2017, l'État islamique s'est mis à cibler d'autres pays vulnérables sur le plan de la sécurité, en particulier l'Afghanistan, le Nigéria et les Philippines. En outre, l'État islamique a doublé ses attaques dans ces régions en 2018.
- Le niveau de risque de l'Espagne a diminué au fur et à mesure que les manifestations perturbatrices en faveur de l'indépendance catalane se sont essouffées.

## **Les extrémistes violents motivés par une idéologie sont une source de préoccupation pour les forces de l'ordre.**

- L'environnement de menaces terroristes demeure stable au Canada. La principale menace terroriste pour le Canada vient toujours de groupes inspirés par Daech ou par al-Qaïda<sup>50</sup>.
- En 2019, environ 190 extrémistes à l'étranger avaient un lien avec le Canada et pourraient y revenir, ce qui augmenterait les possibilités de mesures contre le Canada ou des Canadiens<sup>50</sup>.
- En 2018, dans le cadre d'un rassemblement éclair, des membres d'Antifa (organisation qualifiée d'extrême gauche) ont vandalisé des entreprises locales et attaqué les policiers à Hamilton; ils ont causé pour 100 000 \$ de dommages matériels<sup>51</sup>.

- Les extrémistes de droite violents alimentent habituellement le sentiment antigouvernement et anti-immigration et prônent la ségrégation raciale. Leurs attaques visent des mosquées, des synagogues, des centres de réfugiés et d'autres symboles du multiculturalisme et de l'immigration.
- En 2018, environ 45 % de ces attaques étaient liées à des incendies criminels, alors que 38 % ont été commises à l'aide de couteaux ou d'armes à feu<sup>49</sup>.
- Des attaques planifiées par des militants d'extrême droite et exécutées en Europe et en Amérique du Nord, 70 % ont été menées à bien, alors que c'est le cas de 28 % des attaques de djihadistes<sup>49</sup>.

# Sécurité nationale

## La radicalisation connaît le plus de succès auprès des jeunes adultes de sexe masculin.

- Des extrémistes mettent à profit les plateformes du Web et des médias sociaux pour cibler des groupes au moyen de messages visant à les endoctriner et à les recruter.
- Parmi les Canadiens recrutés, 95 % sont de sexe masculin, et l'âge moyen est de 27 ans<sup>52</sup>.
- En 2017, Rumiya, le groupe de propagande en ligne de l'État islamique, a utilisé les médias sociaux pour motiver des « loups solitaires » à perpétrer des attaques au couteau et à bord de véhicules<sup>53</sup>. En Amérique du Nord, la plupart des attaques<sup>54</sup> ont été perpétrées par des recrues qui ont procédé de cette manière.
- En réaction aux attaques motivées par des extrémistes, en 2019, Facebook a retiré six pages canadiennes dans le cadre de sa politique sur le contenu extrémiste et les groupes haineux<sup>55</sup>.

## Stratégie nationale sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence du Canada<sup>56</sup>.

- En 2018, le gouvernement du Canada a publié la Stratégie nationale sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence.
- La stratégie vise à mobiliser divers acteurs, des policiers aux organismes communautaires, afin qu'ils repèrent et préviennent la radicalisation menant à la violence avant que des tragédies ne se produisent.
- La stratégie nationale compte trois objectifs.
  1. Expliquer la radicalisation menant à la violence et les comportements destructeurs et préjudiciables adoptés, y compris leurs répercussions sur les Canadiens et les collectivités.



2. Présenter l'approche du gouvernement à l'égard de la prévention de la radicalisation menant à la violence et de la lutte contre celle-ci au moyen de la prévention précoce, de la prévention auprès des personnes à risque et du désengagement des idéologies violentes;
3. exposer les trois priorités déterminées par le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence : a) acquérir, communiquer et mettre en application des connaissances; b) s'attaquer à la radicalisation menant à la violence en ligne; et c) soutenir les interventions.

# Sécurité nationale

## Les organisations terroristes utilisent la technologie pour diversifier leurs façons de distribuer les fonds.

- En Syrie et en Irak, Daech dispose encore de ressources financières importantes pour financer des attaques en Afghanistan et en Afrique subsaharienne<sup>57</sup>.
- Le Hezbollah obtient des fonds de sympathisants et emploie une structure de financement diversifiée comprenant des entreprises et des organismes caritatifs<sup>57</sup>.
- Certains groupes sont soupçonnés d'utiliser Zcash, une cryptomonnaie qui pourrait leur permettre d'utiliser et de transférer la monnaie hors ligne et de rendre extrêmement difficile le traçage des transactions illicites<sup>58</sup>.
- Le gouvernement du Canada utilise un cadre législatif rigoureux contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, lequel prévoit également d'importantes mesures de protection des droits et des renseignements personnels des citoyens.

- Ce cadre est établi par la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (LRPCFAT) et son règlement d'application<sup>59</sup>.
- Depuis juin 2019, tous les transferts de cryptomonnaie dépassant 10 000 \$ CA doivent être déclarés au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) afin de prévenir le financement d'activités terroristes<sup>60</sup>.

## Les crimes haineux sont en hausse au Canada et partout dans les médias sociaux.

- Les pays de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale (Russie, Pologne, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo et Monténégro) sont considérés comme étant dangereux pour les LGBTQ en raison des taux élevés de discrimination, de violence fondée sur la haine et de crimes haineux.
- En 2018, le taux de crimes haineux a augmenté de 9 % dans 30 grandes villes des États-Unis<sup>61</sup>.
- Au Canada, le taux de crimes haineux a augmenté de 30 %; il est passé de 1 295 incidents signalés en 2014 à 1 798, en 2018<sup>62</sup>.
- Les crimes haineux au Canada ont surtout été perpétrés contre les communautés juive et noire. De 2014 à 2018, 173 crimes haineux ont été commis contre la communauté musulmane, et 35 contre des Autochtones. Les crimes les plus violents ont été commis contre des membres de la communauté LGBTQABI<sup>63</sup>.
- 4Chan, un média social anglophone contenant des images, a constaté que les messages et les discours haineux avaient augmenté de 40 % depuis 2015<sup>61</sup>.

# Sécurité nationale

## Le nombre de crimes transnationaux augmente partout sur la planète.

Le nombre de crimes transnationaux continuera d'augmenter en raison des profits élevés qu'ils génèrent et des risques relativement faibles qu'ils présentent. On estime que les recettes générées par ces crimes se situent entre 2,2 et 3,1 billions de dollars par année<sup>43</sup>.

Crime transnational	Valeur annuelle estimative		
Trafic de drogue	De 594,4 G\$	à	909,7 G\$
Trafic d'armes légères	De 2,4 G\$	à	4,9 G\$
Traite de personnes			209,6 G\$
Trafic d'organes	De 1 172 M\$	à	2,4 G\$
Trafic de biens culturels	De 1,7 G\$	à	2,2 G\$
Contrefaçon	De 1 287 G\$	à	1 576 G\$
Commerce illégal d'animaux sauvages	De 7,0 G\$	à	32,1 G\$
Pêche illégale	De 21,6 G\$	à	50,8 G\$
Exploitation forestière illégale	De 72,6 G\$	à	219,1 G\$
Exploitation minière illégale	De 16,7 G\$	à	67,0 G\$
Vol de pétrole brut	De 7,3 G\$	à	16,6 G\$

Source : Global Financial Integrity, crime transnational and the Developing World (2017)

## Les criminels voyagent de plus en plus vers le Canada afin de s'adonner au « tourisme criminel ».

- Le Canada, les États-Unis et l'Australie ont connu une augmentation subite du tourisme criminel. Par exemple, plus tôt cette année, les policiers de Halton ont aidé les forces de l'ordre australiennes à appréhender un sous-groupe criminel chilien responsable de vols qualifiés dans 70 maisons dans la région de Halton et de 400 braquages à domicile à Toronto. Les policiers ont récupéré des biens volés d'une valeur de 2,7 millions de dollars<sup>64</sup> auprès des membres appréhendés.
- On a constaté que les touristes criminels et les voleurs viennent de plusieurs pays et que le plus grand groupe ciblant le Canada et y menant ses activités semble provenir du Chili<sup>64</sup>.

# Sécurité nationale

**Les tensions avec la Russie persistent, mais le risque que la situation dégénère est faible.**

- La probabilité de crise mondiale est faible; toutefois, le conflit entre la Russie et l'Ukraine n'est pas prêt d'être résolu<sup>65</sup>. Durant les derniers mois de 2019, ces deux pays ont pris des mesures pour renforcer la confiance, comme des échanges de prisonniers et la séparation des forces dans l'est de l'Ukraine afin de réduire le risque de conflit grave.
- La Russie a peu d'intérêt pour l'intensification des combats et cherche surtout à persuader l'Union européenne d'assouplir les sanctions.
- Pas plus tard qu'en janvier 2020, le gouvernement russe s'est résigné à apporter un changement constitutionnel majeur<sup>66</sup>. De nombreuses personnes croient que le président russe jette les bases d'une transition en 2024, où il abandonnera la présidence, mais demeurera le politicien dominant du pays en tant que premier ministre aux pouvoirs renforcés ou au sein du Conseil d'État du gouvernement<sup>66</sup>.



# Bibliographie

- <sup>1</sup>Service canadien de renseignements criminels (SCRC) (2019). Rapport public sur les crimes graves et le crime organisé au Canada (rep.), Rapport public sur les crimes graves et le crime organisé au Canada, consulté à l'adresse suivante : <https://cisc-scrc.gc.ca/media/2019/2019-12-06-fra.htm>.
- <sup>2</sup>SCRC. *Prévision nationale du renseignement criminel sur les marchés criminels canadiens* (rep.), *Prévision nationale du renseignement criminel sur les marchés criminels canadiens*, consulté à l'adresse suivante : <https://cisc-scrc.gc.ca/nps-psn/ncie-pnrc-fra.htm>.
- <sup>3</sup>Proskiw, A. (20 juillet 2016). « New Kelowna criminal gang is small but dangerous », *InfoNews*, <https://infotel.ca/newsitem/new-kelowna-criminal-gang-is-small-but-dangerous/it32812>.
- <sup>4</sup>Friesen, J., et K. O'Neill (9 mai 2008). « Armed posses spreading violence across Prairie communities », *The Globe and Mail*, <https://www.theglobeandmail.com/news/national/armed-posses-spreading-violence-across-prairie-communities/article1055029/?page=all>.
- <sup>5</sup>Gouvernement du Canada, Statistique Canada. (2 décembre 2019). Cet article de la série « Les faits, tout simplement » met en lumière les statistiques sur le cybercrime et la cybersécurité du point de vue des policiers (Programme de déclaration uniforme de la criminalité, 2018), des entreprises (Enquête canadienne sur la cybersécurité et le cybercrime, 2017) et des particuliers (Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2018). Le cybercrime au Canada, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-28-0001/2018001/article/00015-fra.htm>.
- <sup>6</sup>PwC. Sondage mondial sur la gestion de crises 2019 – Perspective canadienne, <https://www.pwc.com/ca/fr/services/deals/forensic-services/global-crisis-survey.html>.
- <sup>7</sup>Bogdan, S. (24 octobre 2019). « Canadians have lost \$43 million to cybercrime in 2019: OPP », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/6077016/canadians-lost-43-million-cybercrime-2019/>.
- <sup>8</sup>Poremba, S. (18 septembre 2019). « The Future of Cybercrime: Where Are We Headed? », *Security Intelligence*, <https://securityintelligence.com/articles/the-future-of-cybercrime-where-are-we-headed/>.
- <sup>9</sup>Freeze, D. (29 mars 2020). « Top 5 Cybersecurity Facts, Figures, Predictions, And Statistics For 2020 To 2021 », *Cybercrime Magazine*, <https://cybersecurityventures.com/top-5-cybersecurity-facts-figures-predictions-and-statistics-for-2019-to-2021/>.
- <sup>10</sup>Wolfson, R. (15 décembre 2018). « Tracing Illegal Activity Through The Bitcoin Blockchain To Combat Cryptocurrency-Related Crimes », *Forbes*, <https://www.forbes.com/sites/rachelwolfson/2018/11/26/tracing-illegal-activity-through-the-bitcoin-blockchain-to-combat-cryptocurrency-related-crimes/>.
- <sup>11</sup>CPA Canada. (18 juin 2019). Le côté obscur des cryptomonnaies, CPA Canada. <https://www.cpacanada.ca/fr/zone-membres/profession-nouvelles/2019/juin/cote-obscur-cryptomonnaies>.
- <sup>12</sup>Chavez-Dreyfuss, G. (27 novembre 2019). « Cryptocurrency crime surges, losses hit \$4.4 billion by end-September: CipherTrace report », *Reuters*, <https://www.reuters.com/article/us-crypto-currencies-crime/cryptocurrency-crime-surges-losses-hit-44-billion-by-end-september-ciphertrace-report-idUSKBN1Y11WH>.
- <sup>13</sup>Alexander, D., Robinson, M. et Bloomberg News. (19 mars 2019). « A criminal past haunts surviving founder of troubled cryptocurrency exchange Quadriga », *Financial Post*, <https://business.financialpost.com/technology/blockchain/a-criminal-past-haunts-surviving-founder-of-troubled-cryptocurrency-exchange-quadriga>.
- <sup>14</sup>Weeks, R. (18 mars 2020). « Council Post: How To Protect Against Ransomware in 2020 », *Forbes*, <https://www.forbes.com/sites/forbestechcouncil/2020/03/18/how-to-protect-against-ransomware-in-2020/>.

# Bibliographie

- <sup>15</sup>Flanagan, R. (30 janvier 2020). « Canadian insurance company lost nearly US\$1M in ransomware attack », *CTVNews*, <https://www.ctvnews.ca/sci-tech/canadian-insurance-company-lost-nearly-us-1m-in-ransomware-attack-1.4790490>.
- <sup>16</sup>Press, T. C. (4 novembre 2019). « Ransomware attack knocks Nunavut government services offline », *CTV News*, <https://www.ctvnews.ca/canada/ransomware-attack-knocks-nunavut-government-services-offline-1.4669575>.
- <sup>17</sup>Weeks, R. (18 mars 2020). « Council Post: How To Protect Against Ransomware in 2020 », *Forbes*, <https://www.forbes.com/sites/forbestechcouncil/2020/03/18/how-to-protect-against-ransomware-in-2020/>.
- <sup>18</sup>Gouvernement du Canada, Gendarmerie royale du Canada. (4 mai 2020). Fraudes récentes, Centre antifraude du Canada, <https://www.antifraudcentre-centreantifraude.ca/index-fra.htm>.
- <sup>19</sup>Cooper, S. (10 mai 2019). « Prime minister calls B.C. money-laundering report 'extremely alarming' », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5263040/prime-minister-bc-money-laundering-report/>.
- <sup>20</sup>Russell, A. (11 février 2019). « Not just B.C.: Most provinces in Canada fail to secure convictions in money-laundering cases », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/4939801/provinces-canada-fail-to-convict-money-laundering/>.
- <sup>21</sup>Russell, A. (23 juillet 2019). « Extortion cases increased 170 % from 2012 to 2018 in Canada: StatCan », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5672420/extortion-cases-increased-170-from-2012-to-2018-in-canada-statscan/>.
- <sup>22</sup>PwC. (2018). Faire la lumière sur la fraude – Enquête mondiale de 2018 sur la fraude et les crimes économiques – Perspectives canadiennes (rep.). Faire la lumière sur la fraude – Enquête mondiale de 2018 sur la fraude et les crimes économiques – Perspectives canadiennes, consulté à l'adresse suivante : <https://www.pwc.com/ca/en/deals/assets/global-economic-crime-and-fraud-survey/pwc-canada-gecs-fr-2018.pdf>.
- <sup>23</sup>Statistiques concernant le vol d'identité. Statistiques concernant le vol d'identité | Banque Nationale Assurances (3 novembre 2015), <https://www.assurances-bnc.ca/avantages-et-conseils/statistiques-vol-identite.html>.
- <sup>24</sup>Borzykowski, B., Lajarte, M. de et D. Deveau (14 mars 2019). 4 choses à savoir sur l'usurpation d'identité, CPA Canada, <https://www.cpacanada.ca/fr/nouvelles/canada/2019-03-14-usurpation-identite-101>.
- <sup>25</sup>Gouvernement du Canada. (19 août 2019). Rapport : Ce que nous avons entendu : Crimes et torts financiers ciblant les aînés, <https://www.canada.ca/fr/conseil-national-aines/programmes/publications-rapports/2019-ce-que-nous-entendons-crimes-torts-financiers.html>.
- <sup>26</sup>Gillis, M. (28 février 2019). « Organized crime in India behind CRA phone scam: RCMP », *Ottawa Citizen*, <https://ottawacitizen.com/news/local-news/organized-crime-in-india-behind-cra-phone-scam-rcmp/>.
- <sup>27</sup>Sécurité publique Canada / Public Safety Canada (31 janvier 2018). *Ensemble contre le crime organisé*. <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/cmbtng-rgnzd-crm/index-fr.aspx>.
- <sup>28</sup>Gouvernement du Canada. (19 août 2019). Rapport : Ce que nous avons entendu : Crimes et torts financiers ciblant les aînés, <https://www.canada.ca/fr/conseil-national-aines/publications-rapports/2019-ce-que-nous-entendons-crimes-torts-financiers.html>.

# Bibliographie

- <sup>29</sup>Clermont, Y. (2019). Crimes liés aux armes à feu au Canada (rep.). Crimes liés aux armes à feu au Canada. Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, consulté à l'adresse suivante : [https://sencanada.ca/content/sen/committee/421/SECD/Briefs/Stats\\_Can\\_Presentation\\_ppt\\_f.pdf](https://sencanada.ca/content/sen/committee/421/SECD/Briefs/Stats_Can_Presentation_ppt_f.pdf).
- <sup>30</sup>Tasker, J. P. (24 janvier 2020). « Canada's casinos 'threatened' by Liberal stance on sports betting, proponents warn | CBC News », *CBC News*, <https://www.cbc.ca/news/politics/tasker-single-event-sports-betting-1.5437725>.
- <sup>31</sup>McQuigge, M. (20 décembre 2019). OPP take down Hells Angels illegal gambling ring: 28 charged, CP24, <https://www.cp24.com/news/opp-take-down-hells-angels-illegal-gambling-ring-28-charged-1.4737171>.
- <sup>32</sup>Statistique Canada : Organisme statistique national du Canada / Statistics Canada: Canada's national statistical agency. Crimes organisés déclarés par la police, selon l'infraction la plus grave, Canada (certains services de police), [https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510006201&request\\_locale=fr](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510006201&request_locale=fr).
- <sup>33</sup>Ibrahim, D. (27 juin 2018). La traite des personnes au Canada, 2016. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-005-x/2018001/article/54979-fra.htm>.
- <sup>34</sup>Pêches et Océans Canada, Direction des communications (9 décembre 2019). « Pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) », Pêches et Océans Canada, Direction des communications, <https://dfo-mpo.gc.ca/international/isu-iuu-fra.htm>.
- <sup>35</sup>McNair, M. (31 mars 2018). « Organized crime behind contraband tobacco costs governments billions », *W5*, <https://www.ctvnews.ca/w5/organized-crime-behind-contraband-tobacco-costs-governments-billions-1.3864360>.
- <sup>36</sup>SCRC. *Prévision nationale du renseignement criminel sur les marchés criminels canadiens* (rep.). 2018-2019 *Prévision nationale du renseignement criminel sur les marchés criminels canadiens*.
- <sup>37</sup>Ministère de la Justice. (7 janvier 2015). Une typologie des crimes motivés par l'appât du gain, [https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/sjc-csj/crime/rr02\\_3/p34.html](https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/sjc-csj/crime/rr02_3/p34.html).
- <sup>38</sup>Russell, A. (30 janvier 2020). « Money laundering in Ontario: Suspicious cash transactions spike after B.C. casino crackdown », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/6472635/money-laundering-ontario-cash-transactions-bc-casino-crackdown/>.
- <sup>39</sup>Duffin, E. (24 juillet 2019). « Canada: reported motor vehicle theft rate 2018 », *Statista*, <https://www.statista.com/statistics/524933/canada-rate-of-motor-vehicle-thefts/>.
- <sup>40</sup>Quan, D. (11 décembre 2018). « Many cars stolen in Canada end up smuggled to distant destinations like Asia, Middle East: study », *National Post*, <https://nationalpost.com/news/canada/many-cars-stolen-in-canada-end-up-smuggled-to-distant-destinations-like-asia-middle-east-study>.
- <sup>41</sup>Elise, V. S. (26 juin 2018). « The cross-border black market trade in animals is booming in Canada | CBC News », *CBC News*, <https://www.cbc.ca/news/politics/black-market-animal-smuggling-canada-1.4720102>.
- <sup>42</sup>Labine, J. (29 novembre 2018). « Fort MP leading charge to tackle human organ traffic », *The Kingston Whig-Standard*, <https://www.thewhig.com/news/local-news/fort-mp-leading-charge-to-tackle-human-organ-traffic/wcm/5f8cc373-a5f3-4189-a303-99f14f1cbcd8>.
- <sup>43</sup>May, C. (2017). « Transnational Crime and the Developing World (rep.) Transnational Crime and the Developing World », *Global Financial Integrity*, consulté à l'adresse suivante : [http://www.gfintegrity.org/wp-content/uploads/2017/03/Transnational\\_Crime-final.pdf](http://www.gfintegrity.org/wp-content/uploads/2017/03/Transnational_Crime-final.pdf).

# Bibliographie

- <sup>44</sup>Arctic Domain Awareness Centre. (2019). « North American Arctic Marine and Environmental Security Workshop Assessing Concern, Advancing Collaboration (rep.) North American Arctic Marine and Environmental Security Workshop Assessing Concern, Advancing Collaboration », consulté à l'adresse suivante : [https://arcticdomainawarenesscenter.org/Downloads/PDF/Arctic %20MaLTE/ADAC\\_Arctic %20MaLTE %202019\\_CANUS\\_Arctic %20Maritime %20and %20Environmental %20Security\\_Re port\\_190109.pdf](https://arcticdomainawarenesscenter.org/Downloads/PDF/Arctic%20MaLTE/ADAC_Arctic%20MaLTE%202019_CANUS_Arctic%20Maritime%20and%20Environmental%20Security_Report_190109.pdf)
- <sup>45</sup>Thomson Reuters (26 janvier 2018). « China unveils vision for 'Polar Silk Road' across Arctic », *Reuters*, <https://www.reuters.com/article/us-china-arcctic/china-unveils-vision-for-polar-silk-road-across-arctic-idUSKBN1FF0J8>.
- <sup>46</sup>Blanchfield, M. (10 avril 2019). « House panel urges Canada to work with NATO to protect Arctic sovereignty », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5153484/canada-arctic-sovereignty-nato-russia/>.
- <sup>47</sup>Fife, R. et S. Chase (13 mars 2020). « China, Russia conducting 'brazen' interference in Canada, intelligence committee warns », *The Globe and Mail*, <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-china-russia-conducting-brazen-inference-in-canada-intelligence/>.
- <sup>48</sup>Ma, A. (9 juin 2018). « Planting spies, paying people to post on social media, and pretending the news doesn't exist: This is how China tries to distract people from human rights abuses », *Business Insider*, <https://www.businessinsider.com/how-china-propaganda-department-glosses-over-human-rights-2018-6>.
- <sup>49</sup>Aon (2019). « Risk Maps 2019 Aon's guide to Political Risk, Terrorism & Political Violence (rep.). RISK MAPS 2019 Aon's guide to Political Risk, Terrorism & Political Violence », consulté à l'adresse suivante : <https://www.aon.com/getmedia/6ff09905-dd8b-410a-bdee-8eef32678d79/2019-Aon-Risk-Maps.aspx>
- <sup>50</sup>Sécurité publique Canada / Public Safety Canada (29 avril 2019). Rapport public de 2018 sur la menace terroriste pour le Canada. <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/pblc-rprt-trrrsm-thrt-cnd-2018/index-fr.aspx>.
- <sup>51</sup>Dzsurdzsa, C. (9 mars 2020). « Violent Antifa attacks are a growing concern in Canada », *The Post Millennial*, <https://thepostmillennial.com/violent-antifa-attacks-are-a-growing-concern-in-canada/>.
- <sup>52</sup>Institut Macdonald-Laurier (20 juin 2019). *Assessing Islamist Radicalization in Canada: New MLI Report*, <https://www.macdonaldlaurier.ca/assessing-islamist-radicalization-canada-new-mlr-report/>.
- <sup>53</sup>Lazreg, H. B. (19 octobre 2017). « Commentary: How terrorists use propaganda to recruit lone wolves », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/3814110/commentary-how-terrorists-use-propaganda-to-recruit-lone-wolves/>.
- <sup>54</sup>Sécurité publique Canada / Public Safety Canada (29 avril 2019). Rapport public de 2018 sur la menace terroriste pour le Canada. <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/pblc-rprt-trrrsm-thrt-cnd-2018/index-fr.aspx>.
- <sup>55</sup>Bell, S. (11 avril 2019). « Facebook bans half-dozen Canadian pages under extremism, hate policy », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5141557/facebook-bans-extremism-hate-policy/>.
- <sup>56</sup>Gouvernement du Canada (2018). Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence (rep.) Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence, consulté à l'adresse suivante : <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/ntnl-strtg-cntrng-rdclztn-vlnc/ntnl-strtg-cntrng-rdclztn-vlnc-fr.pdf>.

# Bibliographie

- <sup>57</sup> Sécurité publique Canada / Public Safety Canada (29 avril 2019). Rapport public de 2018 sur la menace terroriste pour le Canada. <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/pblc-rprt-trrrsm-thrt-cnd-2018/index-fr.aspx>.
- <sup>58</sup>Dion-Schwarz, C., Manheim, D. et P. B. Johnston (27 mars 2019). « Terrorist Use of Cryptocurrencies » *RAND Corporation*, [https://www.rand.org/pubs/research\\_reports/RR3026.html](https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR3026.html).
- <sup>59</sup>Gouvernement du Canada. (7 février 2018). « Examen du Régime canadien de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes », *Canada.ca*, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/programmes/consultations/2018/regime-canadien-lutte-contre-recyclage-produits-criminalite-financement-activites-terroristes.html>.
- <sup>60</sup>Haig, S. (19 mars 2020). « Canada Tightens Crypto Regulations Alongside AML/CTF Overhaul », *Cointelegraph*, <https://cointelegraph.com/news/canada-tightens-crypto-regulations-alongside-aml-ctf-overhaul>.
- <sup>61</sup>Center for the Study of Hate & Extremism (CSUSB) (2019). Report To The Nation: 2019 Factbook On Hate & Extremism in The U.S. & Internationally (rep.). REPORT TO THE NATION: 2019 FACTBOOK ON HATE & EXTREMISM IN THE U.S. & INTERNATIONALLY, consulté à l'adresse suivante : [https://www.csusb.edu/sites/default/files/CSHE\\_%202019\\_%20Report%20to%20the%20Nation%20FINAL%207.29.19%2011%20PM.pdf](https://www.csusb.edu/sites/default/files/CSHE_%202019_%20Report%20to%20the%20Nation%20FINAL%207.29.19%2011%20PM.pdf).
- <sup>62</sup>Statistique Canada (8 mai 2020). Crimes haineux déclarés par la police, nombre d'affaires et taux pour 100 000 habitants, régions métropolitaines de recensement, [https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510019101&request\\_locale=fr](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510019101&request_locale=fr).
- <sup>63</sup>Les crimes haineux déclarés par la police au Canada, 2018. Statistique Canada (26 février 2020), <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2020001/article/00003-fra.htm>.
- <sup>64</sup>Haber, P. (24 janvier 2020). « Organized break-and-enter gangs arrive as tourists and target Canadian neighbourhoods », *CTV News*, [https://beta.ctvnews.ca/national/w5/2020/1/24/1\\_4782025.amp.html](https://beta.ctvnews.ca/national/w5/2020/1/24/1_4782025.amp.html).
- <sup>65</sup>Council on Foreign Relations. (8 janvier 2020). « Top Conflicts to Watch in 2020: A Crisis Between Russia and Ukraine », *Council on Foreign Relations*, <https://www.cfr.org/blog/top-conflicts-watch-2020-crisis-between-russia-and-ukraine>.
- <sup>66</sup>Clinch, M. et H. Ellyatt (16 janvier 2020). « Putin consolidates power as Russian government resigns », *CNBC*, <https://www.cnn.com/2020/01/15/russian-government-has-resigned-report-says-citing-pm.html>.

# Démographie et société





Non seulement la possibilité de vivre des expériences enrichissantes où on célèbre notre riche patrimoine multiculturel renforce notre solidarité locale, mais elle fait tomber les barrières pour faire du Canada un pays qui préconise le respect, l'équité, l'égalité et la dignité. Notre gouvernement est fier de soutenir les projets qui aident nos jeunes et de promouvoir la diversité et l'inclusion, tout en s'attaquant aux problèmes de racisme et de discrimination dans les collectivités<sup>1</sup>.

Pablo Rodriguez  
Ministre du Patrimoine canadien  
et du Multiculturalisme

## Démographie et société

# Aperçu

Le vieillissement démographique et la mobilité de la population immigrante mondiale continuent de modifier les structures de la société canadienne. Compte tenu des cinq générations qui composent actuellement la population active canadienne, les besoins et les exigences du public n'ont jamais été aussi diversifiés.

### Voici certains des principaux aspects sur lesquels se concentrent le Canada et la GRC.

- La population du Canada vieillit et continue de migrer vers les centres urbains.
- La société canadienne est encore confrontée à la violence, à la toxicomanie, aux problèmes de santé mentale et à la pauvreté, alors qu'elle prend des mesures positives pour combler les lacunes en matière d'éducation et d'égalité.
- L'économie connaît un ralentissement, et les conséquences sur l'emploi devraient accroître les taux de criminalité.
- Les affaires courantes ont été touchées par la pandémie sanitaire mondiale, alors que la Chine se sert de la COVID-19 pour devenir une superpuissance mondiale.



## La COVID-19 au Canada

2,8  
millions

Pertes d'emploi attendues  
en mars et en avril 2020

27 G\$ Mesures de  
stimulation du  
Canada

16 % Réduction des  
problèmes de  
santé mentale

20 % Augmentation  
attendue de la  
criminalité en raison  
des mises à pied  
massives

83 %

depuis le début de l'initiative  
Bell Cause pour la cause

Pourcentage de Canadiens ayant déclaré  
croire que les attitudes au sujet de la  
maladie mentale se sont améliorées

Population urbaine du  
Canada

81 %  
actuelle



90 %  
En 2050

30 % Taux de criminalité plus élevé dans les  
régions rurales ou éloignées

Le Canada en 2018

1 sur 3



Homicides où des **armes à feu** étaient en cause

1 sur 5



Accusés de crimes violents soupçonnés d'avoir  
une **maladie mentale ou un trouble du  
développement**

5 fois plus élevés



De 25 à 30 %

de la population du Canada sera  
composée d'immigrants d'ici 2036



Population âgée de 55 ans et plus

18 % de la population mondiale

32 % de la population du Canada

18 % de la population autochtone

## Vérité et réconciliation

2057

Date à laquelle on prévoit que  
tous les appels à l'action  
seront achevés

94 appels à l'action

21 projets en cours

10 projets achevés



# Démographie

La population du Canada vieillit et continue de migrer vers les centres urbains.

# Démographie

## D'ici 2050, 90 % de la population canadienne vivra dans les régions urbaines.

### Les immigrants et les jeunes préfèrent les régions urbaines.

- La proportion de la population mondiale vivant dans les centres urbains est de 56 %; il s'agit d'une augmentation de 24 % par rapport à 1955<sup>1</sup>.
- Les habitants du Canada vivent dans un centre urbain dans une proportion de 81 %; il s'agit d'une hausse de 34 % par rapport à 1955<sup>1</sup>.
- Les jeunes autochtones préfèrent de plus en plus la vie en ville et y apportent leurs traditions communautaires et leurs valeurs.
  - En 2017, environ 10 % de la population de Winnipeg était autochtone; l'affichage de nombreux magasins intègre des langues autochtones comme le cri, le dakota, le michif et l'inuktitut<sup>2</sup>.

### Un grand nombre des petites villes et des réserves subissent les conséquences de l'urbanisation.

- Les petites villes perdent des banques, des bibliothèques, des écoles et d'autres services, comme les transports, laissant une impression de négligence.
- Les propriétaires d'entreprise n'ont pas de relève lorsqu'ils prennent leur retraite, ce qui crée des lacunes au chapitre des services locaux, comme les magasins généraux, les stations-service, etc.

### En 2018, le taux de criminalité était plus élevé de 30 % dans le Canada rural éloigné par rapport aux villes.

- Le taux de criminalité est relativement plus élevé dans les Prairies : au Manitoba, il s'établit à 42 %, en Saskatchewan, à 36 % et en Alberta, à 38 %<sup>3</sup>.

- Les réseaux du crime organisé s'étendent aux régions rurales et éloignées, car la présence lacunaire de policiers et de membres des forces de l'ordre crée des occasions.
- Une étude menée par la Chambre des communes affirme que, pour réduire efficacement la criminalité dans le Canada rural, il faut des ressources policières adéquates, des partenariats dans l'ensemble des collectivités, de solides services de soutien aux victimes et un système judiciaire qui inspire confiance au public.

### La COVID-19 se propage par les voyages et est exacerbée par la densité de la population dans les centres urbains.

- Le monde voyage plus que jamais; en 2019, les compagnies aériennes ont transporté environ 4,5 milliards de passagers<sup>4</sup>.
- Le fait que les gens vivent dans la promiscuité dans les zones densément peuplées favorise la propagation de maladies infectieuses.
- La police et la GRC ont mis en œuvre des précautions de sécurité afin de se protéger et de protéger les citoyens.
- Le gouvernement et des organisations de partout dans le monde déploieront des efforts considérables pour tirer des leçons de la pandémie et établir des plans en vue d'une récurrence potentielle.

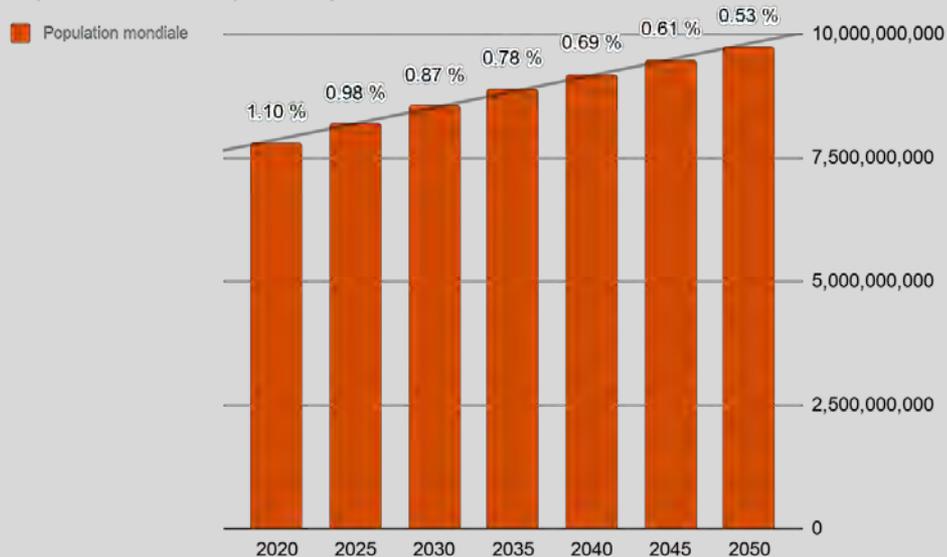
# Démographie

**La croissance de la population canadienne a diminué, sauf chez les Autochtones.**

**La population mondiale devrait atteindre 10 milliards d'habitants d'ici 2055<sup>5</sup>.**

- En 2020, la population mondiale s'établit à plus de 7,7 milliards de personnes.
- D'ici 2025, elle devrait s'établir à 8 milliards et atteindre 9 milliards d'ici 2040.
- Le taux de croissance mondial est en train de diminuer et devrait continuer à diminuer au cours des années à venir (pour atteindre 0,53 % d'ici 2050 et 0,03 % en 2100).

Population mondiale et pourcentage de variation annuel



# Démographie

## La population canadienne devrait atteindre 45 millions de personnes d'ici 2050.

- En 2020, la population du Canada dépasse les 37,7 millions d'habitats et ne compte que pour 0,5 % de la population mondiale<sup>6</sup>.
- D'ici 2025, la population canadienne devrait se situer juste au-dessus de 39 millions de personnes et atteindre 43 millions d'ici 2040<sup>7</sup>.
- Le taux de croissance actuel de la population du Canada est de 1,4 % et diminue. Il devrait continuer à diminuer au cours des années à venir (pour atteindre 0,47 % d'ici 2050)<sup>8</sup>.

## La population autochtone devrait augmenter pour dépasser les 2,5 millions de personnes d'ici 2036.

- En 2016, la population autochtone du Canada s'établissait à plus de 1,6 million de personnes; selon Statistique Canada, il s'agit d'une augmentation de 42,5 % par rapport à 2006. Cette population devrait augmenter d'un peu plus de 55 % pour s'établir à environ 2,5 millions d'ici 2036<sup>9</sup>.



# Démographie

**La population vieillissante du Canada est plus nombreuse que les jeunes pour la première fois depuis 1871.**

## La population mondiale vieillit.

- Le plus grand groupe d'âge du monde est celui des personnes âgées de 25 à 54 ans<sup>10</sup>; il compte pour 40,6 % de la population; ce pourcentage dépasse de beaucoup celui de tous les autres groupes d'âge.
- On s'attend à ce que, d'ici 2050, 16 % de la population mondiale soit âgée de plus de 65 ans; il s'agit d'une hausse de 9 % par rapport à 2019.

## La population vieillissante du Canada est presque le double de celle du reste du monde.

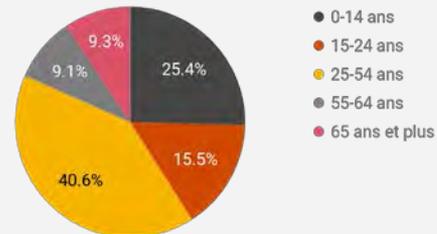
- Les personnes âgées de 25 à 54 ans représentent un peu plus de 40 % de la population; ce taux est comparable à celui de la population mondiale.
- Les groupes des personnes âgées de 55 à 64 ans et de 65 ans et plus sont presque le double (32,2 %) de ceux de la population mondiale.

- Les jeunes âgés de 0 à 14 ans représentent 15,8 % de la population canadienne. C'est environ 10 % de moins que la proportion de la population mondiale.
- La population vieillissante du Canada et le taux de fertilité peu élevé (1,5) sont les principaux facteurs expliquant la faible proportion de jeunes. En général, il faut un taux de fertilité de 2,1 pour qu'une génération se remplace sans immigration.

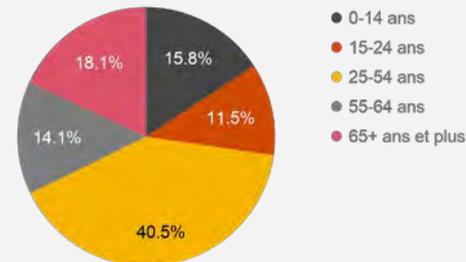
## En comparaison, la population autochtone du Canada est beaucoup plus jeune.

- Les jeunes représentent 44 % de la population autochtone, par rapport aux personnes âgées de 65 ans et plus, qui ne comptent que pour 7 % de la population autochtone canadienne.

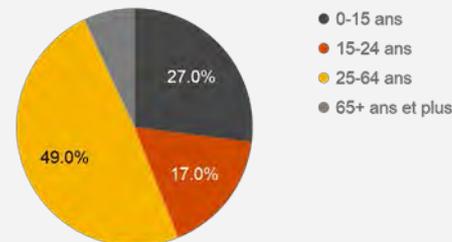
Données démographiques sur le vieillissement de la population mondiale



Données démographiques sur le vieillissement au Canada



Données démographiques sur l'âge de la population autochtone au Canada



# Démographie

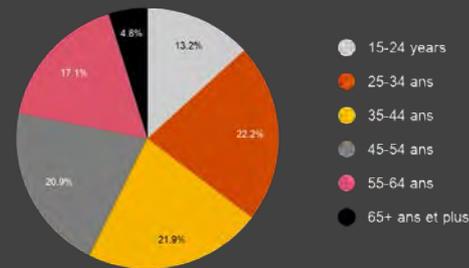
## D'ici 2026, un travailleur canadien sur quatre sera âgé de 55 ans et plus.

- La population active du Canada vieillit au même rythme que sa population. En 1996, on dénombrait 2,7 travailleurs âgés de 25 à 34 ans par travailleur âgé de 55 ans et plus. En 2018, le ratio est passé à 1<sup>11</sup>.
- De 1996 à 2018, la proportion de travailleurs âgés de 55 ans et plus a presque doublé; elle est passée de 10 % à 21 % de la population active<sup>11</sup>.
- En 2031, l'immigration comptera pour 80 % de la croissance de la population du Canada; il s'agit d'un important facteur contribuant au maintien de la population active du pays.

## On s'attend à ce que l'activité des Canadiens sur le marché du travail diminue.

- Statistique Canada prévoit que le taux d'activité passera de 61 % à 63 % d'ici 2036 et que cette réduction sera attribuable en grande partie au vieillissement de la population du Canada<sup>12</sup>. Voici certaines conséquences :
  - Compte tenu du rythme auquel certains secteurs sont en mesure de remplacer leurs effectifs qui prennent leur retraite, ceux-ci pourraient connaître des pénuries de main-d'œuvre.
  - Les recettes fiscales exercent des pressions sur les fonds destinés à des services et programmes sociaux et économiques essentiels.

Pourcentage de la population active au Canada par groupe d'âges (2019)



Source: Duffin, E. (2020, January 20). Canada - employment by age group 2019. Statista.

<https://www.statista.com/statistics/437700/employment-in-canada-by-age-group/>.

# Démographie

Pour la première fois dans l'histoire, la population active compte cinq générations.

**La génération silencieuse est encore sur le marché du travail (de 1928 à 1945)<sup>13</sup>.**

- Il s'agit des personnes âgées de 75 ans et plus. Elles représentent le plus petit groupe d'âge et devraient compter pour moins de 1 % de la population active d'ici cinq ans<sup>14</sup>.
- Certaines de ces personnes occupent encore des postes de direction et jouent un rôle clé dans le façonnement de leurs organisations.

**Des baby-boomers ont choisi le travail plutôt que la retraite (de 1946 à 1964).**

- Il s'agit des personnes âgées de 56 à 74 ans. Elles représenteront 15 % de la population active d'ici cinq ans<sup>14</sup>.
- Depuis l'an 2000, l'âge moyen de la retraite est passé de 61,6 à 63,8 ans, et cette tendance est peu susceptible de se renverser<sup>15</sup>.
- Les membres de ce groupe se distinguent par leur nature compétitive et par leur loyauté envers leur employeur.

**La génération X représente actuellement la plus grande partie de la population active (de 1965 à 1980).**

- Les personnes âgées de 40 à 55 ans devraient représenter 29 % de la population active d'ici cinq ans<sup>16</sup>.
- Les membres de la génération X favorisent la diversité et l'équilibre travail-vie et ont l'habitude de passer rapidement à autre chose si leur employeur ne répond pas à leurs besoins.

**Les milléniaux représenteront les trois quarts de la population active d'ici 2025 (de 1981 à 2000).**

- Les milléniaux, qui sont âgés de 20 à 39 ans, représenteront le plus grand groupe de la population active (44 %) en 2025<sup>14</sup>.
- Les milléniaux se distinguent par la transparence en milieu de travail qu'ils réclament haut et fort, le besoin d'un travail stimulant et de croissance, ainsi que l'équilibre travail-vie.



**La génération Z vient tout juste d'entrer dans la population active (de 2001 à 2020).**

- Les personnes nées en 2001 et après représentent la population active mondiale à venir et compteront pour environ 11 % de la population active en 2025<sup>14</sup>.
- Même si un grand nombre des membres de cette cohorte n'ont pas encore rallié les rangs de la population active, ils accordent de la valeur à l'indépendance et à l'individualité, manifestent de fortes préférences pour le travail avec des gestionnaires milléniaux aux points de vue similaires, mettent un accent important sur l'innovation et accueillent l'utilisation des nouvelles technologies.

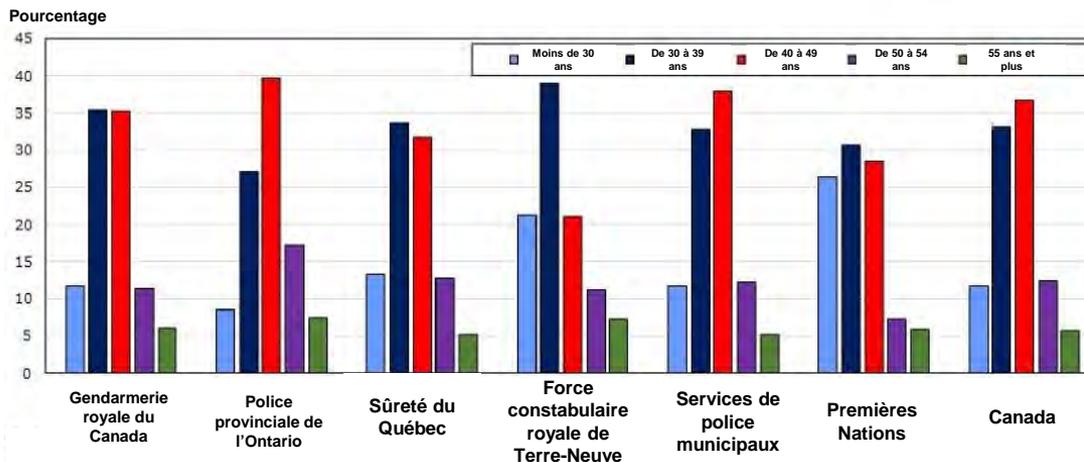
# Démographie

## Les effectifs policiers du Canada<sup>17</sup>

- Selon Statistique Canada, en 2018, 55 % des agents de police du Canada étaient âgés de plus de 40 ans.
- La proportion d'agents de police âgés de plus de 50 ans est passée de 15 % en 2012 à 18 % en 2018.
- En 2018, on comptait 14 943 policières au Canada; elles représentaient 22 % des corps de police.
- La représentation des femmes en tant que policières augmente de façon stable depuis 1986, année où des données sur le sexe ont été recueillies pour la première fois et où les femmes représentaient 4 % des agents.
- En 2018, 4 % des agents de police et 3 % des recrues se sont désignés comme étant Autochtones.
- En outre, en 2018, 8 % des agents et 12 % des recrues du Canada s'auto-désignaient comme appartenant à un groupe minoritaire visible.

Graphique 7

Distribution par groupe d'âges des agents de police selon le niveau de contrôle, 2018



**Note:** L'information sur l'âge des agents de police n'est pas disponible pour 0,4% des agents de police employés par les services de police dans l'ensemble du Canada. Lorsque cette information n'était pas disponible, elle a été exclue des calculs.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'administration policière.

# Démographie

## Les personnes les plus vulnérables de la société sont plus sensibles aux conséquences de la pandémie de COVID-19.

**En 2018, on dénombrait plus de 74 millions de personnes vulnérables dans le monde.**

- Les groupes ou personnes vulnérables comprennent les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées et les apatrides.
- La pandémie sanitaire mondiale de COVID-19 est particulièrement préoccupante pour les personnes vulnérables, car leur risque d'infection est plus grand, alors qu'elles pourraient avoir de la difficulté à accéder à des soins de santé efficaces.
- L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés a déclaré que le Canada avait admis le plus grand nombre de réfugiés réinstallés en 2018 et qu'à l'échelle mondiale, le pays affichait le deuxième taux en importance de réfugiés qui ont obtenu la citoyenneté.
- Le rapport annuel sur les tendances mondiales montre que le Canada a accueilli 28 100 des 92 400 réfugiés (30 %) qui ont été réinstallés dans 25 pays en 2018<sup>18</sup>.

**Parmi la population du monde, environ un milliard de personnes sont frappées d'une certaine forme de handicap.**

- En 2017, au Canada, 6,2 millions de personnes étaient frappées d'au moins un handicap.
- Les handicaps tendaient à augmenter avec l'âge; 13 % des personnes âgées de 15 à 24 ans en ont déclaré un par rapport à 47 % des personnes âgées de 75 ans et plus<sup>19</sup>.
- Les femmes sont légèrement plus nombreuses (24 %) à être frappées d'un handicap que les hommes (20 %) <sup>19</sup>.
- Les incapacités liées à la douleur, à la souplesse, à la mobilité et à la santé mentale représentaient les types de handicaps les plus courants<sup>19</sup>.
- La COVID-19 présente des défis uniques pour les personnes handicapées, comme l'incapacité d'accéder aux mécanismes de soutien offerts, l'incapacité pour les familles d'obtenir du soutien pour le répit et les vastes craintes liées à la perspective de contracter la maladie<sup>20</sup>.



# Démographie

## Plus de 150 millions de personnes sont sans abri dans le monde.

- Au Canada, chaque année, plus de 235 000 Canadiens vivent dans l'itinérance<sup>21</sup>.
- Il s'agit de jeunes âgés de 16 à 24 ans dans une proportion de 20 %, et les enfants et les familles sont deux des groupes touchés qui augmentent le plus rapidement<sup>21</sup>.
- L'itinérance demeure un problème critique chez les Canadiens autochtones. Près d'un répondant sur trois à l'étude sur l'itinérance de 2018 « Tout le monde compte » était autochtone<sup>22</sup>.

## La population vieillissante est considérée comme étant la plus à risque.

- Les personnes âgées de 60 ans et plus sont considérées comme étant les plus vulnérables à la COVID-19.
- Un sondage de Statistique Canada a révélé que 6 personnes âgées sur 10 (60 %) affirment être très ou extrêmement préoccupées au sujet de leur santé (par rapport à 23 % de la population âgée de 15 à 24 ans)<sup>23</sup>.
- Par exemple, au Canada, des centaines de personnes âgées résidant dans des foyers de soins de longue durée représentent le plus grand nombre de décès dus à la COVID-19.

## Les migrants et les réfugiés peuvent être victimes de discrimination et de violence.

- Les Nations Unies ont exhorté les intervenants à inclure tout le monde – y compris les migrants, sans égard au statut migratoire – dans leurs efforts d'atténuation des conséquences de la COVID-19
- L'ONU nous met en garde contre la montée de la xénophobie, surtout à l'égard de la communauté chinoise.





## Société

La société canadienne est encore confrontée à la violence, à la toxicomanie, aux problèmes de santé mentale et à la pauvreté, alors qu'elle prend des mesures positives pour combler les lacunes en matière d'éducation et d'égalité.

# Société

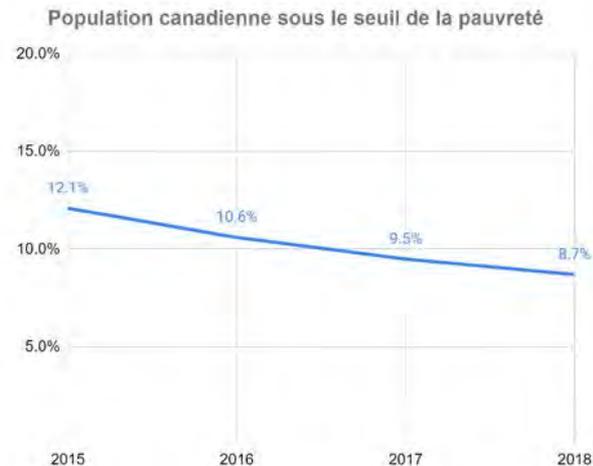
## Moins de Canadiens vivent sous le seuil de la pauvreté.

À l'échelle planétaire, moins de personnes vivent dans la pauvreté extrême.

- En 2019, 23 % de la population mondiale présentaient divers degrés de malnutrition, buvaient de l'eau de mauvaise qualité, avaient un accès limité à l'électricité ainsi qu'à du travail et à des écoles de mauvaise qualité<sup>24</sup>.
- Depuis 1990, le quart du monde est sorti de la pauvreté extrême<sup>25</sup>, et moins de 10 % de la population mondiale appartient à cette catégorie<sup>7</sup>.

## En 2018, 8,7 % des Canadiens vivaient sous le seuil de la pauvreté.

- Le taux de pauvreté du Canada a atteint un plancher historique à la suite des trois années de diminution la plus marquée jamais enregistrée<sup>26</sup>. Le taux de pauvreté diminue constamment; il est passé de 12,1 % en 2015 à 8,7 % en 2018. Ce taux représente 3,2 millions de personnes vivant dans la pauvreté au Canada<sup>26</sup>.
- Le gouvernement canadien vise à faire passer le taux de pauvreté à 6 % d'ici 2030<sup>26</sup>.
- Au Canada, le taux d'enfants vivant dans la pauvreté demeure relativement inchangé (par rapport à 2017); il était de 8,2 % en 2018<sup>26</sup>.
- Les Canadiens disposant de moins de ressources pourraient éprouver plus de difficultés durant la crise de la COVID-19. Il s'agit notamment des ménages dans une situation d'insécurité alimentaire, des familles à faible revenu et des familles qui n'ont pas suffisamment d'épargnes pour subvenir à leurs besoins pendant trois mois<sup>27</sup>.



# Société

**Les pays en développement atteindront le niveau d'éducation des pays développés dans 100 ans.**

**Le Canada figure au rang des 38 pays développés pour ce qui est d'offrir aux enfants un départ équitable dans la vie<sup>28</sup>.**

- Le système d'éducation du Canada fait partie des plus équitables du monde développé.
- L'inégalité des revenus demeure un obstacle qui empêche de combler les écarts en matière d'éducation.
- La fermeture temporaire des écoles de l'ensemble du Canada compte parmi les mesures prises en réaction à la COVID-19.
- Afin de mettre les familles pauvres sur un pied d'égalité avec les autres, les conseils scolaires fournissent des appareils connectés à Internet à celles qui en ont besoin. Par exemple, le Conseil scolaire du district de Toronto a prévu la distribution de 50 000 appareils aux élèves pour le mois de mai 2020.

- La situation des élèves à la maison varie, et le soutien qu'ils y reçoivent varie considérablement. Ces écarts sont particulièrement marqués dans le cas des élèves nécessitant un degré élevé de soutien ou de ceux qui ont des besoins spéciaux.

**Les inégalités en matière d'éducation persistent entre les pays développés et en développement.**

- Selon la Base de données sur les inégalités en matière d'éducation dans le monde, moins de la moitié des enfants les plus pauvres ont terminé l'école primaire dans 39 pays sur 88<sup>29</sup>.
- Plus de la moitié des jeunes dans 58 pays sur 133<sup>30</sup> n'ont pas terminé leurs études secondaires.



La dernière série de tests PISA internationaux a révélé que le Canada comptait parmi les 10 meilleurs pays en mathématiques, en sciences et en lecture.

Les tests, qui ont été administrés par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), constituent une étude majeure du rendement scolaire et montrent que les adolescents du Canada font partie des mieux éduqués au monde. »

**Programme international pour le suivi des acquis des élèves**

Organisation pour la coopération et le développement économiques

# Société

## La crise mondiale des opioïdes devrait s'intensifier en raison de la COVID-19.

### Dans le monde entier, 35 millions de personnes présentent des troubles liés à la consommation de drogues.

- Ce sont les opioïdes qui causent plus de ravages et qui sont responsables des deux tiers des décès liés à la drogue survenus en 2017<sup>31</sup>.
- En 2018, ils ont causé plus de 45 000 décès aux États-Unis<sup>32</sup>.
- Au Canada, près de 4 500 décès étaient attribuables aux opioïdes en 2018; il s'agit d'une hausse par rapport aux quelque 3 000 décès survenus en 2016<sup>33</sup>.

### La pandémie mondiale de COVID-19 pourrait intensifier la crise des opioïdes actuelle.

- Les personnes qui consomment des formes illégales d'opioïdes sont maintenant considérées comme présentant un plus grand risque de surdose ou d'empoisonnement<sup>31</sup>.
- Des études donnent à penser que les mauvaises conditions économiques entraînent de la détresse et une augmentation des cas de consommation abusive<sup>31</sup>.
- Les lignes directrices relatives à la distanciation sociale nuisent à la capacité des groupes de soutien de se réunir et de fournir des services.



La crise des surdoses d'opioïdes continue de faire des ravages pour de nombreux Canadiens, leur famille et leur collectivité, dans l'ensemble du pays. »

**D<sup>re</sup> Theresa Tam** Administratrice  
en chef de la santé publique  
et

**D<sup>r</sup> Saqib Shahab** Administrateur  
en chef de la santé publique de la  
Saskatchewan



# Société

## Le Canada demeure un chef de file mondial de la diversité grâce à une politique d'immigration ouverte.

### La mobilité et la migration mondiales sont encore une considération pour les pays de prédilection comme le Canada.

- On estime que la population de migrants internationaux s'élève à plus de 272 millions de personnes et qu'elle représente 3,5 % de la population mondiale<sup>34</sup>.
- De nombreuses personnes choisissent de quitter leur pays en raison de l'instabilité politique, des changements climatiques, des mauvaises conditions économiques et de la violence. Par exemple, il y a une augmentation subite de migrants en provenance de l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras et El Salvador)<sup>34</sup>.

### Statistique Canada prévoit que les immigrants représenteront de 25 % à 30 % de la population du Canada d'ici 2036<sup>35</sup>.

- Selon les prévisions, d'ici 2036, de 35 % à 40 % de la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) pourrait appartenir à un groupe minoritaire visible.

- Le principal groupe minoritaire visible devrait être composé de personnes d'origine sud-asiatique, suivi des Chinois.
- Les groupes qui augmentent le plus rapidement seront ceux du monde arabe, des Philippines et de l'Asie occidentale.

### Le nombre de personnes parlant une langue non officielle devrait augmenter<sup>35</sup>.

- Les Canadiens ont une connaissance fonctionnelle de l'anglais dans une proportion de 86,2 %, alors que 29,8 % ont une connaissance fonctionnelle du français.
- La population du Canada a déclaré parler une autre langue que l'anglais ou le français à la maison dans une proportion de 20 %.
- Les langues autochtones sont parlées par moins de 1 % de la population canadienne.

- D'ici 2036, la langue maternelle de près de 70 % de la population canadienne ne sera ni l'anglais ni le français. Toutefois, 40 % des Canadiens auront adopté l'anglais ou le français.

### Les appartenances religieuses au Canada seront encore diverses<sup>35</sup>.

- En 2018, les catholiques et les protestants comptaient pour plus de 59 % des appartenances religieuses des Canadiens.
- D'ici 2036, on s'attend à ce que le catholicisme demeure la religion ayant le plus grand nombre d'adeptes (de 29 % à 33 %).
- De même, on prévoit que de 28 % à 35 % de la population déclarera n'avoir aucune appartenance religieuse.
- D'ici 2036, de 13 % à 16 % des Canadiens devraient appartenir à une religion non chrétienne, soit presque le double de la proportion actuelle des religions non chrétiennes.

# Société

**D'ici 2030, il manquera près de 18 millions de travailleurs de la santé dans le monde.**

**La moitié de la population mondiale ne reçoit pas les services de santé dont elle a besoin<sup>36</sup>.**

- On prévoit qu'il manquera près de 18 millions de travailleurs de la santé dans le monde d'ici 2030, principalement dans les pays en développement.
- Plus de 930 millions de personnes (environ 12 % de la population mondiale) consacrent au moins 10 % du budget de leur ménage aux soins de santé.
- Tous les États membres de l'ONU ont accepté de tenter d'universaliser les soins de santé d'ici 2030 dans le cadre des objectifs de développement durable.

**Des Canadiens, 83 % croient que les attitudes à l'égard de la maladie mentale se sont améliorées.**

- La visibilité des programmes de santé mentale s'est améliorée grâce à des campagnes médiatiques (p. ex. Bell Cause pour la cause).

- On prévoit que la stigmatisation entourant les problèmes de santé mentale continuera à diminuer, mais la dépression se classe actuellement au troisième rang du fardeau mondial des maladies et devrait atteindre le premier rang d'ici l'an 2030.
- Même si, dans le monde, les problèmes de santé mentale représentent 23 % des maladies, le Canada ne consacre que 7,2 % de son budget de soins de santé à la santé mentale<sup>37</sup>.

**Le système universel de soins de santé du Canada n'est pas offert à tous de manière égale.**

- Le Canada connaît des pénuries semblables de travailleurs de la santé, et plus particulièrement de médecins de famille, d'ambulanciers et de professionnels de la santé mentale.
- Même si le Canada est doté d'un système universel de soins de santé, certaines personnes sont préoccupées par les longs délais d'attente et par l'inégalité des services offerts aux personnes qui ne sont pas protégées par l'assurance-maladie.



- Selon l'Initiative pancanadienne sur les inégalités en santé publiée en 2018, des inégalités importantes en santé avaient été observées dans le cas des personnes au statut socioéconomique précaire, des Autochtones, des minorités sexuelles et raciales/ethniques, des immigrants et des personnes vivant avec des limites fonctionnelles (comme un handicap physique ou mental)<sup>38</sup>.
- Des contextes socioéconomiques ont été associés à des résultats en santé divergents.
- Il existe un lien étroit entre la santé et le revenu, les niveaux de scolarité, l'emploi et le statut professionnel.
- Plus le statut socioéconomique est inférieur, plus les résultats en santé empiraient.

# Société

## La connectivité Internet joue un rôle important dans la vie de tous les jours

**Parmi la population mondiale, 59 % des gens sont des utilisateurs actifs d'Internet.**

- En 2020, 4,54 milliards de personnes (59 % de la population mondiale) sont considérées comme des utilisateurs actifs d'Internet<sup>39</sup>.
- Durant l'année 2019, les services canadiens offerts en ligne ont atteint presque 96 % de la population et 34,6 millions d'utilisateurs d'Internet<sup>40</sup>.

**L'utilisation des médias sociaux est de plus en plus mobile.**

- En 2020, il y a 3,8 milliards d'utilisateurs actifs des médias sociaux sur la planète, dont 3,75 milliards utilisent principalement la technologie mobile<sup>41</sup>.
- Au Canada, 67 % des utilisateurs d'Internet (plus de 23 millions de personnes) visitent des sites de réseautage social (en janvier 2020). Ce nombre devrait passer à 27,1 millions d'ici 2023<sup>42</sup>.

- En 2020, Facebook compte pour 45,3 % des visites sur des sites de médias sociaux au Canada et est suivi de Twitter (18,6 %) et de Pinterest (18,3 %)<sup>43</sup>.

**La COVID-19 met en lumière les inégalités liées à Internet.**

- Comme 41 % de la population mondiale n'a pas accès à Internet<sup>41</sup>, ces gens n'ont pas un accès égal aux renseignements pertinents sur la COVID-19. De même, cette inégalité nuit à leur capacité de faire du télétravail.
- La Stratégie de développement économique rural du Canada vise principalement à fournir aux collectivités rurales et éloignées des possibilités égales grâce à un accès amélioré à Internet.



**Le travail à distance exerce des tensions extrêmes sur l'infrastructure technologique critique.**

- L'adoption massive du travail à distance entraîne une congestion sans précédent et exerce des tensions sur l'infrastructure technologique de soutien<sup>44</sup>.
- Les ministères fédéraux travaillent par quarts afin de gérer cette congestion, tout en effectuant des investissements rapides dans le but d'améliorer la connectivité pour leurs effectifs déplacés.

# Société

## Les taux d'homicide et de violence familiale ont diminué, mais les hausses soudaines d'homicides familiaux sont préoccupantes<sup>45</sup>.

### Les femmes et les filles portent encore le plus gros fardeau de la violence fondée sur le sexe et de la victimisation mortelle.

- Même si les taux nationaux d'homicide, de violence familiale et de violence dans les fréquentations ont diminué depuis 2009, de récentes hausses soudaines des homicides familiaux préoccupent les experts<sup>45</sup>.
- En 2018, 148 femmes et filles ont été tuées violemment au Canada<sup>46</sup>.
- Le taux le plus élevé d'homicides familiaux revenait au Nunavut, suivi du Yukon, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba. Le plus faible taux était celui du Québec, suivi de la Colombie-Britannique et de la Nouvelle-Écosse<sup>46</sup>.
- Les femmes et les filles autochtones étaient surreprésentées en tant que victimes; elles comptent pour environ 5 % de la population du Canada, mais 36 % de ces femmes et filles ont été tuées violemment en 2018<sup>46</sup>.

- La plupart des homicides ont été commis à l'aide d'une arme à feu (34 %); viennent ensuite les coups de poignard (28 %) et les volées de coups (24 %) <sup>46</sup>.
- Lorsqu'un accusé a été désigné, il s'agit d'un homme dans 91 % des cas, ce qui correspond aux profils nationaux et internationaux<sup>46</sup>.

### Au Canada, un homicide sur trois a été commis à l'aide d'une arme à feu en 2018<sup>47</sup>.

- En 2018, les policiers ont déclaré 651 homicides, soit 15 de moins que l'année précédente.
- En 2018, les taux nationaux d'homicides commis à l'aide d'armes à feu et liés à des gangs ont diminué de 8 % et 5 % respectivement. Il s'agit de la première diminution du taux d'homicides commis à l'aide d'armes à feu depuis 2013 et de la première réduction du taux d'homicides liés à des gangs depuis 2014.

- Le taux d'homicide est cinq fois plus élevé chez les Autochtones que chez les non-Autochtones.
- Près d'une personne sur cinq accusée d'un crime violent est soupçonnée d'avoir un problème de santé mentale ou du développement.

### La violence des gangs de rue touche les collectivités canadiennes<sup>47</sup>.

- Les gangs de rue continuent à propager la violence et posent des problèmes de sécurité publique partout au Canada.
- Les villes qui déclarent des volumes plus élevés de violence liée aux armes à feu comptent habituellement un plus grand nombre de gangs de rue ou une activité accrue des gangs de rue.
- Les gangs de rue sont plus souvent impliqués dans des fusillades que les autres groupes du crime organisé.



# La situation économique du Canada

L'économie connaît un ralentissement, et les conséquences sur l'emploi devraient accroître les taux de criminalité.

# La situation économique du Canada

La COVID-19 a ravagé les économies du monde et continue de susciter de l'incertitude alors que la planète tente de se rétablir

**On soupçonne que le ralentissement de l'économie mondiale sera pire que la récession de 2008.**

- Pour mettre fin à la propagation de la COVID-19, des pays aux quatre coins du globe ont fermé leurs frontières et imposé la distanciation sociale, la quarantaine et le confinement.
- De nombreux pays partout sur la planète ont choisi de fermer toutes les entreprises non essentielles.
- L'ONU a demandé aux pays de prendre des mesures de stimulation rapides pour augmenter le budget des soins de santé, et stimuler les activités économiques visant à protéger les gens et leurs emplois.

**La situation sans précédent rend les prévisions économiques extrêmement difficiles.**

- Des économistes prévoient que l'économie mondiale se contractera dans une proportion allant jusqu'à 6 % en 2020; d'autres ont prévu une croissance 0,7 %.
- Le consensus laisse entrevoir une contraction de 1,2 %<sup>48</sup>.

**Des conséquences sur l'économie sont attendues partout au Canada.**

- L'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et, dans une moindre mesure, la Saskatchewan seront probablement les plus durement touchées en raison de leur plus grande sensibilité aux prix des matières premières sur la scène mondiale.

**Les mesures de stimulation prises rapidement par le Canada visent à limiter les conséquences économiques.**

- Un soutien du revenu sera versé aux personnes qui sont incapables de travailler en conséquence de la COVID-19 (p. ex. la Prestation canadienne d'urgence)<sup>49</sup>.
- La Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) aide les employeurs les plus durement touchés par la pandémie.
- La subvention couvre généralement 75 % du salaire d'un employé — jusqu'à concurrence de 847 \$ par semaine — pour les employeurs de toutes tailles et de tous les secteurs qui ont subi une réduction de leur revenu brut d'au moins 15 %.
- Parmi les autres mesures financières offertes aux personnes, mentionnons l'accès amélioré au soutien alimentaire essentiel (100 millions de dollars pour l'achat, le transport et la distribution d'aliments), le soutien direct aux sans-abri (157,5 millions de dollars à l'initiative Vers un chez-soi), les femmes et les enfants fuyant la violence (50 millions de dollars aux refuges pour femmes, aux centres pour victimes d'agression sexuelle et aux établissements communautaires autochtones) et d'autres fonds pour les services essentiels fournis aux personnes dans le besoin (350 millions de dollars par le truchement des organismes caritatifs et sans but lucratif qui fournissent ces services).



# La situation économique du Canada

L'ONU prévoit 195 millions de pertes d'emplois au deuxième trimestre de 2020.

**Le Canada s'attend à une perte d'emplois de 2,8 millions d'emplois d'ici la fin d'avril 2020.**

- Statistique Canada a rapporté un million de pertes d'emploi en mars 2020.
- Presque toutes les pertes d'emploi sont survenues à la suite de mises à pied temporaires.
- Le Québec, la Colombie-Britannique et l'Ontario sont les provinces qui ont été les plus touchées<sup>50</sup>.
- Le taux de chômage a bondi pour passer de 2,2 % à 7,8 % en mars 2020; il s'agit de la plus importante augmentation jamais enregistrée en un seul mois<sup>51</sup>.

**De nouveaux rapports laissent entendre que la criminalité pourrait bondir de 20 % en raison des pertes d'emploi liées à la pandémie sanitaire de COVID-19.**

- Les personnes sans emploi sont plus susceptibles de participer à une activité criminelle afin de remplacer le salaire perdu.
- Une étude récente publiée dans le *Journal of Labour Market Economics* mentionnait une augmentation générale de 20 % des taux d'accusations criminelles dans l'année suivant une mise à pied importante<sup>52</sup>. Les crimes contre les biens, le trafic de drogues et les crimes violents liés à l'alcool ou à la drogue tendent à augmenter en période de tensions et de difficultés économiques. L'activité criminelle pourrait être exacerbée davantage par les facteurs psychologiques associés au fait de se débrouiller dans une situation de chômage imposé (p. ex. détresse mentale, maîtrise de soi).



Ces chiffres représentent plus d'un million de Canadiens et plus d'un million de familles canadiennes qui connaissent de grandes difficultés et qui ont vraiment peur. »

**Chrystia Freeland**  
Vice-première ministre



# La situation économique du Canada

**Les prix du pétrole canadien et les complexités politiques nuisent à l'aménagement du pipeline Trans Mountain.**

**La construction du pipeline Trans Mountain<sup>53</sup> de 12,6 milliards de dollars se poursuit.**

- Le pipeline devrait créer 1 400 emplois directs et 5 400 emplois indirects en Alberta et apporter 30 milliards de dollars en recettes provinciales au cours de la vie du projet<sup>54</sup>.
- Les critiques laissent entendre que le pipeline ne serait peut-être plus un investissement raisonnable. En avril 2020, le pétrole de l'Alberta se vendait à 5 \$ le baril<sup>53</sup>, alors que le pétrole mexicain se vendait à 19 \$ le baril.
- Cinq des six conseils de bande élus de la Nation des Wet'suwet'en ont accepté que le pipeline soit construit, alors que les chefs héréditaires ont maintenu leur opposition et insisté sur le fait qu'ils n'ont jamais donné leur accord au projet<sup>55</sup>.
- Au début de l'an 2020, 55 % des Canadiens étaient favorables au projet, alors que la proportion qui s'opposait au pipeline s'établissait à 37 %<sup>56</sup>.



Nous devons créer de la richesse aujourd'hui afin que nous puissions investir dans l'avenir. Nous avons besoin de ressources pour investir dans les Canadiens afin qu'ils puissent tirer profit des possibilités créées par une économie en évolution rapide, chez nous et partout dans le monde. »

**Justin Trudeau**  
Premier ministre



# La situation économique du Canada

## Les accords commerciaux demeurent un élément clé de l'économie canadienne

### Le nouvel ALENA devrait générer 6,8 milliards de dollars de plus d'ici 2025.

- Le nouvel ALENA (appelé ACEUM pour Accord Canada-États-Unis-Mexique) devrait entraîner une augmentation de 25 % du PIB comparativement à un commerce continental inexistant.
- Sans cet accord, les États-Unis pourraient imposer des tarifs sur les exportations d'automobiles, d'aluminium et d'acier canadiens.
- L'Institut C.D. Howe a affirmé que les inconvénients l'emporteront sur les avantages pour les trois parties. La plupart des inconvénients de l'accord commercial découleront du fait que les États-Unis cherchent à protéger leur secteur manufacturier et que cette quête nuira au Canada et au Mexique<sup>57</sup>.

### La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine exerce des tensions supplémentaires sur les chaînes de valeur mondiale.

- Au cours de la dernière décennie, la Chine a dépassé les États-Unis en tant que principal fournisseur de produits destinés à l'Europe, à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique du Sud.
- La guerre commerciale qui s'intensifie a amené les États-Unis à imposer en deux temps des tarifs visant des produits expédiés entre les États-Unis et la Chine dont la valeur globale s'élève à environ 400 milliards de dollars.
- Le Canada importe pour presque 70 milliards de dollars de produits de la Chine (principalement des produits de consommation); c'est presque trois fois ce que le Canada a vendu à la Chine.

### Les chaînes d'approvisionnement et la production sont les secteurs les plus durement touchés par la COVID-19.

- La COVID-19 a eu une incidence sur les chaînes d'approvisionnement, car des usines ont fermé leurs portes en Chine et partout ailleurs.
- Le manque de pièces et de matériel pour les acheteurs du monde a entraîné d'autres perturbations dans toutes les chaînes d'approvisionnement internationales.
- Les compagnies aériennes ont réduit leur capacité d'expédition de 75 % à 90 %.
- Les exportateurs s'efforcent de faire expédier les produits à délais de livraison critiques.
- En raison des répercussions sur les expéditions, les frais d'expédition et le temps de transit ont presque doublé.

### Les mesures protectionnistes sont à la hausse.

- Les pays et leurs gouvernements se tournent souvent vers le protectionnisme lorsqu'ils font face à un ralentissement économique grave.
- Certains gouvernements interdisent ou limitent l'exportation de fournitures médicales.
- Au Canada, de nombreuses usines se réoutillent afin de produire ces fournitures, et certaines personnes croient que cette situation pourrait favoriser davantage les produits « Fait au Canada ».

# La situation économique du Canada

## Les différends commerciaux du Canada et des États-Unis avec la Chine devraient se poursuivre.

- La rivalité entre la Chine et les États-Unis devrait se poursuivre à long terme. On soupçonne que les différences commerciales entre les deux pays soient préjudiciables pour l'économie américaine<sup>58</sup>.
- Les Chinois ont mis en œuvre une interdiction d'achat de produits agricoles américains et arrêté les activités des entreprises américaines exploitées en Chine<sup>59</sup>.
- Afin de réduire la tension, le gouvernement chinois a proposé des négociations avec les États-Unis afin de discuter des problèmes touchant le commerce et la sécurité propres aux transferts de technologies<sup>59</sup>.
- Les tensions entre la Chine et le Canada ont augmenté depuis décembre 2018, quand la directrice financière de Huawei a été arrêtée à Vancouver en raison d'une demande d'extradition des États-Unis relativement à des accusations de fraude. Le géant des télécommunications chinois a souvent été accusé d'avoir volé des secrets pour le gouvernement chinois et menacé la sécurité nationale américaine<sup>60</sup>.
- Peu après l'arrestation de la directrice financière de Huawei, la Chine a détenu deux Canadiens accusés de conspirer ensemble pour voler des secrets d'État<sup>61</sup>.
- Par la suite, la Chine a exercé des pressions sur le Canada, notamment par des interdictions commerciales visant des exportations clés. Par exemple, la Chine a imposé des limites aux produits de canola canadiens sous prétexte de préoccupations concernant les pesticides et les bactéries. La Chine a également imposé des limites quant au soya et aux pois<sup>61</sup>.

## Au Canada, l'écart salarial entre les sexes a diminué mais persiste<sup>62</sup>.

- En 2018, les employées âgées de 25 à 54 ans touchaient en moyenne 4,13 \$ (ou 13,3 %) de moins l'heure que leurs homologues masculins. Effectivement, ces femmes touchaient 0,87 \$ pour chaque dollar que touchait un homme.
- En 2018, les employées âgées de 25 à 54 ans touchaient en moyenne 4,13 \$ (ou 13,3 %) de moins l'heure que leurs homologues masculins. En 1998, les employées du même groupe d'âge touchaient 5,17 \$ (ou 18,8 %) de moins l'heure que leurs homologues de sexe masculin.
- La réduction de l'écart salarial entre les sexes observée de 1998 à 2018 s'explique en grande partie par des changements dans la répartition des hommes et des femmes dans l'ensemble des professions; par la scolarisation accrue des femmes; et par la diminution de la proportion d'hommes dans les emplois syndiqués.
- Selon le Forum économique mondial, les trois pays où l'écart salarial entre les sexes est le moins grand sont l'Islande, la Norvège et la Suède. Le Canada s'est classé au 16<sup>e</sup> rang<sup>63</sup>.



# La situation politique du Canada

Les affaires courantes ont été touchées par la pandémie sanitaire mondiale, alors que la Chine se sert de la COVID-19 pour devenir une superpuissance mondiale.

# La situation politique du Canada

**La dynamique des pouvoirs mondiaux passe des États-Unis à de nouveaux joueurs mondiaux.**

**La Chine prévoit être une superpuissance mondiale d'ici 2050<sup>64</sup>.**

- La Chine prétend que sa lutte acharnée contre la COVID-19 est un succès mondial<sup>65</sup>.
- Les Chinois diffusent activement et en continu des articles de propagande soulignant l'efficacité de leur gouvernement et de son intervention.
- En comparaison, les États-Unis connaissent des difficultés, et de nombreuses personnes ont l'impression que Donald Trump et son gouvernement ont mal géré la crise.

**La position renforcée de la Chine menace les démocraties.**

- La Chine renforce sa position en tant que pays vivant avec succès sous un régime centralisé et autoritaire.
- L'Inde, le Brésil, la Turquie et la Russie la suivent de près.

**Les relations diplomatiques entre le Canada et la Chine ont été endommagées**

- Comme la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, a été appréhendée à Vancouver en 2018, les relations diplomatiques entre le Canada et la Chine ont été endommagées.



Si les États-Unis continuaient de ne rien faire, la Chine pourrait se servir de la crise pour commencer à fixer de nouvelles règles. »

**Mira Rapp-Hooper**

Council on Foreign Relations des  
États-Unis



# La situation politique du Canada

## Les partis politiques canadiens se sont unis dans la lutte contre la COVID-19.

### Le gouvernement minoritaire travaille bien avec l'opposition pour le bien-être du Canada.

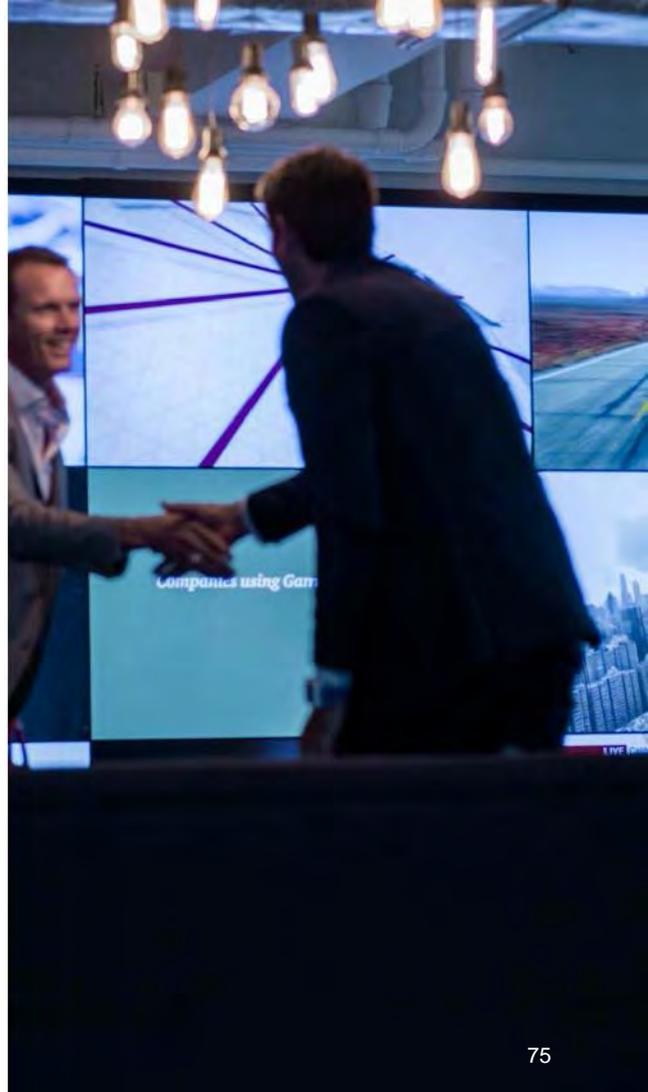
- Lors des élections fédérales de 2019, le Parti libéral, dirigé par le premier ministre Justin Trudeau, a perdu sa majorité et obtenu 157 sièges, soit 20 de moins que lors des élections de 2015<sup>66</sup>.
- Les conservateurs, dirigés par Andrew Scheer, ont remporté 121 sièges et demeurent l'opposition officielle<sup>66</sup>.
- Durant la crise de la COVID-19, tous les partis politiques canadiens ont collaboré afin de prendre des mesures de stimulation rapidement pour la population (les employés et les entreprises).
- Pendant que les provinces mettent en œuvre des stratégies adaptées afin de relancer leur économie, une coordination étendue a permis d'encourager les gens à prendre des mesures pour cesser la propagation de la maladie.

### La performance des gouvernements provinciaux est plus favorable que celle du gouvernement fédéral.

- Même si le premier ministre connaît des taux d'approbation relativement élevés, ceux-ci sont habituellement inférieurs au taux d'approbation national moyen des premiers ministres provinciaux (84 %) <sup>67</sup>.
- Dans toutes les régions du Canada, la performance des premiers ministres provinciaux a constamment été évaluée plus favorablement que celle du premier ministre fédéral<sup>67</sup>.
- En 2017, 36 % des Canadiens interrogés avaient l'impression que notre démocratie ou forme de gouvernement était le pire aspect du Canada. Le sondage a révélé que les femmes et les Canadiens âgés de 35 à 54 ans étaient les plus susceptibles d'avoir cette impression<sup>68</sup>.

### Les Canadiens pensent que les gouvernements doivent encore accorder la priorité aux mesures contre les changements climatiques dans une proportion de 61 %.

- Les deux tiers des Canadiens pensent qu'à long terme les changements climatiques sont un problème aussi grave que la COVID-19<sup>69</sup>.



# La situation politique du Canada

Le gouvernement du Canada et la GRC travaillent tous deux à la réconciliation.

**Si aucun progrès n'est accompli rapidement, les appels à l'action pour la réconciliation ne seront pas achevés avant 2057<sup>70</sup>.**

- En juin 2015, la Commission de vérité et réconciliation (CVR) du Canada a publié 94 appels à l'action. À ce jour, les progrès ont été décevants, selon une mise à jour sur la situation de décembre 2019 du Yellowhead Institute.
- En 2016, cinq appels ont été achevés.
- En 2017, sept appels ont été achevés.
- En 2018 et en 2019, huit appels ont été achevés.
- À ce rythme, on prévoit que les 94 appels à l'action ne seront pas achevés avant 2057.

**La relation entre la GRC et les Canadiens autochtones continue d'évoluer.**

- La relation entre la GRC et les collectivités autochtones est mise en péril par des situations comme les manifestations des Wet'suwet'en.
- Une relation de confiance et de collaboration reste à établir.
- La GRC déploie des efforts concertés dans le but de contribuer à la sécurité et à la salubrité des collectivités autochtones.

6 750

Nombre de déclarations  
reçues d'anciens  
pensionnaires

1 355

Nombre d'heures de  
témoignage enregistrées

94

Nombre d'appels à l'action

21

Nombre de projets en  
cours relativement aux  
appels à l'action

10

Nombre d'appels à l'action  
achevés

# Bibliographie

- <sup>1</sup>Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2019). *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision* (ST/ESA/SER.A/420), New York : Nations Unies.
- <sup>2</sup>Woods, J. (27 décembre 2016). « Canada's growing indigenous population reshaping cities across the country », *The Globe and Mail*, <https://www.theglobeandmail.com/news/growing-indigenous-population-reshaping-cities-across-the-country/article33436120/>.
- <sup>3</sup>Hutchins, A. (26 décembre 2016). « What's killing rural Canada », *Macleans.ca*, <https://www.macleans.ca/killing-rural-canada/>.
- <sup>4</sup>Laporte, J. (4 mars 2020). « Topic: Air transportation », *www.statista.com*, <https://www.statista.com/topics/1707/air-transportation/>.
- <sup>5</sup>« 2020 World Population by Country », *World Population Review*, <https://worldpopulationreview.com/>.
- <sup>6</sup>Statistique Canada (2 juillet 2019). Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du Recensement de 2016, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025a-fra.htm>.
- <sup>7</sup>Miller, G. T., Hackett, D. et C. E. Wolfe (2017). *Living in the Environment*. Nelson : [https://books.google.ca/books?id=r5qzDAAAQBAJ&pg=PT252&lpg=PT252&dq=Canada %E2 %80 %99s+population+43+million+by+2040&source=bl&ots=5RfcRuFMWD&sig=ACfU3U0BspfCUuKsO1uxEWZ7Dy05jW1Hlg&hl=en&sa=X&ved=2ahUKewjGiKlk5J\\_pAhUBHs0KHSaVD60Q6AEwD3oECAoQAQ#v=onepage&q=Canada %E2 %80 %99s %20population %2043 %20million %20by %202040&f=false](https://books.google.ca/books?id=r5qzDAAAQBAJ&pg=PT252&lpg=PT252&dq=Canada+%E2%80%99s+population+43+million+by+2040&source=bl&ots=5RfcRuFMWD&sig=ACfU3U0BspfCUuKsO1uxEWZ7Dy05jW1Hlg&hl=en&sa=X&ved=2ahUKewjGiKlk5J_pAhUBHs0KHSaVD60Q6AEwD3oECAoQAQ#v=onepage&q=Canada+%E2%80%99s+%20population+%2043%20million+%20by+%202040&f=false).
- <sup>8</sup>Statistique Canada (30 septembre 2019). Estimations de la population du Canada : âge et sexe, 1<sup>er</sup> juillet 2019, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/190930/dq190930a-fra.htm>.
- <sup>9</sup>Statistique Canada (2 juillet 2019). Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du Recensement de 2016, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025a-fra.htm>.
- <sup>10</sup>Nations Unies (2019). Les personnes âgées, Nations Unies, <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/ageing/index.html>.
- <sup>11</sup>Statistique Canada (25 juillet 2019). Étude : Les professions comptant des travailleurs âgés, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/190725/dq190725b-fra.htm>.
- <sup>12</sup>Martel, L. (20 mars 2019). « Population active du Canada et de ses régions : projections jusqu'en 2036 », *Statistique Canada*, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2019001/article/00004-fra.htm>.
- <sup>13</sup>Fry, R. (28 avril 2020). Millennials overtake Baby Boomers as America's largest generation, Pew Research Center, <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/04/28/millennials-overtake-baby-boomers-as-americas-largest-generation/>.
- <sup>14</sup>Heather (12 novembre 2019). How To Manage Generational Diversity in The Workplace, Harver, <https://harver.com/blog/generational-diversity-in-the-workplace/>.

# Bibliographie

- <sup>15</sup>Weikle, B. (23 janvier 2019). « For the first time in modern history, there are 4 generations in the workplace | CBC News », *CBCnews*, consulté à l'adresse suivante : <https://www.cbc.ca/news/business/multi-generation-work-place-1.4980659>. .
- <sup>16</sup>The, E. (24 octobre 2019). « Engaging Gen X Employees in the Workplace », consulté à l'adresse suivante : <https://risepeople.com/blog/gen-x-employee-engagement/>.
- <sup>17</sup>Conor, P., Robson, J. et S. Marcellus (3 octobre 2019). « Les ressources policières au Canada, 2018 », Statistique Canada, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2019001/article/00015-fra.htm>.
- <sup>18</sup>Global News (19 juin 2019). « Canada welcomed more refugees than any other nation in 2018, UN report says », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5408395/canada-refugee-statistics-united-nations/>.
- <sup>19</sup>Fawcett, G., Brisebois, L., Hughes, J. et S. Morris (28 novembre 2018). Un profil de la démographie, de l'emploi et du revenu des Canadiens ayant une incapacité âgés de 15 ans et plus, 2017, Statistique Canada, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-654-x/89-654-x2018002-fra.htm>.
- <sup>20</sup>Reid, T. (9 avril 2020). « Things will get better: Caregivers try to reassure those with disabilities as they lobby for more support | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/health/covid-19-impact-on-canadians-with-disabilities-1.5525332>.
- <sup>21</sup>« Facts & Figures », *Raising the Roof*, <https://www.raisingtheroof.org/for-media/facts-figures/>.
- <sup>22</sup>Gouvernement du Canada (13 septembre 2019). « Tout le monde compte 2018 : Faits saillants - Rapport », *Canada.ca*, <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/sans-abri/rapports/faits-saillants-denombrement-2018.html>.
- <sup>23</sup>Statistique Canada (23 avril 2020). Répercussions de la COVID-19 sur les Canadiens : premiers résultats de l'approche participative, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200423/dq200423a-fra.htm>.
- <sup>24</sup>Human Development Reports. The 2019 Global Multidimensional Poverty Index (MPI) | Human Development Reports, <http://hdr.undp.org/en/2019-MPI>.
- <sup>25</sup>Peer, A. (27 février 2020). *World Vision*. Global poverty: Facts, FAQs, and how to help, <https://www.worldvision.org/sponsorship-news-stories/global-poverty-facts>.
- <sup>26</sup>Press, J. (24 février 2020). « 3.2M Canadians, including over 560,000 children, living in poverty: Stats Canada », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/6590433/statistics-canada-poverty-report-2020/>.
- <sup>27</sup>Statistique Canada (6 avril 2020). Défis en matière de santé et enjeux sociaux liés à la situation de la COVID-19 au Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200406/dq200406a-fra.htm>.
- <sup>28</sup>UNICEF Canada. 2018. *Le Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF - Le facteur égalisateur : en quoi l'éducation crée-t-elle l'équité chez les enfants au Canada?* UNICEF Canada, Toronto.
- <sup>29</sup>Yamaguchi, A. (7 mars 2018). « Closing the Gap in Global Education », *The Borgen Project*, <https://borgenproject.org/closing-gap-global-education/>.
- <sup>30</sup>World Inequality Database on Education. World Inequality Database on Education • World Inequality Database on Education. <https://www.education-inequalities.org/>.
- <sup>31</sup>World Drug Report 2019 (publication des Nations Unies, Sales No. E.19.XI.9). [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WDR19\\_Booklet\\_2\\_DRUG\\_DEMAND.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WDR19_Booklet_2_DRUG_DEMAND.pdf).
- <sup>32</sup>Wilson N, Kariisa M, Seth P, Smith H IV et NL Davis. « Drug and Opioid-Involved Overdose Deaths — United States, 2017–2018 », *MMWR Morb Mortal Wkly Rep* 2020;69:290–297, <https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/69/wr/mm6911a4.htm>. .

# Bibliographie

- <sup>33</sup>Elflein, J. (5 juillet 2019). « Opioid overdose deaths Canada by province 2018 », *Statista*, <https://www.statista.com/statistics/812260/number-of-deaths-from-opioid-overdose-canada-province/>.
- <sup>34</sup>Nations Unies : Département des affaires économiques et sociales (2019). International Migrant Stock 2019 (rep.), International Migrant Stock 2019, consulté à l'adresse suivante : [https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/MigrationStock2019\\_TenKeyFindings.pdf](https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/MigrationStock2019_TenKeyFindings.pdf).
- <sup>35</sup>Statistique Canada (2017). « Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036 » (rep.), Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036 », consulté à l'adresse suivante : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/91-551-x/91-551-x2017001-fra.pdf?st=cfniopDv>
- <sup>36</sup>Organisation mondiale de la Santé (24 janvier 2019). « Couverture sanitaire universelle (CSU) » Organisation mondiale de la Santé, [https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/universal-health-coverage-\(uhc\)](https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/universal-health-coverage-(uhc)).
- <sup>37</sup>« L'équité en santé mentale: mettre fin à la disparité en santé au Canada », *ACSM National* (14 septembre 2018), <https://cmha.ca/news/lequite-en-sante-mentale-mettre-fin-a-la-disparite-en-sante-au-canada>.
- <sup>38</sup>Agence de la santé publique du Canada (2018). Les principales inégalités en santé au Canada (rep.), Les principales inégalités en santé au Canada, consulté à l'adresse suivante : [https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/documents/services/publications/science-research/key-health-inequalities-canada-national-portrait-executive-summary/key\\_health\\_inequalities\\_full\\_report-fra.pdf](https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/documents/services/publications/science-research/key-health-inequalities-canada-national-portrait-executive-summary/key_health_inequalities_full_report-fra.pdf).
- <sup>39</sup>Clement, J. (24 avril 2020). « Global digital population 2020 », *Statista*, <https://www.statista.com/statistics/617136/digital-population-worldwide/>.
- <sup>40</sup>Clement, J. (17 octobre 2019). « Number of internet users in Canada 2019 », *Statista*, <https://www.statista.com/statistics/243808/number-of-internet-users-in-canada/>.
- <sup>41</sup>Clement, J. (24 avril 2020). « Global digital population 2020 », *Statista*, <https://www.statista.com/statistics/617136/digital-population-worldwide/>.
- <sup>42</sup>Clement, J. (2 décembre 2019). « Number of social network users in Canada 2023 », *Statista*, <https://www.statista.com/statistics/260710/number-of-social-network-users-in-canada/>.
- <sup>43</sup>Clement, J. (25 mars 2020). « Canada mobile social share 2020 », *Statista*, <https://www.statista.com/statistics/696537/canada-share-social-mobile/>.
- <sup>44</sup>Garner, R. (20 mars 2020). « COVID-19: Canadian telecom companies beefing up networks as usage surges from remote working », *Edmonton Journal*, <https://edmontonjournal.com/news/national/covid-19-canadian-telecom-companies-beefing-up-networks-as-usage-surges-from-remote-working/>.
- <sup>45</sup>Kingston, A. (8 octobre 2019). « Canada's domestic violence crisis », *Macleans.ca*, <https://www.macleans.ca/news/canada/we-are-the-dead/>.
- <sup>46</sup>Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilisation (2018). C'est un féminicide : Comprendre les meurtres des femmes et des filles liés au genre au Canada, 2018 (rep.), C'est un féminicide : Comprendre les meurtres des femmes et des filles liés au genre au Canada, 2018, consulté à l'adresse suivante : <https://femicideincanada.ca/Cestunf%C3%A9micide.pdf>
- <sup>47</sup>Roy, J. et S. Marcellus (27 novembre 2019). L'homicide au Canada, 2018, Statistique Canada, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2019001/article/00016-fra.htm>.
- <sup>48</sup>Ranasinghe, D. et R. Carvalho (14 avril 2020). « Coronavirus: 5 predictions for how the economy might recover », *World Economic Forum*, <https://www.weforum.org/agenda/2020/04/alphabet-soup-how-will-post-virus-economic-recovery-shape-up/>.
- <sup>49</sup>Gouvernement du Canada (7 mai 2020). Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/plan-intervention-economique.html>.

# Bibliographie

- <sup>50</sup>Le Conference Board du Canada (7 mai 2020). COVID-19: Implications for Canada and the economic impact, <https://www.conferenceboard.ca/insights/covid-19>.
- <sup>51</sup>Statistique Canada (13 avril 2020). Enquête sur la population active, mars 2020, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200409/dq200409a-fra.htm>.
- <sup>52</sup>Case Western Reserve University (4 mars 2020). « Layoffs lead to higher rates of violent offenses and property crimes », *Phys.org*, <https://phys.org/news/2020-03-layoffs-higher-violent-offenses-property.html>.
- <sup>53</sup>Bennett, N. (31 mars 2020). « Canada continues Transmountain pipeline construction », *MINING.COM*, <https://www.mining.com/canada-continues-transmountain-pipeline-construction/>.
- <sup>54</sup>Morgan, G. (13 avril 2020). « Shockproofing Canada: Why the Keystone pipeline is just the start of making us energy self-sufficient », *Financial Post*, <https://business.financialpost.com/commodities/energy/shockproofing-canada-why-the-keystone-pipeline-is-just-the-start-of-making-us-energy-self-sufficient>.
- <sup>55</sup>Baker, R. (2 mars 2020). « Key voices in the Wet'suwet'en pipeline conflict | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/wetsuweten-whos-who-guide-1.5471898>.
- <sup>56</sup>CBC/Radio-Canada (28 janvier 2020). « Opposition to Trans Mountain pipeline expansion spikes 11 percentage points, survey suggests | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/tmx-poll-opinion-support-opposition-pipeline-trans-mountain-calgary-alberta-1.5443092>.
- <sup>57</sup>« No one wins in new NAFTA deal: C.D. Howe - BNN Bloomberg », *BNN* (24 juillet 2019), <https://www.bnnbloomberg.ca/no-one-wins-in-new-nafta-deal-c-d-howe-1.1291946>.
- <sup>58</sup>Aon (2019). Risk Maps 2019 Aon's guide to Political Risk, Terrorism & Political Violence (rep.), RISK MAPS 2019 Aon's guide to Political Risk, Terrorism & Political Violence, <https://www.aon.com/getmedia/6ff09905-dd8b-410a-bdee-8eef32678d79/2019-Aon-Risk-Maps.aspx>
- <sup>59</sup>Le Conference Board du Canada (2019). Canadian Outlook Economic Forecast (rep.), Canadian Outlook Economic Forecast, consulté à l'adresse suivante : <https://drive.google.com/file/d/11uID5QW4NstkXwXSti9Ib5LQDaZholUp/view..>
- <sup>60</sup>Bilefsky, D. et T. Sherlock (19 janvier 2020). « Huawei Executive Meng Wanzhou's Extradition Fight: What to Know », *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/2020/01/19/world/canada/19meng-wanzhou-extradition-huawei.html>.
- <sup>61</sup>Abedi, M. (28 juin 2019). « Canada-China tensions: Why they began and what's happened since », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5433842/canada-china-detentions-trade-extradition/>.
- <sup>62</sup>Pelletier, R., Patterson, M. et M. Moyer (7 octobre 2019). Cette étude porte sur l'évolution de l'écart salarial entre les sexes d'employés âgés de 25 à 54 ans, au Canada, de 1998 à 2018. La contribution de diverses caractéristiques à l'écart, ainsi qu'aux modifications de l'écart, est examinée au moyen de la décomposition de Blinder-Oaxaca des données sur les salaires horaires de l'Enquête sur la population active. L'écart salarial entre les sexes au Canada : 1998 à 2018, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-004-m/75-004-m2019004-fra.htm>.

# Bibliographie

- <sup>63</sup>Martin, W. (6 janvier 2019). « The global gender gap will take more than 100 ans to close - here are the countries with the highest and lowest gender gap around the world », *Business Insider*, <https://www.businessinsider.com/the-countries-with-the-highest-and-lowest-gender-gap-around-the-world-2018-12>.
- <sup>64</sup>BBC (11 avril 2016). « China aims to become football superpower 'by 2050' », *BBC News*, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-36015657>.
- <sup>65</sup>Letzing, J. (24 mars 2020). « How China's COVID-19 recovery could bolster its global influence » *World Economic Forum*, <https://www.weforum.org/agenda/2020/03/how-china-s-covid-19-recovery-could-bolster-its-global-influence/>.
- <sup>66</sup>BBC (22 octobre 2019). « Canada election: Trudeau's Liberals win but lose majority », *BBC News*, <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-50134640>.
- <sup>67</sup>Little, S. (8 avril 2020). « Approval of prime minister, premiers soars amid coronavirus response: Ipsos poll » *Global News*, <https://globalnews.ca/news/6792350/coronavirus-poll-prime-minster-premier-approvals/>.
- <sup>68</sup>Dube, D.-E. (30 juin 2017). « The best and worst of Canada: What Canadians think of their own country », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/3565640/the-best-and-worst-of-canada-what-canadians-think-of-their-own-country/>.
- <sup>69</sup>Macey, J. M. L. (22 avril 2020). « Two-Thirds of Canadians Think, Long Term, Climate Change is as Serious of a Problem as Coronavirus », <https://www.ipsos.com/en-ca/news-and-polls/Two-Thirds-Of-Canadians-Think--In-The-Long-Term-Climate-Change-Is-As-Serious-Of-A-Problem-As-Coronavirus>.
- <sup>70</sup>Carreiro, D. (19 mars 2018). « Beyond 94: Where is Canada at with reconciliation? | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/indigenous/beyond-94-truth-and-reconciliation-1.4574765>.

# La 4<sup>e</sup> révolution industrielle





Au fur et à mesure que l'économie canadienne se numérise, nous devons travailler ensemble pour protéger les renseignements personnels et commerciaux des Canadiens, ainsi que leurs actifs durement gagnés, contre les pirates informatiques et les autres menaces cybernétiques. À l'appui de la nouvelle Stratégie nationale de cybersécurité, Sécurité publique Canada continuera d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des initiatives visant à protéger les Canadiens, les entreprises canadiennes et les systèmes vitaux de notre pays contre les attaques malicieuses en évolution constante. »

**L'honorable Ralph Goodale,**  
**C.P., député**  
Ministre de la Sécurité publique et de  
la Protection civile

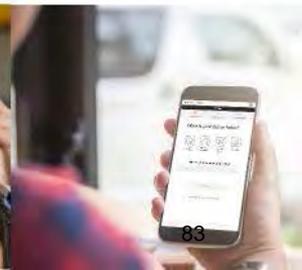
La 4<sup>e</sup> révolution industrielle

## Aperçu

L'innovation fait évoluer les technologies à des rythmes sans précédent, et les gens ont de plus en plus accès à ces avancées. La technologie est de plus en plus connectée et fusionne les domaines numérique et physique par de nouveaux moyens qui habilent les forces de l'ordre et les criminels comme jamais auparavant.

### Voici certains des principaux aspects sur lesquels se concentrent le Canada et la GRC.

- Au fur et à mesure que les progrès technologiques sont exploités pour commettre des crimes de plus en plus complexes, il est crucial de fournir aux forces de l'ordre et aux policiers les bons outils pour lutter contre la criminalité.
- Le développement de nouvelles technologies exige des changements dans l'application de la loi, comme l'acquisition d'ensembles de compétences appropriées, la maîtrise des technologies, la mise à profit des médias sociaux, etc.
- L'automatisation et la technologie constituent une occasion importante pour les processus d'exécution de la loi actuels (p. ex. les services de police axés sur la prévention, le recensement des points chauds de la criminalité, la gestion des éléments de preuve adaptée au numérique).



# Aperçu

**600**  
2020

organismes d'exécution de la loi utilisent la **reconnaissance faciale** dans le monde en 2020.

**41**  
milliards

Plus de **41 milliards** d'appareils de l'« Internet des objets » seront interconnectés en 2027; il s'agit d'une augmentation par rapport à 8 milliards en 2019.

**15 %**  
5 ans

des entreprises canadiennes ont été victimes d'un cybercrime au cours des cinq dernières années.

**81 %**

Les pertes des Canadiens attribuables au vol d'identité **ont augmenté de 81 %** de 2017 à 2018 pour s'établir à 21,2 millions de dollars.

**11,7 M\$**  
en 2017

**21,2 M\$**  
en 2018



**57 %**

du contenu du **Web profond** est lié à des activités illégales, comme la traite de personnes et les drogues illicites.



**50**  
2019

En 2019, plus de **50 cas de viol et d'homicides ont été résolus** aux États-Unis grâce à la mise à profit des sites de généalogie privés.





## Développement technologique

Au fur et à mesure que les progrès technologiques sont exploités pour commettre des crimes de plus en plus complexes, il est crucial de fournir aux forces de l'ordre et aux policiers les bons outils pour lutter contre la criminalité.

# Développement technologique

## Les activités illégales et le Web profond

- Pour les personnes vivant sous un régime oppressif qui bloque activement de grandes parties d'Internet ou qui punissent la dissidence politique, le Web profond peut fournir une bouée de sauvetage et un accès à l'information.
- Les activités du Web profond sont illégales ou illicites dans une proportion de 60 %<sup>1</sup>. Il s'agit notamment de trafic d'armes, de traite de personnes, de trafic de stupéfiants, du partage de contenu souvent pornographique à des fins d'exploitation, d'images de violence ou d'autres types d'agressions, de sites Web qui appuient la rhétorique des néo-nazis, des suprématistes blancs et des points de vue d'autres groupes extrémistes.

- Afin de lutter contre ces types d'activités illégales difficiles à suivre, la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) travaille sur un projet pluriannuel visant à mieux repérer la traite de personnes sur Internet.
- En 2017, 78 589 URL ont été désignés comme contenant des images d'agression sexuelle; ils étaient particulièrement concentrés aux Pays-Bas et, dans une moindre mesure, aux États-Unis, au Canada, en France et en Russie. Les victimes étaient âgées de moins de 10 ans dans 55 % des cas<sup>2</sup>.

## Reconnaissance faciale et problèmes touchant la protection de la vie privée

- La reconnaissance faciale progresse à un rythme sans précédent, du point de vue de la technologie utilisée et de la façon dont cette technologie met à profit des algorithmes complexes. En octobre 2019, l'actuelle technologie de reconnaissance faciale a atteint la plus grande précision de correspondance au Face Recognition Vendor Test (FRVT) en référencant 12 millions de personnes avec exactitude et avec un taux d'erreur d'à peine 0,5 %<sup>3</sup>.



- Les programmes de reconnaissance faciale peuvent traiter des nombreuses images en une journée et sont considérablement plus rapides que les méthodes manuelles précédentes qui consistaient à identifier et à comparer des images.
- Des études ont montré que les systèmes de reconnaissance faciale peuvent faire preuve d'un parti pris contre les femmes et les minorités. À la lumière de ces constatations défavorables, certaines villes des États-Unis (p. ex. San Francisco et Oakland) ont carrément interdit l'utilisation de cette technologie.
- Les organismes de réglementation tentent tant bien que mal de trouver des façons de régir cette technologie, tout en encourageant l'innovation et en limitant son mésusage potentiel par des criminels.

# Développement technologique

## Les véhicules autonomes favorisent la collecte d'information, mais réduisent les recettes.

- L'adoption massive de voitures sans conducteur refaçonnera complètement la nature des interactions policières par une diminution inévitable des contraventions et des recettes liées à la circulation. Par exemple, en 2019, la Ville de Toronto a recueilli 13,9 millions de dollars<sup>4</sup>, en amendes et en frais, dont la plupart ont été tirés d'infractions liées à la conduite.
- Les véhicules autonomes actuels, comme le modèle S de Tesla, sont dotés d'une version analogue d'enregistreur de données de vol pour voitures qui pourrait être une source de renseignements de suivi.
- Les organismes de réglementation des transports aux États-Unis envisagent de donner aux forces de l'ordre la capacité de désactiver les voitures sans chauffeur en cas d'urgence<sup>5</sup>.

- Du point de vue de la sécurité, les conséquences des véhicules autonomes seraient des situations où des voitures pourraient être exploitées par des pirates informatiques ou par des personnes ayant des intentions criminelles ou violentes<sup>5</sup>.

## Impression 3D et exécution de la loi – potentiel et mésusage

### Résolution de crimes

- La GRC a mobilisé le Conseil national de recherches (CNRC) afin qu'il numérise et imprime des répliques tridimensionnelles du crâne de personnes n'ayant pas encore été identifiées. Grâce à cet exercice, les responsables ont été en mesure d'identifier au moins une victime dans une affaire de personnes disparues en Nouvelle-Écosse, remontant à 1978.
- En janvier 2020, la technologie d'impression 3D a été utilisée en Nouvelle-Écosse afin d'identifier le corps d'un homme âgé de 43 ans de Saint John (N.-B.) qui était porté disparu depuis six mois.

### Création d'armes

- Même s'il est possible de créer des armes à feu imprimées en 3D, celles-ci risquent de mal fonctionner, voire d'exploser, si elles ne sont pas faites de plastique de haute qualité et au moyen d'une imprimante haut de gamme. On estime que ces coûts connexes s'élèvent à plus de 10 000 \$ dans certains cas<sup>6</sup>.
- Les passionnés d'impression 3D continuent de chercher des façons de créer de nouvelles armes; ils ont notamment recours à la technologie pour fabriquer de l'aluminium et des pièces d'arme à feu impossibles à retracer<sup>5</sup>.



# Développement technologique

## La réalité amplifiée enrichit la formation et la résolution de crise.

- En 2017, la police hollandaise a commencé à utiliser la réalité amplifiée pour accroître les capacités de soutien des premiers intervenants au moyen de directives en temps réel.
- Le service de police de New York utilise cette technologie en cas de problèmes tels que des prises d'otages et des attaques terroristes.
- En 2019, le service de police régional de Halton a offert une formation axée sur l'empathie assistée par réalité virtuelle<sup>7</sup> en simulant des situations hypothétiques où les participants interagissent avec des personnes qui affichent des caractéristiques associées à l'autisme, à la schizophrénie et aux tendances suicidaires.

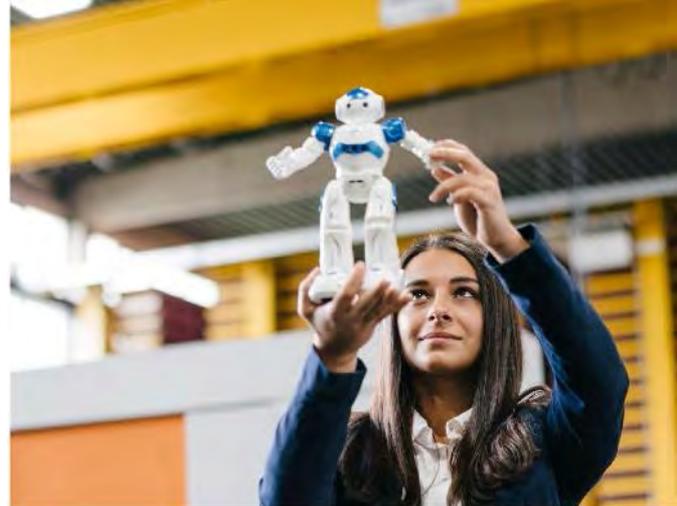
## L'Internet des objets a augmenté de 500 % et constitue une source riche en information.

### Utilisation par les forces de l'ordre

- Il est prévu que, d'ici 2027, plus de 41 milliards d'appareils seront connectés à Internet; il s'agit d'une hausse par rapport à 8 milliards en 2019<sup>8</sup>.
- Les organismes d'exécution de la loi de partout dans le monde reçoivent des cours de formation sur les types d'appareils à chercher sur les scènes de crime et la façon de manipuler les éléments de preuve numériques utilisant l'Internet des objets.
- En 2018, des policiers ont utilisé le FitBit d'une victime pour déterminer à quel moment sa fréquence cardiaque a accéléré rapidement et, ensuite, à quel moment elle est décédée<sup>9</sup>.

### Utilisation criminelle

- En 2019, des criminels ont utilisé l'aquarium « connecté » d'un bureau pour voler 10 gigaoctets de données des systèmes auxquels il était relié dans un casino nord-américain<sup>10</sup>.



Il est important d'avoir quelques indices physiques dans la vraie vie qui se transposent dans la réalité virtuelle afin de rester ancré dans l'environnement virtuel. »

**Megan Smith**  
Université de Regina (2019)

# Développement technologique

## Les drones – le bon, le moins bon et le mauvais

- Le marché mondial des drones non militaires devrait tripler pour atteindre 14,3 milliards de dollars de ventes d'ici 2030<sup>11</sup>.
- La technologie des drones et la surveillance aérienne seront probablement mises à profit aux fins d'exécution de la loi et pourront être utilisées dans le cadre de négociations liées à des prises d'otages, d'enquêtes sur des attentats à la bombe, de la recherche de personnes disparues, de la surveillance et de la poursuite de criminels, de l'interdiction de drogues et de l'analyse de scènes de crime.
- En 2019, des drones ont été mis à l'essai pour livrer des défibrillateurs externes automatisés (DEA) dans un rayon de 16 km du comté de Renfrew. En moyenne, les défibrillateurs livrés par un drone arrivaient sur place plus de sept minutes avant les ambulances<sup>12</sup>.
- En 2020, des enquêteurs de Toronto ont utilisé des drones pour fouiller la scène d'une fusillade fatale et recueillir des images aériennes du secteur<sup>13</sup>.

- La moitié de la capacité de production pétrolière de l'Arabie saoudite a été perturbée en 2019 à cause de l'utilisation malveillante d'un drone<sup>14</sup>.
- Les organismes de défense ont développé une technologie antidrone afin de « détourner » les drones, de les réorienter vers une autre destination et de déjouer les attaques<sup>15</sup>.

## Utilisation de la chaîne de blocs et exécution de la loi

- La propriété passée et actuelle de chaque bitcoin est enregistrée dans la « chaîne de blocs », un registre public en croissance perpétuelle partagé partout sur Internet. Elle peut être utilisée pour relier des personnes à des crimes, car elle enregistre l'historique entier d'une transaction illicite.
- En 2019, dix personnes<sup>16</sup> ont été arrêtées aux Pays-Bas dans le cadre d'une descente internationale sur les marchés en ligne de drogues illégales pendant le transfert de bitcoins en devises. Les bitcoins de la transaction illégale ont fourni une piste qui aurait permis d'établir un lien entre tous les bitcoins transférés et des ventes de drogues illégales en ligne.



- La chaîne de blocs peut servir à communiquer des éléments de preuve dans le système d'exécution de la loi. En 2018, le chef de l'architecture numérique de la cybersécurité du ministère de la Justice du Royaume-Uni a amorcé un projet pilote visant à évaluer si la chaîne de blocs pourrait être utilisée pour simplifier les processus judiciaires actuels en mettant l'accent sur la manipulation sécuritaire des éléments de preuve numériques<sup>17</sup>.

# Développement technologique

## L'informatique quantique présente des risques pour la sécurité.

- L'informatique quantique ne sera peut-être pas largement accessible avant les trois ou quatre prochaines années, mais les conséquences potentielles pourraient être importantes, car elle offre un potentiel d'amélioration considérable de la sécurité, en plus d'énormes progrès en matière de pouvoir et de vitesse de calcul.
- Il est peu probable que les criminels adoptent rapidement les ordinateurs quantiques en raison de leur taille, de leur complexité et de leur coût.
- Si les criminels commençaient à mettre à profit les capacités de l'informatique quantique, celles-ci pourraient leur permettre de miner la sécurité actuelle du Web et de décoder et déchiffrer des chiffrements modernes et complexes, dont la chaîne de blocs<sup>18</sup>. La défaite de la cryptographie actuelle comporte des risques importants de perturbation de l'économie et de la sécurité nationale<sup>17</sup>.

- La Russie est considérée par beaucoup comme étant à l'avant-plan de la recherche sur l'informatique quantique. Le fait qu'un État nation soit habilité par l'informatique quantique est problématique pour les pays qui accusent de retard dans l'atteinte de cette capacité<sup>19</sup>.

## L'intelligence artificielle (IA) s'accélère et crée de nouvelles applications pour les policiers et pour les criminels.

- Lors d'une expérience menée en 2019<sup>20</sup>, l'IA a été utilisée pour convaincre les utilisateurs des médias sociaux de cliquer sur des liens de hameçonnage contenus dans des messages produits en masse. L'IA a créé du contenu adapté à chaque personne pour accroître le potentiel de vol de renseignements personnels.
- Lors d'une expérience distincte, l'IA a été développée pour apprendre et exécuter des manipulations du marché grâce à une manœuvre de « gonflage et de largage », où l'IA faisait gonfler artificiellement le prix d'une action au moyen de déclarations trompeuses dans le but de vendre des actions à un prix gonflé.



- En 2020, des criminels du Royaume-Uni ont utilisé l'IA pour reproduire la voix du haut dirigeant d'une entreprise et exiger un virement frauduleux de 243 000 \$<sup>21</sup>.
- Le Canada accuse du retard par rapport aux États-Unis et à l'Union européenne quant à l'adaptation des règlements et des lois régissant l'IA<sup>22</sup>, et, en réaction, en 2019, le premier ministre Trudeau et le président français Emmanuel Macron ont annoncé la mise sur pied d'un groupe de travail mixte chargé d'orienter l'élaboration de politiques sur l'IA.

# Développement technologique

Les progrès en matière de modifications génétiques augmentent le risque de bioterrorisme.

- Les progrès technologiques dans le domaine des modifications génétiques ont fait augmenter la menace de bioterrorisme. Une modification génétique utilise diverses technologies permettant l'ajout, le retrait ou la modification de matériel génétique. En 2012, un processus simplifié de modification génétique appelé CRISPR-Cas9 a été créé et a rendu la modification génétique plus rapide, moins chère, plus précise et plus efficace que les méthodes précédentes.
- Le document américain de 2016 intitulé *Statement for the Record – Worldwide Threat Assessment* incluait la modification génétique dans la liste des menaces mondiales, sous la rubrique des armes de destruction massive et de la prolifération nucléaire, en raison de l'incohérence des pratiques et politiques mondiales régissant l'utilisation et l'application de cette technologie.
- En 2015, un groupe de biologistes américains et européens notoires ont protesté contre la modification non réglementée de l'ADN humain, vu le risque qu'elle pose.





## Application de nouvelles technologies

Le développement de nouvelles technologies exige des changements dans l'application de la loi, comme l'acquisition d'ensembles de compétences appropriées, la maîtrise des technologies, la mise à profit des médias sociaux, **etc.**

# Application des technologies

## Les futurs effectifs devront tenir compte des progrès technologiques.

- Un grand nombre d'organismes d'exécution de la loi mettent en œuvre des programmes de formation technologique à grande échelle afin de mieux lutter contre les crimes technologiques. En 2019, la Cisco Networking Academy a lancé une initiative nationale visant à offrir à 120 000 agents l'accès à une formation sur la cybersécurité donnée en personne et en ligne<sup>23</sup>.
- Les forces policières sont nombreuses à se concentrer sur le défi à relever quant aux compétences de l'avenir en procédant à des campagnes de recrutement et d'embauche ciblées et adaptées, mais la demande croissante pour les ensembles de compétences requis pourrait poser problème. Cette demande de spécialistes du codage des mégadonnées, de l'IA, de la chaîne de blocs et de l'analyse guidée par les données rend le marché de l'emploi compétitif, et le salaire moyen d'un scientifique des données est estimé à 84 000 \$<sup>24</sup>.

## La légalisation du cannabis pose problème pour les forces de l'ordre.

### Recoupement électronique

- Les lois provinciales régissant le cannabis sont encore en cours d'élaboration. En juillet 2019, le Québec a annoncé qu'il interdira la vente de bonbons, de confiseries et de desserts au cannabis ainsi que tout autre produit considéré comme étant attrayant pour les mineurs<sup>25</sup>.
- Afin de permettre aux agents de première ligne de rester au fait des changements législatifs, les services de police ont commencé à utiliser des applications de recoupement électronique pour l'exécution de la loi, comme Shield Basics, afin de recouper les quantités de cannabis légal, les lois et les amendes.



### Test de sobriété

- Le cannabis pose un risque important pour la conduite sécuritaire. En 2018, le cannabis était en cause dans près de la moitié des accidents mortels attribuables à la consommation de drogue confirmée<sup>26</sup>.
- Des entreprises mettent au point des dispositifs de dépistage de drogue afin de détecter le THC à l'aide d'un analyseur d'haleine. Cette analyse est compliquée parce qu'on ne peut pas établir de corrélation entre les taux de consommation de cannabis et le degré d'affaiblissement des capacités<sup>27</sup>.
- Des Canadiens qui ont consommé du cannabis au cours de la dernière année, 39 % ont déclaré avoir conduit dans les deux heures suivant la consommation<sup>28</sup>.

# Application des technologies

## Exploration des médias sociaux par les policiers et les agents de sécurité

- En 2019, 89 % des utilisateurs d'Internet dans le monde étaient surveillés activement<sup>29</sup>.
  - Les organisations chargées de la surveillance mettent à profit l'IA et l'analyse des habitudes pour cartographier les relations et attribuer un sens ou une attitude à des publications dans les médias sociaux. Grâce à l'information qui en découle, elles peuvent découvrir l'emplacement passé, actuel ou à venir d'une personne<sup>29</sup>.
  - En 2019, le gouvernement du Royaume-Uni a surveillé activement près de 9 000 militants<sup>29</sup> de l'ensemble du spectre politique à l'aide du suivi par géolocalisation et de l'analyse d'opinion sur toutes les grandes plateformes de médias sociaux.
- Les forces de l'ordre surveillent souvent les médias sociaux, habituellement au moyen d'un profil personnel de média social. Un sondage de 2016 a révélé que 76 % des agents utilisent les médias sociaux pour obtenir des tuyaux concernant des crimes, que 72 % surveillent l'opinion publique et que 70 % y recueillent des renseignements<sup>30</sup>.

## La généalogie et l'exécution de la loi

- Les bases de données généalogiques privées sont utilisées pour condamner des suspects et exonérer des personnes innocentes.
- Les organismes d'exécution de la loi reçoivent souvent l'accès à ces bases de données. Ils peuvent le faire sans que le client le sache, ce qui pourrait représenter un problème du point de vue de la protection des renseignements personnels.
- En outre, ces renseignements ont été utilisés pour identifier des victimes de catastrophes, trouver des personnes disparues et même repérer la source de produits illégaux comme l'ivoire ou le bois.



- En 2019, les policiers américains ont réussi à obtenir une première condamnation à l'aide d'un site de généalogie. À la suite de cette affaire, plus de 500 cas de viol et d'homicide ont été résolus à l'aide de services semblables au cours de la même année<sup>31</sup>.
- En 2019, 91 % des Canadiens ayant répondu à un sondage étaient favorables à l'utilisation par les forces de l'ordre des bases de données d'ADN privées pour résoudre des crimes violents, mais seulement 46 % appuyaient son utilisation dans les cas de crimes non violents.

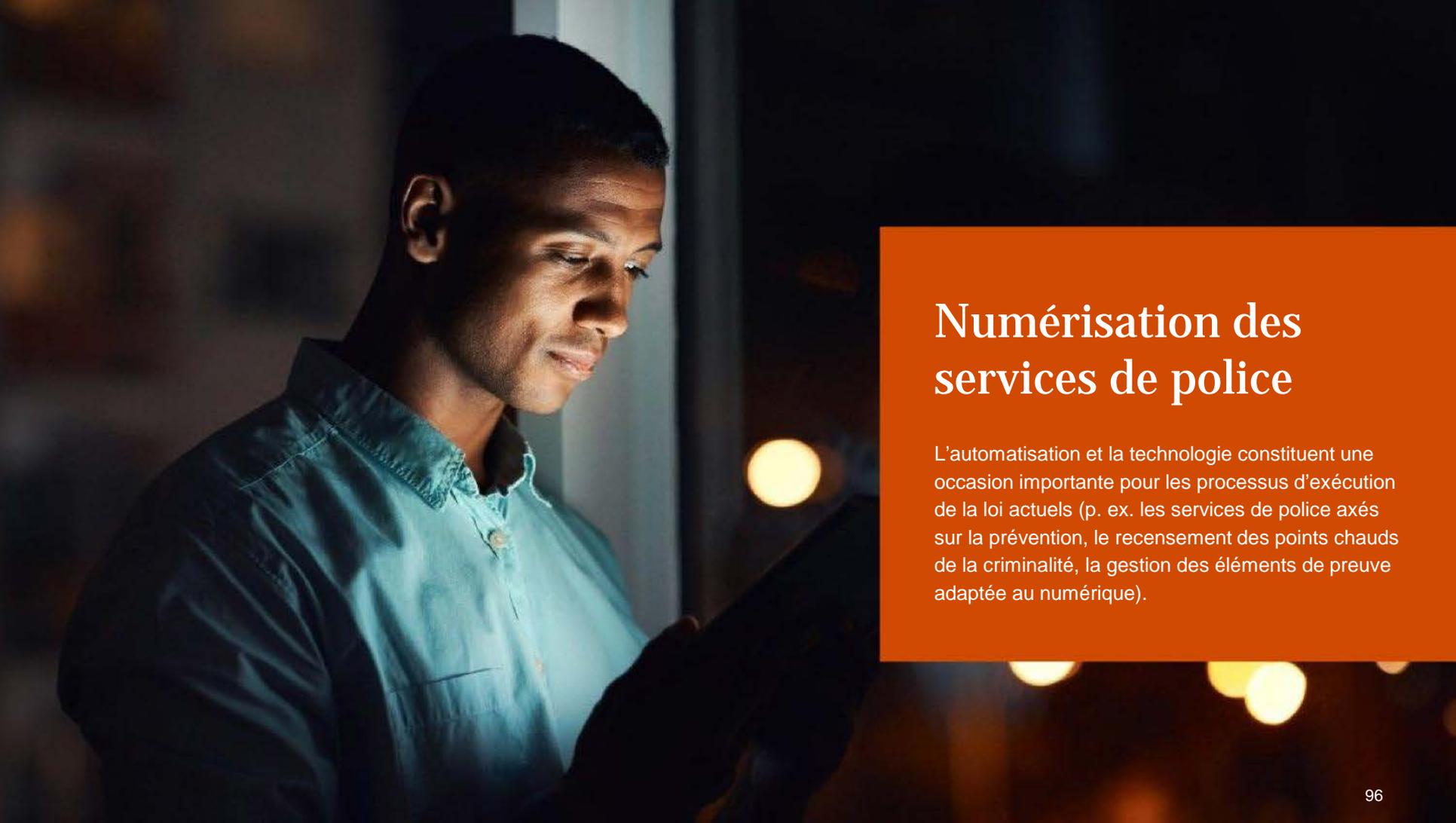
# Application des technologies

La détermination du phénotype par l'ADN est utilisée pour extrapoler l'aspect de suspects potentiels.

- En 2020, les forces de l'ordre nord-américaines ont utilisé l'application Snapshot<sup>32</sup> pour réussir à identifier 96 personnes au moyen de la détermination du phénotype par l'ADN.
- Le processus de détermination du phénotype par l'ADN et son application suscitent des préoccupations, et certaines personnes s'inquiètent de la possibilité que les résultats soient trompeurs. Par exemple, certains scientifiques font valoir que la détermination du phénotype peut seulement prédire la couleur de la peau avec un taux d'exactitude de 25 %. De même, la précision de la prédiction de la forme du visage d'une personne est considérablement moins grande en raison de la complexité des marqueurs génétiques<sup>33</sup>.
- En 2018, les forces policières de Sudbury ont utilisé la détermination du phénotype pour créer l'image d'un suspect dans une affaire non résolue datant de 1998. Cette nouvelle image a généré 360 nouveaux tuyaux, éliminé 200 personnes d'intérêt<sup>34</sup> et attiré l'attention sur un seul suspect.



Robert Steven Wright, qui était un étudiant âgé de 18 ans au moment d'un meurtre commis en 1998, fait maintenant l'objet d'une accusation de meurtre au deuxième degré après avoir été identifié à l'aide de la détermination du phénotype.



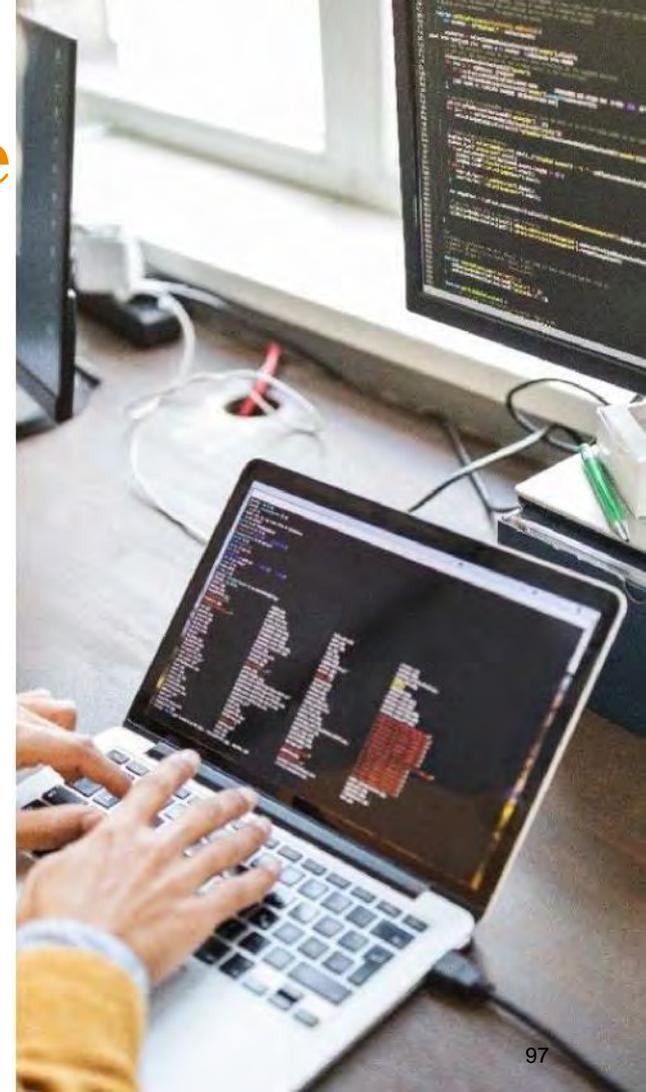
## Numérisation des services de police

L'automatisation et la technologie constituent une occasion importante pour les processus d'exécution de la loi actuels (p. ex. les services de police axés sur la prévention, le recensement des points chauds de la criminalité, la gestion des éléments de preuve adaptée au numérique).

# Numérisation des services de police

## Service 911 de prochaine génération

- Le service 9-1-1 de prochaine génération (911PG<sup>35</sup>) rendra le système de télécommunications plus rapide, plus fiable et plus sécuritaire à l'appui de l'interréseautage national des services 9-1-1.
- Le but du service 911PG est que chaque téléphone connecté soit doté d'une adresse de protocole Internet qui peut être reliée à des ensembles de données clés fournies par les municipalités.
- La base de données comprendra toutes les adresses municipales d'une région et le lieu d'entrée des bâtiments. Les limites des services d'urgence seront également accessibles pour que l'on puisse s'assurer que les bons intervenants sont dépêchés sur les lieux.
- En 2019, le Nouveau-Brunswick a établi une base de données d'adresses civiques qui a amélioré le soutien aux opérations du service 911 et ouvert la voie aux services 911PG. Cette base de données permet aux services d'urgence d'utiliser les adresses de protocole Internet (IP) pour repérer l'endroit où se trouvent les personnes qui appellent le 911 à partir de leur téléphone cellulaire.
- En 2020, le service de police d'Owen Sound a réussi à mener à bien son premier appel d'essai de bout en bout du système d'urgence 911PG<sup>36</sup>. Ce service amélioré a permis aux gens d'envoyer des messages textes, des photographies et des vidéos de situations d'urgence aux téléphonistes du 911.
- La version future proposée donnerait aux gens la capacité de diffuser en direct des crimes ou des situations d'urgence en cours<sup>36</sup>.



# Numérisation des services de police

## Les données provenant des appareils connectés compensent les améliorations du chiffrement

- Le cadre juridique du Canada pour l'interception, les fouilles et les saisies et la production de données requiert une autorisation judiciaire ou un mandat. Cette exigence et les étapes qui s'y rattachent peuvent ralentir considérablement le processus d'enquête.
- En plus du temps et des efforts qu'il leur faut pour accéder aux renseignements détenus par des entités privées, les gouvernements n'ont ni les ressources ni la capacité nécessaire pour décoder le chiffrement privé.
- Nombreux sont ceux qui font valoir que les entreprises privées ont la responsabilité non seulement de protéger les renseignements personnels qu'elles détiennent, mais aussi d'assurer au public que leur chiffrement de bout en bout ne fera pas obstacle à l'identification et à la poursuite de criminels menant leurs activités sur leurs plateformes<sup>37</sup>.
- En 2019, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie ont demandé aux entreprises de créer une clé ou une « porte arrière » pour permettre aux forces de l'ordre de déverrouiller des profils<sup>37</sup>. Facebook et d'autres entreprises affirment que cette clé affaiblit le chiffrement et mine la confiance de leurs clients et consommateurs.
- Le nombre croissant d'appareils connectés et l'énorme quantité de renseignements que cela générera pourraient compenser les améliorations en matière de chiffrement. Les renseignements des appareils ne peuvent pas faire l'objet des mêmes niveaux de chiffrement que les données personnelles ou des entreprises. Les types de renseignements comprennent les suivants : données de localisation de téléphones cellulaires; registres d'appels téléphoniques; et renseignements figurant dans l'en-tête des courriels.

## Les services de police axés sur la prévention présentent un certain potentiel.

- En 2018, plus de 60 services de police américains<sup>36</sup> avaient recours à une certaine forme de prévention pour orienter leurs activités quotidiennes. Par exemple, les policiers de Los Angeles suivent les patrouilles en fonction des points chauds de la criminalité prévus par ordinateur.
- Certains programmes policiers axés sur la prévention sont limités à des zones géographiques, alors que d'autres fournissent une liste de récidivistes chroniques qui pourraient mériter qu'on les interroge régulièrement.
- Certains défenseurs des droits de la personne craignent que ce type de services de police puisse mener à du profilage racial.
- Depuis 2015, les services de police de Vancouver (C.B.), d'Edmonton (Alb.), Saskatoon (Sask.) et de London (Ont.) ont mis en œuvre ou à l'essai des programmes policiers axés sur la prévention<sup>37</sup>.
- Le succès de ces programmes n'est généralement pas concluant. Dans certaines villes, les taux de criminalité ont affiché une tendance à la baisse après l'adoption des nouvelles technologies de prévisions, alors que d'autres villes n'ont observé aucun effet important<sup>37</sup>.

# Numérisation des services de police

## Robotique et l'exécution de la loi

- On s'attend à ce que le marché des robots dans le secteur de l'exécution de la loi s'étende pour passer de 1 milliard de dollars en 2015 à 5,7 milliards de dollars d'ici 2022<sup>38</sup>.
- Les services de police utilisent des robots de relations publiques pour permettre aux organismes d'exécution de la loi d'identifier et d'accueillir les visiteurs et de leur fournir de l'information. En 2017, le service de police de Dubaï a mis en place un agent de police robotisé à des endroits touristiques situés partout dans la ville pour permettre aux gens de signaler des crimes et d'obtenir des réponses traduites ainsi que leur fournir un lien direct avec le centre des opérations policières<sup>39</sup>.
- La Ville de Los Angeles utilise actuellement des robots pour patrouiller dans les parcs<sup>40</sup>.
- Les robots peuvent accomplir des tâches jugées dangereuses pour les humains comme faire détonner des bombes ou enquêter dans des environnements inconnus.
- La GRC de Red Deer emploie déjà un robot qui marche, parle et fournit du soutien aux victimes mineures participant à des affaires judiciaires<sup>41</sup>.



# Numérisation des services de police

## Le nombre croissant d'éléments de preuve numériques requiert un investissement dans l'infrastructure.

- Les messages textes, les publications dans les médias sociaux et les vidéos jouent un rôle de plus en plus important dans les enquêtes et les poursuites liées à des actes criminels.
- Le marché de la gestion des éléments de preuve numériques s'accroît rapidement; en 2017, sa valeur s'établissait à 3,5 milliards de dollars, et elle devrait atteindre 8,4 milliards de dollars d'ici 2023<sup>42</sup>. Les forces de l'ordre doivent recueillir des renseignements électroniques. En 2020, 72 % des enquêteurs<sup>43</sup> ont été tenus d'extraire des données de téléphones et d'autres appareils.
- Les progrès liés aux éléments de preuve numériques exigeront la mise en place d'une infrastructure technique supplémentaire. La région de Durham a eu besoin d'un téraoctet de renseignements pour les 40 000 membres de la collectivité, dont le tiers a été consacré au stockage des enregistrements de caméras d'intervention<sup>44</sup>.

- En 2019, le gouvernement du Canada a lancé sa stratégie axée sur l'infonuagique par la mise au point d'un nuage Protégé B afin de réduire au minimum le coût des applications et de l'infrastructure.

## Automatisation robotisée de processus (ARP)

- Le secteur public canadien a amorcé une transition vers l'ARP, ce qui permet à des robots logiciels d'automatiser des applications et des processus opérationnels de base (p. ex. comme l'utilisation de formulaires répétitifs).
- À la suite de la mise en œuvre, l'ARP a amélioré l'efficacité dans une proportion de 50 %<sup>45</sup>, car les robots prenaient la moitié du temps pour accomplir les tâches. La plus grande précision, la normalisation, le meilleur service à la clientèle et la satisfaction accrue des employés ont permis à ces derniers de se concentrer sur des tâches plus importantes à valeur plus élevée.
- Les policiers utilisent l'ARP pour remplir automatiquement les champs des rapports et assurer l'uniformité entre les documents.



- Des gens se sont dits préoccupés au sujet des droits de la personne et de l'équité en raison du parti pris qui pourrait être inhérent à un système automatisé. Pour que ces pratiques puissent être employées, il est essentiel que les utilisateurs reconnaissent et éliminent le parti pris dans le système<sup>46</sup>.
- On s'attend à ce que, d'ici 2024, les organisations réduisent leurs coûts d'exploitation de 30 % grâce à une combinaison de technologies d'automatisation et de processus opérationnels restructurés<sup>47</sup>.

# Bibliographie

- <sup>1</sup>Darren Guccione (5 mars 2020) « What is the dark web? How to access it and what you'll find », *The State Of Cybersecurity*, <https://www.csoonline.com/article/3249765/what-is-the-dark-web-how-to-access-it-and-what-youll-find.html> ..
- <sup>2</sup>Internet Watch Foundation (18 avril 2018) « IWF global figures show online child sexual abuse imagery up by a third », <https://www.iwf.org.uk/news/iwf-global-figures-show-online-child-sexual-abuse-imagery-up-by-a-third> . »
- <sup>3</sup>NEC Corporation (3 octobre 2019). NEC Face Recognition Technology Ranks First in NIST Accuracy Testing, [https://www.nec.com/en/press/201910/global\\_20191003\\_01.html](https://www.nec.com/en/press/201910/global_20191003_01.html).
- <sup>4</sup>Tubb, E. (13 février 2020). « Toronto police tickets fell to new low in 2019, continuing a decline that has the city out tens of millions in revenue », *thestar.com*, <https://www.thestar.com/news/gta/2020/02/13/toronto-police-tickets-fell-to-new-low-in-2019-continuing-a-decline-that-has-the-city-out-tens-of-millions-in-revenue.html>.
- <sup>5</sup>Holley, P. (24 octobre 2018). « Here's what happens when police pull over a driverless car », *The Washington Post*, <https://www.washingtonpost.com/technology/2018/10/24/heres-what-happens-when-police-pull-over-driverless-car/>.
- <sup>6</sup>Elliott, J. K. (1<sup>er</sup> août 2018). « Canadians could face prison time for making 3D-printed guns: officials », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/4362786/canada-3d-printed-guns-legal/>.
- <sup>7</sup>CBC/Radio Canada. (28 novembre 2019). « Empathy-based virtual reality training a 'game changer' for Halton police | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/halton-police-virtual-reality-1.5376107>.
- <sup>8</sup>Newman, P. (6 mars 2020). « THE INTERNET OF THINGS 2020: Here's what over 400 IoT decision-makers say about the future of enterprise connectivity and how IoT companies can use it to grow revenue », *Business Insider*. <https://www.businessinsider.com/internet-of-things-report>.
- <sup>9</sup>Messina, T. (15 octobre 2018). « How A Fitness Tracker Can Solve Crimes », *Above the Law*, <https://abovethelaw.com/2018/10/how-a-fitness-tracker-can-solve-crimes/>.
- <sup>10</sup>Mathews, L. (27 juillet 2017). « Criminals Hacked A Fish Tank To Steal Data From A Casino », *Forbes*, <https://www.forbes.com/sites/leemathews/2017/07/27/criminals-hacked-a-fish-tank-to-steal-data-from-a-casino/>.
- <sup>11</sup>Bryan Pietsch. (17 juillet 2019) « Global drone market estimated to reach \$14 billion over next decade: study », *Reuters*, <https://www.reuters.com/article/us-usa-security-drones/global-drone-market-estimated-to-reach-14-billion-over-next-decade-study-idUSKCN1UC2MU>
- <sup>12</sup>« LTE improves emergency response drones », *Ericsson.com* (1<sup>er</sup> octobre 2019). <https://www.ericsson.com/en/news/2019/10/defibrilators-delivered-via-lte-enabled-drones-in-canada>.
- <sup>13</sup>CBC/Radio Canada (7 avril 2020). « Toronto police identify victim, 16, of fatal shooting in Thorncliffe Park | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/leaside-homicide-april-5-1.5523149>.
- <sup>14</sup>COPS Office (février 2020) « Drones: A Report on the Use of Drones by Public Safety Agencies and a Wake-Up Call about the Threat of Malicious Drone Attacks », <https://cops.usdoj.gov/RIC/Publications/cops-w0894-pub.pdf> .
- <sup>15</sup>COPS Office (février 2020) « Drones: A Report on the Use of Drones by Public Safety Agencies and a Wake-Up Call about the Threat of Malicious Drone Attacks », <https://cops.usdoj.gov/RIC/Publications/cops-w0894-pub.pdf> .
- <sup>16</sup>Bohannon, J. (9 décembre 2017). « Why criminals can't hide behind Bitcoin », *Science Magazine*, <https://www.sciencemag.org/news/2016/03/why-criminals-cant-hide-behind-bitcoin>.
- <sup>17</sup>Seth, S. (29 janvier 2020). « UK Courts Start Pilot Blockchain Evidence System », *Investopedia*, <https://www.investopedia.com/news/uk-courts-start-pilot-blockchain-evidence-system/>.

# Bibliographie

- <sup>18</sup>EUROPOL. APPENDIX 1: THE THREAT POSED BY QUANTUM COMPUTERS, <https://www.europol.europa.eu/octa/2016/app-1.html>.
- <sup>19</sup>Bloomberg, J. (11 août 2017). « This Is Why Quantum Computing Is More Dangerous Than You Realize », *Forbes*, <https://www.forbes.com/sites/jasonbloomberg/2017/08/11/this-is-why-quantum-computing-is-more-dangerous-than-you-realize/>.
- <sup>20</sup>King, T. C., Aggarwal, N., Taddeo, M. et L. Floridi (1<sup>er</sup> janvier 1970). « Artificial Intelligence Crime: An Interdisciplinary Analysis of Foreseeable Threats and Solutions », *Science and Engineering Ethics*, <https://link.springer.com/article/10.1007/s11948-018-00081-0>.
- <sup>21</sup>Stupp, C. (30 août 2019). « Fraudsters Used AI to Mimic CEO's Voice in Unusual Cybercrime Case », *The Wall Street Journal*, <https://www.wsj.com/articles/fraudsters-use-ai-to-mimic-ceos-voice-in-unusual-cybercrime-case-11567157402>.
- <sup>22</sup>Reynolds, C. (19 mai 2019). « Canada lacks laws to tackle problems posed by artificial intelligence: Experts », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5293400/canada-ai-laws/>.
- <sup>23</sup>Woollacott, E. (31 mars 2020). « Police skills shift as forces tackle cybercrime », *Raconteur*, <https://www.raconteur.net/technology/police-skills-cybercrime>.
- <sup>24</sup>Alini, E. (30 octobre 2018). « Hot Jobs: The \$100K entry-level job you can get here in Canada », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/4433446/best-paying-entry-level-job-canada/>.
- <sup>25</sup>Global News (24 juillet 2019). « Quebec to ban sale of cannabis candies in effort to protect kids », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5679335/quebec-to-ban-sale-of-cannabis-candies-in-effort-to-protect-kids/>.
- <sup>26</sup>MADD Canada (17 octobre 2019). Cannabis and Driving, <https://madd.ca/pages/impaired-driving/overview/cannabis-and-driving/>.
- <sup>27</sup>« Bill C-58 », *openparliament.ca* (septembre 2019), <https://openparliament.ca/bills/42-1/C-58/>.
- <sup>28</sup>Statistique Canada (29 octobre 2018). Enquête nationale sur le cannabis, deuxième trimestre de 2018, [https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/180809/dq180809a-fra.htm?\\_cldee=YW11cmllQG1hZGQuY2E](https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/180809/dq180809a-fra.htm?_cldee=YW11cmllQG1hZGQuY2E).
- <sup>29</sup>Doffman, Z. (6 novembre 2019). « Your Social Media Is (Probably) Being Watched Right Now, Says New Surveillance Report », *Forbes*, <https://www.forbes.com/sites/zakdoffman/2019/11/06/new-government-spy-report-your-social-media-is-probably-being-watched-right-now/>.
- <sup>30</sup>Bousquet, C. (26 avril 2018). « Mining Social Media Data for Policing, the Ethical Way », *Data-Smart City Solutions*, <https://datasmart.ash.harvard.edu/news/article/mining-social-media-data-policing-ethical-way>.
- <sup>31</sup>Schuppe, J. (29 octobre 2019). « Police were cracking cold cases with a DNA website. Then the fine print changed », *NBCNews.com*, <https://www.nbcnews.com/news/us-news/police-were-cracking-cold-cases-dna-website-then-fine-print-n1070901>.
- <sup>32</sup>Snapshot@ DNA Analysis Service. « Police Predictions – Parabon », <https://snapshot.parabon-nanolabs.com/posters>.
- <sup>33</sup>Rieger, S. (10 décembre 2018). « Canada still isn't using a leading forensic technique to solve crimes - here's why | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/rockne-harmon-dna-1.4549629>.
- <sup>34</sup>Pickard, A. (27 janvier 2020). « Tragic anniversary: A recap of the 20-year investigation into Renée Sweeney's murder and the ongoing court case », *Sudbury.com*, <https://www.sudbury.com/court/renee-sweeney-murder-anniversary-a-recap-of-the-20-year-investigation-and-ongoing-court-case-2049786>.
- <sup>35</sup>Perkel, C. (22 décembre 2019). « Internet-based 911 calling on the horizon; aim is to ... », *CTV News*, <https://www.ctvnews.ca/canada/internet-based-911-calling-on-the-horizon-aim-is-to-enhance-response-1.4740611>.

# Bibliographie

- <sup>36</sup>Dunn, S. (8 avril 2020). « Next-generation 911 service for Grey-Bruce in the works », *Owen Sound Sun Times*, <https://www.owensoundsuntimes.com/news/local-news/next-generation-911-service-for-grey-bruce-in-the-works>.
- <sup>37</sup>Wakefield, J. (4 octobre 2019). « Facebook encryption threatens public safety, say ministers », *BBC News*, <https://www.bbc.com/news/technology-49919464>.
- <sup>38</sup>Université Purdue Global (9 avril 2018). « The Growing Role of Technology in the Criminal Justice Field », *Purdue Global*, <https://www.purdueglobal.edu/blog/criminal-justice/growing-role-technology-criminal-justice/>.
- <sup>39</sup>Marr, B. « How Robots, IoT And Artificial Intelligence Are Transforming The Police », *Bernard Marr & Co*, <https://bernardmarr.com/default.asp?contentID=1170>.
- <sup>40</sup>Flaherty, K. (11 octobre 2019). « A RoboCop, a park and a fight: How expectations about robots are clashing with reality », *NBCNews.com*, <https://www.nbcnews.com/tech/tech-news/robocop-park-fight-how-expectations-about-robots-are-clashing-reality-n1059671>.
- <sup>41</sup>Rumbolt, R. (24 janvier 2019). « RCMP robot eases stress for kids in court system », *Edmonton Journal*, <https://edmontonjournal.com/news/provincial/rcmp-robot-eases-stress-for-kids-in-court-system/wcm/ecac1081-506c-48b2-a5bf-b106d38e5ce5/>.
- <sup>42</sup>Business Wire (6 février 2019). Global Digital Evidence Management Market 2013-2019 & 2023 by Component (Hardware, Software and Service), & Deployment Type (Cloud, On-Premise and Hybrid) - ResearchAndMarkets.com, <https://www.businesswire.com/news/home/20190206005322/en/Global-Digital-Evidence-Management-Market-2013-2019-2023>.
- <sup>43</sup>Say, M. (25 mars 2020). « Law enforcement struggles with volume of digital evidence », *UKAuthority*, <https://www.ukauthority.com/articles/law-enforcement-struggles-with-volume-of-digital-evidence/>.
- <sup>44</sup>Police régionale de Durham. *Highlights of the Digital Evidence Project, 2018*.
- <sup>45</sup>PwC. Spotlight: Robotic Process Automation (Rpa) What Tax needs to know now, (rep.), Spotlight: Robotic Process Automation (RPA) What Tax needs to know now, consulté à l'adresse suivante : <https://www.pwc.com/gx/en/tax/publications/assets/pwc-tax-function-of-the-future-focus-on-today-robotics-process-automation.pdf> .
- <sup>46</sup>Ministère de la Justice (23 juillet 2019). « Tendances en matière de justice 2 : Automatisation de la justice. Un aperçu de l'avenir des technologies dans le système judiciaire », *Automating Justice*, <https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/rj/r/tmj2-jt2/p3.html>.
- <sup>47</sup>UiPath Inc. « 2020 Gartner RPA Predictions - Hyperautomation Trend », *UiPath*, [https://www.uipath.com/ip/company/rpa-analyst-reports/2020-gartner-rpa-hyperautomation-predictions?utm\\_source=GoogleSearch](https://www.uipath.com/ip/company/rpa-analyst-reports/2020-gartner-rpa-hyperautomation-predictions?utm_source=GoogleSearch).



# Protection des droits de la personne



Les forces de l'ordre sont le contingent le plus visible et le plus important des gardiens des droits de la personne. »

Association internationale des chefs de police (IACP)



Protection des droits de la personne

## Aperçu

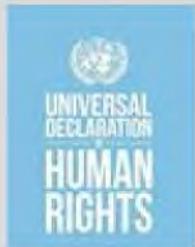
Les problèmes liés aux droits de la personne attirent de plus en plus l'attention du public et font l'objet d'instances judiciaires hautement médiatisées. En réaction à l'accent que met la société sur ces problèmes, le gouvernement du Canada et ses services de police s'efforcent de protéger les plus vulnérables contre le harcèlement, la violence et l'atteinte aux droits de la personne.

**Voici certains des principaux aspects sur lesquels se concentrent le Canada et la GRC.**

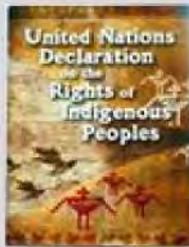
- Les problèmes liés aux droits de la personne ont augmenté dans le monde, alors qu'au Canada, ils sont de plus en plus abordés à l'échelle nationale. Malgré cette amélioration, des problèmes persistent en ce qui a trait au traitement et à la sécurité des personnes vulnérables.
- Au Canada, des groupes de défense des droits permettent aux Canadiens marginalisés de se faire entendre afin d'encourager l'égalité, l'habilitation et le changement social.
- Les peuples autochtones du Canada observent certains changements positifs qui se reflètent dans le système judiciaire et qui se traduisent par un meilleur accès à l'eau potable. Toutefois, des problèmes systémiques persistent sous la forme d'une violence continue contre les femmes autochtones et de la surreprésentation des Autochtones dans le système de justice pénale.
- Le Canada continue à attirer les migrants et les demandeurs d'asile; toutefois, des actes frauduleux, l'opinion publique et, plus récemment, la pandémie de COVID-19 peuvent nuire à leur intégration dans la société.
- La santé mentale devient de plus en plus importante relativement à ses effets sur les policiers, les opérations policières et les Canadiens.

# Aperçu

## Droit international en matière de droits de la personne des Nations Unies



Décembre 1948



Septembre 2007

1 sur 5

Nombre de Canadiens qui seront atteints d'une maladie mentale cette année



## Femmes, filles et 2ELGBTQQIA disparues et assassinées

231

appels à la justice

25 %

des femmes assassinées sont **autochtones et LGBTQ.**

12

fois plus susceptibles d'être assassinées ou portées disparues.

50 %+

des gens ont été témoins d'un comportement sexuel inapproprié.



361 000

2022

Nombre d'immigrants prévus au Canada d'ici **2022**





# Migrants et demandeurs d'asile

Le Canada continue à attirer les migrants et les demandeurs d'asile; toutefois, des actes frauduleux, l'opinion publique et, plus récemment, la pandémie de COVID-19 peuvent nuire à leur intégration dans la société.

Protection des droits de la  
personne

# Migrants et demandeurs d'asile

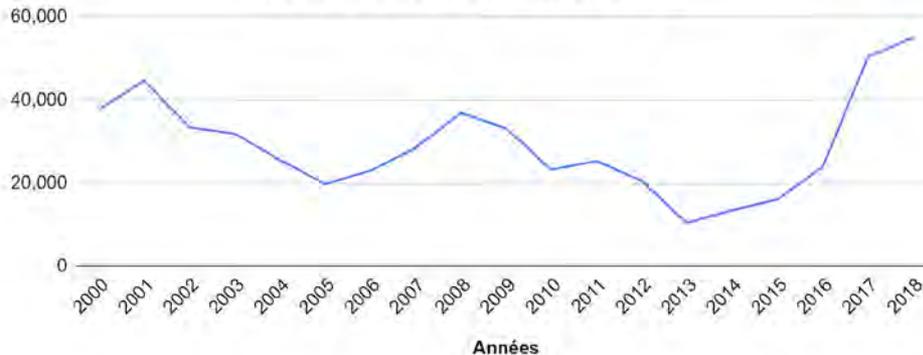
**Les migrants sont vulnérables et ont besoin d'être protégés.**

**L'arrivée des demandeurs d'asile au Canada augmente constamment.**

- Le nombre de demandeurs d'asile fluctue au fil du temps et était à la hausse en 2017 et en 2018<sup>1</sup>.

- En 2019, la GRC a intercepté plus de 16 000 personnes qui tentaient d'utiliser des passages frontaliers irréguliers.
- La majorité des demandeurs d'asile qui sont entrés au Canada de 2017 à 2019 provenaient du Nigéria et de Haïti<sup>2</sup>.

Nombre annuel de demandeurs d'asile



**Les migrants et les travailleurs migrants sont susceptibles d'être exploités.**

- Les migrants et les travailleurs migrants sont particulièrement susceptibles d'être les victimes de criminels se faisant passer pour des représentants d'un organisme gouvernemental canadien ou d'une ambassade étrangère dans le but de les frauder.
- En 2019, le service de police d'Edmonton a reçu 17 signalements d'escroqueries ciblant des immigrants. Les victimes ont déclaré une perte globale dépassant les 700 000 \$<sup>3</sup>.
- De nombreux travailleurs migrants se font exploiter financièrement au moyen de frais de recrutement illégaux, par le vol de leur salaire et par des échappatoires aux conditions du visa.
- De 2015 à 2019, 129 entreprises canadiennes ont été dénoncées pour des atteintes aux droits des travailleurs<sup>4</sup>. Un grand nombre de ces entreprises offraient de mauvaises conditions de travail et de logement aux travailleurs migrants.

# Migrants et demandeurs d'asile

## L'accroissement du nombre de Canadiens favorise la limitation de l'immigration.

- Selon un sondage mené par IPSOS en 2019, les Canadiens sont de moins en moins favorables à l'immigration et se disent préoccupés par ses effets sur le pays.
- Les Canadiens croient que l'immigration est un fardeau pour les services publics du Canada dans une proportion de 57 %; il s'agit d'une augmentation de 5 % par rapport à 2017<sup>5</sup>.
- Les Canadiens sont d'avis que le gouvernement cache le véritable coût de l'immigration aux contribuables et à la société dans une proportion de 59 % (32 % sont fortement d'accord et 28 %, plutôt d'accord)<sup>5</sup>.

- Les Canadiens ont affirmé que l'immigration provoquait des changements qu'ils n'aimaient pas dans une proportion de 48 %, soit 7 % de plus que les deux années précédentes<sup>5</sup>.
- Les Canadiens avaient l'impression que les immigrants étaient trop nombreux au pays dans une proportion de 44 %; il s'agit d'une hausse de 8 % par rapport à 2017<sup>5</sup>.

## La COVID a une incidence importante sur les demandeurs d'asile<sup>6</sup>.

- Le 17 mars 2020, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISRC) a reporté toutes les audiences en personne concernant les demandes d'asile.
- Le 20 mars, le gouvernement canadien a annoncé qu'il fermerait ses frontières aux demandeurs d'asile.



- Le Canada a renvoyé les demandeurs d'asile irréguliers à la frontière canado-américaine. Le gouvernement américain les a ensuite renvoyés dans leur pays d'origine.
- Le rejet de demandeurs d'asile pourrait être considéré comme une atteinte aux droits de la personne, car le fait de renvoyer des gens dans leur pays d'origine, où ils pourraient être victimes de violence porte atteinte au principe fondamental des droits de la personne non dérogeables.



## Maturité évolutive du discours civil

Au Canada, des groupes de défense des droits permettent aux Canadiens marginalisés de se faire entendre afin d'encourager l'égalité, l'habilitation et le changement social.

## Maturité évolutive du discours civil

### Campagnes *BlackLivesMatter* contre la violence et le racisme systémique à l'égard des Noirs

En 2014, *Black Lives Matter* (BLM) Canada a été fondé à Toronto, en solidarité avec le mouvement BLM américain<sup>7</sup>.

- Les campagnes de BLM Canada ciblent principalement la région du Grand Toronto. Elles ont entraîné des initiatives comme l'enquête du coroner sur le meurtre par balle d'Andrew Loku et le rétablissement d'un secrétariat antiracisme provincial en Ontario<sup>7</sup>.
- BLM Canada a dressé une liste de 35 revendications<sup>8</sup>. En avril 2020, 15 d'entre elles avaient été satisfaites, dont le retrait des policiers des écoles, des marches pour la fierté et des parades de la fierté.

- En 2018, certains membres du service de police de Toronto ont eu l'impression que certaines des revendications auxquelles ils avaient répondu et les décisions opérationnelles correspondantes avaient contribué à une augmentation marquée du nombre de victimes de fusillades sur une période de trois ans<sup>9</sup>.
- BLM affirme que la communauté noire risque davantage de contacter la COVID-19 en raison du racisme systémique, de la pauvreté, de l'incarcération, de la littératie limitée, de la surpopulation et du manque de services sociaux<sup>10</sup>.

### *Héritières du suffrage* fait la promotion de la participation des femmes à la politique du Canada.

- Le programme *Héritières du suffrage*<sup>11</sup> était conçu pour « [...] veiller à ce que les nouvelles jeunes dirigeantes, entre autres, connaissent bien les institutions politiques du Canada, ainsi que les femmes et les hommes qui y servent leur pays, de sorte qu'elles soient outillées et inspirées au moment de prendre part à la sphère politique officielle et de prendre des mesures au sein de leur collectivité locale dans les années et les décennies à venir ».



- En 2019, 338 jeunes femmes âgées de 18 à 23 ans ont été invitées à prendre le siège de leur député respectif au Parlement durant une séance de la Chambre des communes<sup>11</sup>.
- Diverses déléguées ont été sélectionnées; 146 se désignaient comme appartenant à une minorité visible, 39 étaient autochtones, 70 se désignaient comme étant LGBTQ et 16 comme ayant un handicap physique<sup>12</sup>.
- Le programme a commencé en 2017, et il y a eu une deuxième cohorte de déléguées en 2019. Un troisième événement devrait avoir lieu en 2021<sup>11</sup>.

# Maturité évolutive du discours civil

## Le mouvement *Idle No More* cherche à faire reconnaître la souveraineté autochtone.

Le mouvement *Idle No More* (INM) a commencé en novembre 2012 en guise de protestation contre l'adoption du projet de loi C-45<sup>13</sup>.

- INM vise une révolution pacifique afin d'honorer la souveraineté autochtone et de protéger les terres et les eaux du Canada.
- INM a fixé six objectifs qui ciblent notamment la protection environnementale, la représentation politique, le respect de l'intention des traités historiques et la tenue d'enquêtes sur les femmes autochtones disparues<sup>14</sup>.
- En 2018, INM et les collectivités autochtones des Six Nations ont protesté contre l'acquiescement d'un propriétaire foncier relativement au meurtre par balle de Jon Styres<sup>13</sup>.

- En 2019, INM a demandé aux « Canadiens ayant une conscience » de soutenir les Gitdum't'en et les Unist'ot'en dans leur opposition au projet de pipeline TransCanada<sup>15</sup>.

## Les *Sœurs par l'esprit* sensibilisent les gens au sort des femmes autochtones disparues et assassinées.

- Le mouvement des *Sœurs par l'esprit*<sup>16</sup> a été lancé en 2005 par l'Association des femmes autochtones du Canada dans le but de sensibiliser les gens au sort des 1 200 femmes autochtones disparues ou assassinées dans l'ensemble du Canada<sup>17</sup>.
- Grâce au soutien d'autres groupes de femmes autochtones, les *Sœurs par l'esprit* ont amorcé l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.



- Grâce aux recherches des *Sœurs par l'esprit*, plus de 582 des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées au Canada ont été identifiées<sup>16</sup>. Les *Sœurs par l'esprit* continuent de mettre à jour leur base de données et de faire le suivi des nouveaux cas chaque semaine.
- Chaque mois d'octobre, les *Sœurs par l'esprit* honorent les femmes autochtones disparues et assassinées par une vigile<sup>18</sup>.

# Maturité évolutive du discours civil

## **Place au débat<sup>19</sup> pousse les chefs de parti à aborder les problèmes des femmes dans la politique canadienne.**

- La campagne Place au débat, appuyée par une coalition de 175 organisations, a poussé les chefs nationaux<sup>19</sup> à tenir un débat sur les femmes lors des élections fédérales de 2015.
- Même si elle n'a pas réussi à obtenir ce débat, la campagne a inscrit l'égalité entre les sexes au programme électoral.
- Cet enjeu a été repris par le Parti libéral du Canada durant les élections de 2015 et a été inclus dans sa plateforme.
- Encore une fois, durant les élections fédérales de 2019, la campagne Place au débat a permis de demander aux chefs de partie fédéraux de s'engager à tenir un débat national télévisé où ils communiqueraient leurs priorités en ce qui a trait aux droits des femmes et à l'égalité entre les sexes<sup>20</sup>.

- Le NPD et le Parti vert ont promis d'y participer, mais ni les libéraux, ni les conservateurs, ni le Bloc québécois n'ont pris d'engagement<sup>20</sup>.

## **Égale Canada avait pour objectif d'améliorer la vie des personnes LGBTQI2S.**

- En 2019, Égale Canada a envoyé des réponses à chacune des lettres de mandat du gouvernement fédéral et y a décrit les enjeux que les personnes LGBTQI2S considéraient les plus pertinents pour chaque portefeuille<sup>21</sup>.
- Les dons de sang d'hommes gais et bisexuels ont été limités au Canada en raison du risque supposé de propagation du VIH. En raison du dépôt d'une pétition par Égale et par d'autres groupes de défense des droits, en juin 2019, le gouvernement canadien a réduit la période d'abstinence à trois mois<sup>22</sup>. Avant 2013, une interdiction à vie de donner du sang était en vigueur.



- Au début de 2020, Égale a fait la promotion d'un projet de loi visant à rendre la thérapie de conversion illégale au Canada<sup>23</sup>.
- Égale a communiqué le besoin d'un financement supplémentaire pour la communauté LGBTQI2S durant la pandémie de COVID-19. Des recherches donnent à penser que ce groupe pourrait être disproportionnellement touché sur les plans économique et physique et du point de vue de la santé mentale<sup>24</sup>.



# Droits des peuples autochtones

Les peuples autochtones du Canada observent certains changements positifs qui se reflètent dans le système judiciaire et qui se traduisent par un meilleur accès à l'eau potable. Toutefois, des problèmes systémiques persistent sous la forme d'une violence continue contre les femmes autochtones et de la surreprésentation des Autochtones dans le système de justice pénale.

# Droits des peuples autochtones

## Les projets de vérité et réconciliation se poursuivent<sup>25</sup>.

- En juin 2015, le Centre national pour la vérité et réconciliation a publié 94 appels à l'action dans le cadre de l'initiative de vérité et réconciliation.
- La majorité de ses activités sont organisées aux échelons provincial et municipal.
- Voici une représentation de la situation relative aux appels à l'action en mars 2020.

- En 2018, Justin Trudeau a déclaré que son gouvernement établirait un Cadre de reconnaissance et de mise en œuvre des droits des peuples autochtones qui « garantira une mise en œuvre complète et significative des traités et des autres accords »<sup>26</sup>.
- En 2020, le chef Wilton Littlechild, ancien responsable de la Commission de vérité et de réconciliation (CVR) du Canada a remis en question la progression du cadre durant les manifestations et les barrages routiers du projet de pipeline Trans Mountain<sup>27</sup>.



24

Non  
commencés



39

En évolution —  
projets proposés



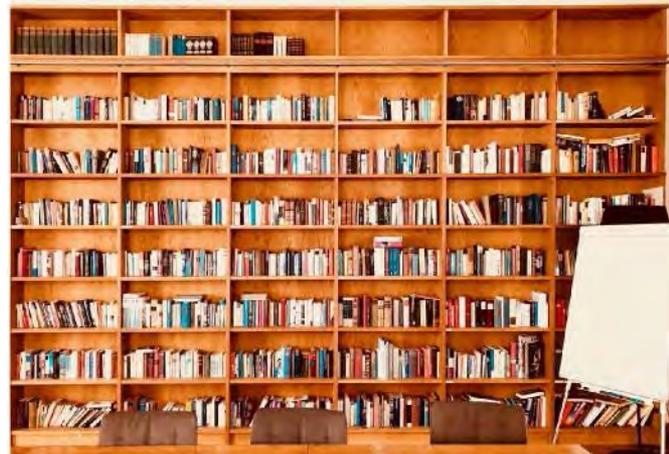
21

En évolution —  
projets en cours



10

Achevés



Il revient aux Canadiens de décider jusqu'où ils sont prêts à aller pour nous et avec quelle rapidité ils chercheront à trouver la paix, la prospérité et l'avantage mutuel entre nous. »

**Le sénateur Murray Sinclair**

Président de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens

# Droits des peuples autochtones

Les peuples autochtones du Canada vivent des problèmes touchant leurs droits relatifs à la terre et à l'eau.

**Certaines parties autochtones affirment que le pipeline Trans Mountain porte atteinte à leurs droits.**

- La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones souligne l'importance pour les Autochtones d'avoir une emprise sur les développements qui les touchent et qui touchent leurs terres<sup>28</sup>.
- Les chefs héréditaires des Wet'suwet'en font valoir que la construction du pipeline Trans Mountain porte atteinte aux droits et aux titres des peuples autochtones et que le projet n'en tient pas compte<sup>29</sup>.
- En 1997, la Cour suprême du Canada a confirmé les droits aux titres autochtones et reconnu que le système de lois des Wet'suwet'en date d'avant le colonialisme.

**Le gouvernement du Canada promet des améliorations considérables au chapitre de l'accès des Autochtones à l'eau.**

- L'accès à l'eau est un droit de la personne au titre du droit international et de la *Loi constitutionnelle de 1982* du Canada, mais il est encore problématique dans les réserves des Premières Nations<sup>30</sup>.
- Depuis 2015, 88 avis à long terme concernant l'eau potable ont été levés<sup>31</sup>.
- Les 61 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable restants seront levés d'ici le mois de mars 2021<sup>31</sup>.
- Voici les projets en cours ou achevés en septembre 2019<sup>31</sup>.



**441**

projets de réparation, de mise à niveau ou de construction d'infrastructure



**59**

projets et initiatives connexes



**74**

études de faisabilité et projets à l'étape de la conception

# Droits des peuples autochtones

## Protection des droits des Autochtones par la réduction de la surreprésentation

### La surreprésentation des peuples autochtones au sein du système de justice pénale continue d'augmenter.

- En 2019, la surreprésentation des Autochtones au sein du système de justice pénale canadien avait atteint un sommet historique de plus de 30 % de la population carcérale<sup>32</sup>.
- Depuis 2010, la population de détenus autochtones a augmenté de 43,4 %, alors que la population carcérale non autochtone a diminué pour s'établir à 13,7 %<sup>33</sup>.
- Les femmes autochtones comptent maintenant pour 42 % de la population carcérale féminine au Canada<sup>33</sup>.

### Le projet de loi C-75 vise à réduire la surreprésentation des Autochtones et des groupes vulnérables.

- Promulgué en 2019, le projet de loi C-75<sup>34</sup> vise à réduire la surreprésentation des Autochtones et des groupes vulnérables en modifiant le traitement des cas de non-respect des conditions de la liberté sous caution (p. ex. ne pas respecter un couvre-feu, consommer de l'alcool, etc.) et de non-respect de conditions de probation.
- Le projet de loi a pour but de détourner les affaires non nécessaires des tribunaux, qui représentent actuellement 40 % des cas.



Composition de la population en milieu carcéral fédéral : population autochtone / non autochtone



# Droits des peuples autochtones

## Les collectivités des Premières Nations sont sur le point de connaître une croissance économique.

- L'économie des Autochtones du Canada, dont la valeur s'élève actuellement à 32 milliards de dollars<sup>35</sup>, pourrait atteindre 100 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années<sup>36</sup>. Une grande part de ces gains pourrait être réalisée grâce à l'augmentation de l'approvisionnement des gouvernements et des sociétés par des entreprises autochtones qui pourrait représenter jusqu'à 5 % des dépenses totales (11 des 224 milliards de dollars de dépenses annuelles)<sup>35</sup>.
- Au Canada, le nombre de propriétaires d'entreprises et d'entrepreneurs autochtones augmente cinq fois plus rapidement que celui des autres travailleurs autonomes canadiens<sup>37</sup>.

- La COVID-19 met en péril les entreprises autochtones. L'industrie du tourisme autochtone du nord de l'Ontario rapporte plus de 400 millions de dollars au PIB, et une grande partie de l'argent reste dans la région. Les prévisions actuelles donnent à penser que les pertes pourraient atteindre 80 à 100 % de leurs recettes de 2020. La haute saison d'exploitation de quatre à cinq mois a été écourtée par les restrictions concernant les voyages<sup>38</sup>.

## Le gouvernement fédéral intensifie ses efforts pour retrouver les femmes et les filles autochtones disparues.

- En 2019, le gouvernement fédéral a reçu un rapport qui comprenait 231 appels à la justice<sup>39</sup>.
- Le rapport énonçait que « [c]es appels à la justice représentent d'importants moyens de mettre un terme au génocide et de transformer les valeurs systémiques et sociétales qui ont contribué à maintenir la violence coloniale »<sup>40</sup>.



- Selon le rapport, les filles autochtones étaient 12 fois plus susceptibles d'être assassinées ou portées disparues et 16 fois plus susceptibles d'être abattues ou de disparaître que celles des groupes non autochtones<sup>41</sup>.
- L'enquête a recommandé l'établissement d'un organisme autochtone civil de surveillance de la police et l'embauche d'un plus grand nombre d'agents inuits pour aider les agents de la GRC dans le Grand Nord<sup>41</sup>.
- Au cours des quatre derniers exercices, la GRC a fixé des priorités en matière de service de police avec les collectivités autochtones; elle a aussi mené une campagne annuelle sur les personnes disparues au Canada afin de réduire les conséquences pour les femmes autochtones<sup>42</sup>.



## Santé mentale

La santé mentale devient de plus en plus importante relativement à ses effets sur les policiers, les opérations policières et les Canadiens.

# Santé mentale

Les problèmes de santé mentale sont en train de devenir une cause majeure de suicide.

**D'ici 2030, les problèmes de santé mentale seront probablement la principale cause de mortalité et de morbidité dans le monde.**

- Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), on estime à 700 millions le nombre de personnes dans le monde qui présentent un trouble mental ou qui sont atteintes d'une maladie mentale<sup>43</sup>.
- Au Canada, on estime qu'un Canadien sur cinq aura des problèmes de santé mentale dans sa vie<sup>44</sup>.

**La maladie mentale est l'un des facteurs de risque et de suicide les plus courants.**

- Près de 800 000 personnes se suicident chaque année dans le monde, soit une personne toutes les 40 secondes<sup>45</sup>.
- Au Canada, les jeunes affichent des taux de suicide plus élevés : 24 % des suicides sont commis par des personnes âgées de 15 à 24 ans, alors que celles qui sont âgées de 25 à 44 ans ne représentent que 16 % des suicides<sup>44</sup>.
- Chez les Autochtones du Canada, les taux de suicide sont trois fois plus élevés que chez les Canadiens non autochtones. Les Canadiens inuits sont considérés comme présentant un risque important; leur taux de suicide est neuf fois plus élevé que la moyenne canadienne<sup>46</sup>.



Nous demandons au gouvernement actuel de travailler enfin avec [nos] dirigeants, familles et gens pour enfin mettre en œuvre une stratégie de prévention du suicide chez les jeunes. »

**La chef nationale Rasselie LaBillois**  
Assemblée des Premières Nations

## Santé mentale

### Les médias sociaux influent grandement sur la santé mentale.

#### Les médias sociaux jouent maintenant un rôle de plus en plus important sur le plan de la santé mentale.

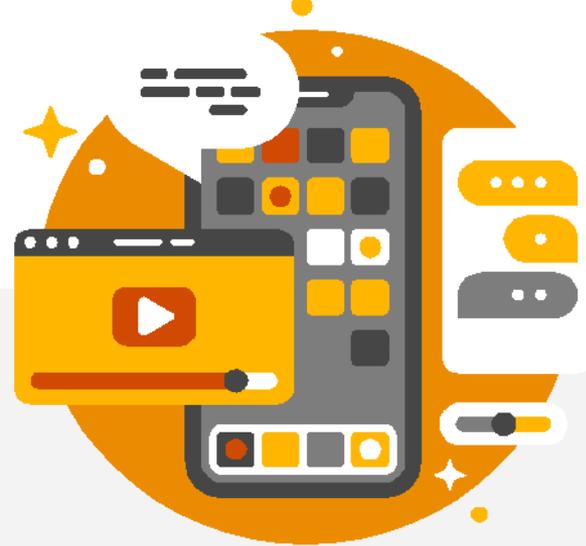
- En 2018, près de la moitié des étudiants de l'Ontario passaient de deux à quatre heures par jour sur les médias sociaux. De ces étudiants, de 40 % à 50 % éprouvaient une détresse psychologique de modérée à grave<sup>47</sup>.
- Chez ceux qui n'interagissaient pas quotidiennement avec les médias sociaux, le taux de détresse psychologique n'était que de 30 %<sup>48</sup>.
- Un lien direct a été établi entre l'utilisation des médias sociaux, l'insatisfaction et l'apparition de problèmes de santé mentale, comme l'anxiété ou la dépression, lorsque l'utilisation est excessive<sup>48</sup>.

### L'ère de l'indignation a un effet négatif sur la santé mentale.

- Les publications dans les médias sociaux peuvent susciter des réponses d'intimidation et de condamnation, surtout si les publications représentent une opinion qui ne correspond pas à celle de la majorité.
- L'indignation en ligne peut avoir des conséquences négatives sur la santé mentale de l'auteur de la publication en raison de la persécution publique et de l'intimidation en ligne. Les réactions sociales peuvent également entraîner la cessation d'emploi et ternir l'image publique.

### La cyberintimidation augmente et ne touche pas seulement les adolescents et les enfants.

- Des adolescents canadiens, 8 % ont été victimes de cyberintimidation dans les médias sociaux, et 35 % ont vu des commentaires méchants ou inappropriés au sujet d'une personne qu'ils connaissent<sup>49</sup>.



- En 2018, 68 % des parents ont affirmé que la cyberintimidation était faite majoritairement par un compagnon de classe de l'enfant<sup>50</sup>.
- Des adultes ont été ciblés en raison de leur profession. Un comité parlementaire a découvert une tendance croissante où des militants pour les droits des animaux intimident des agriculteurs<sup>51</sup>.
- Des rapports ont montré que la cyberintimidation a augmenté de 5 % depuis 2018<sup>50</sup>.

## Santé mentale

### Les appels concernant la santé mentale sont considérés comme des risques élevés.

- En 2019, 380 personnes ont été aiguillées vers des services en santé mentale, 67 ont été amenées à l'hôpital, 154 ont été détournées de la salle d'urgence et 44 arrestations ont été évitées<sup>52</sup>.
- De 2000 à 2018, plus de 460 personnes<sup>53</sup> sont décédées dans le cadre d'affrontements avec des policiers partout au Canada. Dans 70 % des cas de décès liés à une intervention policière, la personne décédée avait des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie<sup>53</sup>.
- En 2007, Robert Dziekański a été électrocuté au pistolet paralysant lors d'un affrontement avec un policier pendant qu'il était en crise de santé mentale; en conséquence, il est mort d'une crise cardiaque.

- En 2007, en réaction à l'incident lors duquel M. Dziekanski a été tué par un pistolet paralysant, les services de police de l'Alberta ont établi la Police Service and Crisis Team (PACT)<sup>54</sup>, une équipe de partenariat entre les policiers et les travailleurs en santé mentale chargés d'intervenir en cas d'urgence en santé mentale.

### Les policiers sont souvent les premiers intervenants en cas de crise de santé mentale.

- Les policiers répondent plus fréquemment à des appels liés à la santé mentale; ainsi, ils ont besoin de plus de temps et d'une formation accrue afin de pouvoir gérer les cas efficacement et en toute sécurité.
- De 2008 à 2018, les appels d'affectation liés à la santé mentale ont plus que doublé au service de police d'Edmonton. À Saint John, le nombre d'appels liés à la santé mentale a augmenté de 78 %, et le temps que les agents ont consacré à ces appels a augmenté de 66 %<sup>55</sup>.



- Le temps et l'effort nécessaires aux agents pour qu'ils puissent gérer efficacement les interactions avec des personnes ayant des problèmes de santé mentale augmentent. En 2018, les policiers d'Edmonton ont passé au total 2 971 heures aux urgences. Les agents de la GRC du Manitoba ont passé au total 9 518 heures à escorter des gens vers des services de santé mentale ou des hôpitaux; chaque visite durait en moyenne 95 minutes<sup>55</sup>.

# Santé mentale

**Les policiers et les agents de la GRC courent un plus grand risque de maladie mentale que le public en général.**

**Les problèmes de santé mentale sont plus courants chez les policiers et les agents de la GRC en raison de la nature de leur emploi.**

- En 2018, 36,7 % des policiers municipaux et provinciaux et 50,2 % des agents de la GRC ont ressenti des symptômes liés à la maladie mentale<sup>56</sup>.
- En réponse à un sondage mené auprès de deux services de police canadiens urbains, 29 %<sup>56</sup> des agents affichaient des symptômes de troubles de stress post-traumatique (TSPT), alors que, dans le cas de la population canadienne générale, le taux n'était que de 9 %.

**Les policiers sont plus susceptibles de mourir par suicide que dans le cadre d'une interaction violente avec un criminel.**

- En 2018, 8,3 % des agents de police municipaux et provinciaux et 9,9 % des agents de la GRC ont envisagé de se suicider ou songer au suicide, comparativement à 5,8 % de la population générale<sup>56</sup>.
- Même si le taux d'idées suicidaires était élevé chez les policiers, celui des tentatives de suicide n'était que de 0,2 %. Le taux de tentatives au sein de la population en général était plus élevé (1 %)<sup>56</sup>.
- L'isolement, l'environnement extrême et l'absence de soutien de secours exacerbent les risques de maladie mentale pour les agents de police des collectivités nordiques et autochtones.



Tout comme nous ne nous attendrions pas à ce qu'un agent de police se présente au travail avec une jambe cassée, nous ne devrions pas nous attendre à ce qu'il se présente au travail avec l'esprit brisé. »

**Louise Bradley, présidente et directrice générale**

Commission de la santé mentale du  
Canada

A man in a dark suit, white shirt, and red tie is seated at a wooden desk in a library or study. He is holding a pen over an open book. In the background, there are bookshelves filled with books. The scene is well-lit, suggesting a professional or academic setting.

## L'ordre public et les droits de la personne

Les problèmes liés aux droits de la personne ont augmenté dans le monde, alors qu'au Canada, ils sont de plus en plus abordés à l'échelle nationale. Malgré cette amélioration, des problèmes persistent en ce qui a trait au traitement et à la sécurité des personnes vulnérables.

# L'ordre public et les droits de la personne

Une **primauté du droit** efficace réduit la corruption, la pauvreté et la maladie et protège les gens contre les petites et les grandes injustices. Il s'agit là du fondement de collectivités axées sur la justice, les possibilités et la paix, qui sous-tend le développement, la responsabilisation du gouvernement et le respect des droits fondamentaux. Dans le passé, la primauté du droit était perçue comme étant du ressort des avocats et des juges. Toutefois, les enjeux de tous les jours que sont la sécurité, les droits, la justice et la gouvernance nous touchent tous; tout le monde est une partie prenante de la primauté du droit.

## Rule of Law Index

World Justice Project, 2020<sup>57</sup>

**La primauté du droit continue de s'affaiblir partout dans le monde.**

**Les droits de la personne sont en péril dans le monde entier, selon l'indice annuel de la primauté du droit *Rule of Law Index*.**

- En 2020, pour la troisième année d'affilée, davantage de pays sont devenus moins efficaces pour ce qui est de réduire la corruption, la pauvreté, la maladie et l'injustice<sup>57</sup>.
- En 2019, les indicateurs clés des droits de la personne suivants ont connu la plus forte diminution : les droits fondamentaux; la limitation des pouvoirs du gouvernement; et l'absence de corruption<sup>57</sup>.
- Les droits fondamentaux ont diminué d'environ dans 657 pays pour produire la pire note depuis 2015<sup>57</sup>.



**Le Canada compte parmi les dix pays ayant obtenu la note la plus élevée, selon l'indice *Rule of Law Index* du World Justice Projects.**

- Les dix pays ayant obtenu les notes les plus élevées sur l'indice *Rule of Law Index* n'ont pas changé depuis 2019, et le Canada se classe au 9<sup>e</sup> rang<sup>57</sup>.

# L'ordre public et les droits de la personne

**Le Canada connaît des problèmes en matière de droits de la personne dans un certain nombre de domaines.**

## Responsabilité des entreprises

- En 2019, la Cour suprême du Canada a instruit une poursuite civile contre la société canadienne Nevsun Resources, concernant des violations flagrantes des droits de la personne, dont l'esclavage, la torture et les travaux forcés dans une mine de l'Érythrée<sup>58</sup>.

## Liberté de religion

- En juin 2019, le Québec a interdit à certaines catégories d'employés interagissant avec le public de porter des symboles religieux au travail<sup>59</sup>. L'ONU a formulé une mise en garde selon laquelle cette loi est « susceptible de miner la liberté de conscience et de religion, ainsi que le principe d'égalité de certains citoyens »<sup>60</sup>.

## Droits des personnes handicapées

- En 2019, le Canada a adopté la *Loi canadienne sur l'accessibilité* afin que le pays soit exempt d'obstacles d'ici 2040<sup>61</sup>.
- La loi visait à faire du Canada un pays exempt d'obstacles grâce au recensement proactif, au retrait et à la prévention des obstacles à l'accessibilité partout où les Canadiens doivent se rendre pour obtenir des services de compétence fédérale<sup>62</sup>.

## Détention des immigrants

- En 2018 et 2019, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a détenu ou « logé » 118 enfants, malgré le fait que la loi sur l'immigration prévoit que ça ne devrait être fait qu'en dernier recours<sup>63</sup>.

- En 2018 et 2019, moins d'enfants ont été détenus que l'année précédente, mais la durée moyenne de leur détention a augmenté. Les enfants détenus ont séjourné 25 % fois plus longtemps dans les installations de l'ASFC en 2019 qu'en 2018. En deux ans, la durée de séjour est passée de 14,9 jours à 18,6 jours<sup>63</sup>.

## Isolement cellulaire

- En 2019, la Cour d'appel de la Colombie-Britannique a confirmé que la pratique de l'isolement cellulaire prolongé est inconstitutionnelle et enfreint les droits des prisonniers<sup>64</sup>.
- Même si le gouvernement fédéral a mis à jour sa loi régissant les prisons, il a été critiqué pour ne pas avoir éliminé entièrement l'isolement cellulaire<sup>61</sup>.

# L'ordre public et les droits de la personne



## **Le harcèlement au travail est désigné comme un problème au Canada.**

### **Le harcèlement sexuel est répandu et se poursuit dans les lieux de travail du Canada.**

- Un grand nombre d'organisations ont réagi au mouvement #MoiAussi en mettant à jour leurs politiques et en mettant au point des mécanismes de signalement, d'enquête et de soutien pour leurs employés.
- En 2019, 42 % des femmes ont déclaré qu'aucune initiative concrète n'avait été mise en œuvre pour éliminer le harcèlement dans leur lieu de travail<sup>65</sup>.

### **Les femmes sont plus de deux fois plus susceptibles de subir un comportement sexuel indésirable.**

- En 2018, 32 % des femmes et 13 % des hommes ont été victimes d'un comportement sexuel indésirable pendant qu'ils se trouvaient dans un lieu public<sup>66</sup>.

- Plus de la moitié des femmes et des hommes ont été témoins d'un comportement sexuel inapproprié dans leur lieu de travail<sup>66</sup>.
- Les femmes étaient la cible de comportements indésirables dans une proportion de 29 % par rapport à 17 % de leurs homologues de sexe masculin<sup>66</sup>.

### **La nouvelle loi sur le harcèlement au travail met en place des mesures de protection aux dépens des employeurs.**

- Le projet de loi C-65, qui entrera en vigueur en 2020, instaurera une nouvelle réglementation du harcèlement en milieu de travail qui obligera les employeurs réglementés à l'échelon fédéral à apporter des changements importants dans la façon dont ils règlent les problèmes de violence et de harcèlement au travail.

- Le projet de loi donne au terme « harcèlement et violence » un sens très vaste : « [t]out acte, comportement ou propos, notamment de nature sexuelle, qui pourrait vraisemblablement offenser ou humilier un employé ou lui causer toute autre blessure ou maladie, physique ou psychologique, y compris tout acte, comportement ou propos réglementaire. »
- La nouvelle loi exige que les employeurs recensent les risques de harcèlement et de violence, qu'ils mettent en œuvre des mesures préventives, qu'ils désignent une personne chargée de recevoir les plaintes et qu'ils réagissent à ces occurrences, notamment en fournissant du soutien aux employés touchés.
- On estime que la mise en œuvre de la nouvelle réglementation pourrait coûter environ 840 millions de dollars aux employeurs au cours de la prochaine décennie.

# L'ordre public et les droits de la personne

## Le projet de loi C-75 a été créé en réaction à l'arrêt *R. c. Jordan* de 2016 et aux inefficacités perçues dans le processus judiciaire canadien.

- Avant l'adoption du projet de loi C-75, de 2016 à 2019, 800 affaires criminelles ont été suspendues parce que le droit du défendeur à un procès rapide avait été enfreint<sup>67</sup>.
- Le projet de loi C-75 devrait réduire le nombre d'audiences préliminaires (si l'accusation concerne un acte délictueux grave) de 87 %<sup>68</sup>, et ainsi laisser aux tribunaux le temps de régler l'arriéré de cas.
- Dans ces cas, le projet de loi C-75 habilitera le tribunal à émettre un avertissement et à révoquer ou modifier les conditions de la liberté sous caution imposées aux personnes accusées d'infractions contre l'administration de la justice, qui représentent 40 % des affaires judiciaires<sup>69</sup>.

- Dans le but de protéger les victimes de violence familiale, l'accusé est maintenant tenu de prouver qu'il ne posera pas de risque s'il est libéré. S'il ne réussit pas à le prouver, il sera détenu jusqu'à son procès<sup>69</sup>.
- Le projet de loi réduit également la pression sur les forces de l'ordre en permettant l'utilisation d'éléments de preuve écrits et en réduisant le délai requis par les agents de police pour témoigner devant les tribunaux<sup>69</sup>.

## Les efforts d'analyse comparative entre les sexes Plus (ACS+) se poursuivent, mais les effets ne sont pas mesurés efficacement.

- Le gouvernement du Canada continue d'employer l'analyse comparative entre les sexes pour évaluer les répercussions différentielles sur les femmes et les hommes en tenant compte de leurs situations et de leurs réalités socioéconomiques distinctes<sup>70</sup>.



- L'ACS+ reconnaît que la réalité de la vie des femmes est différente de celle des hommes et que l'égalité des chances ne signifie pas nécessairement des résultats égaux.
- En 2019, une étude a révélé que seulement la moitié des ministères et organismes canadiens ont établi un plan d'ACS+<sup>71</sup> et qu'ils sont nombreux à ne disposer d'aucun mécanisme interne nécessaire pour appliquer un plan d'ACS+ solide.
- En 2019, 40 % des ministères et organismes canadiens n'avaient pas fait le suivi de l'efficacité de la mise en œuvre de l'ACS+ et n'avaient pas la capacité de formuler ses effets.

# Bibliographie

- <sup>1</sup>Gouvernement du Canada, Statistique Canada (17 mai 2019). « Les faits, tout simplement! Les demandeurs d'asile », *Les demandeurs d'asile*, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-28-0001/2018001/article/00013-fra.htm>.
- <sup>2</sup>Hill, B. (20 septembre 2019). « Just 0.3 % of irregular migrants in Canada found to have serious criminal past », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5918639/irregular-migrants-criminal-past/>.
- <sup>3</sup>Edmonton Police Service. Immigrant Frauds, <https://www.edmontonpolice.ca/CrimePrevention/PersonalFamilySafety/Frauds/ImmigrantFrauds>.
- <sup>4</sup>La Presse canadienne (16 mars 2019). « Calls for reform after Ontario migrant workers claim they worked in terrible conditions », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5063850/migrant-workers-reform-ontario/>.
- <sup>5</sup>Bricker, D. (4 janvier 2019). « Canadians Becoming More Nervous About Immigration », *Ipsos*, <https://www.ipsos.com/en-ca/news-polls/canadians-nervous-about-impact-of-immigration-on-canada>.
- <sup>6</sup>Cowper-Smith, Y., Valiquette, T. et Y. Su (17 avril 2020). « COVID-19 is leaving refugees and asylum seekers trapped between borders », *National Observer*, <https://www.nationalobserver.com/2020/04/17/opinion/covid-19-leaving-refugees-and-asylum-seekers-trapped-between-borders>.
- <sup>7</sup>Black Lives Matter. « Black Lives Matter – Canada », *Janaya Khan*, <https://janayakhan.com/black-lives-matter/>.
- <sup>8</sup>Black Lives Matter – Toronto. <https://blacklivesmatter.ca/demands/>.
- <sup>9</sup>Doucette, C. (24 octobre 2018). « Where's Black Lives Matter when it matters? », *Toronto Sun*, <https://torontosun.com/news/local-news/wheres-black-lives-matter-when-it-matters>.
- <sup>10</sup>Dryden, O. S., Johnston, J. R. et R. Walcott (28 avril 2020). « Coronavirus discriminates against Black lives through surveillance, policing and the absence of health data », *The Conversation*, <https://theconversation.com/coronavirus-discriminates-against-black-lives-through-surveillance-policing-and-the-absence-of-health-data-135906>.
- <sup>11</sup>Héritières du suffrage. <https://www.heritieresusuffrage.ca/>.
- <sup>12</sup>Syed, F. (12 avril 2019). « These Daughters of the Vote delegates felt bullied by their peers after they protested Trudeau and Scheer in Parliament », *National Observer*, <https://www.nationalobserver.com/2019/04/08/news/these-daughters-vote-delegates-felt-bullied-their-peers-after-they-protested-trudeau>.
- <sup>13</sup>« Idle No More », *L'Encyclopédie canadienne* (12 avril 2013), <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/idle-no-more>.
- <sup>14</sup>« Calls for Change », *Idle No More*, [http://www.idlenomore.ca/calls\\_for\\_change](http://www.idlenomore.ca/calls_for_change).
- <sup>15</sup>« Idle No More in Solidarity With the Gitdum't'en and Unist'ot'en: Call to Action! », *Idle No More*, [http://www.idlenomore.ca/idle\\_no\\_more\\_in\\_solidarity\\_with\\_the\\_gitdumt\\_en\\_and\\_unist\\_ot\\_en\\_call\\_to\\_action](http://www.idlenomore.ca/idle_no_more_in_solidarity_with_the_gitdumt_en_and_unist_ot_en_call_to_action).
- <sup>16</sup>Bell, N. (septembre 2019). « Sisters in Spirit: Missing & Murdered Indigenous Women », « Sisters in Spirit: Missing & Murdered Indigenous Women - School of Education - Trent University », <https://www.trentu.ca/education/resources/sisters-spirit-missing-murdered-indigenous-women>.
- <sup>17</sup>Sisters in Spirit, *alberta.ca*, <https://www.alberta.ca/sisters-in-spirit.aspx>.
- <sup>18</sup>« Sisters in Spirit » *NWRCT Native Womens Resource Centre of Toronto*, <http://nwrct.ca/calendar/sisters-in-spirit/>.

# Bibliographie

- <sup>19</sup> Oxfam Canada. Up for Debate Campaign: Gender Justice and Equality, <https://www.oxfam.ca/campaign/up-for-debate/>.
- <sup>20</sup> Place au débat 2019 (n.d.), <https://ywcacanada.ca/fr/placeaudebat/>.
- <sup>21</sup> Akin, D. (31 mars 2020). « Federal government asked Canadians if they're 'comfortable' with LGBT people », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/6344287/canadian-government-asked-canadians-comfortable-lgbtq2/>.
- <sup>22</sup> D'Amore, Rachael. (3 avril 2020). « U.S. relaxes rules for gay blood donors amid coronavirus - will Canada go further? », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/6772924/coronavirus-canada-gay-blood-donation/>.
- <sup>23</sup> Graham, J. et Reuters. (9 mars 2020). « Rights supporters cheer Canada's move toward conversion therapy ban », *National Post*, <https://nationalpost.com/pmnh/health-pmnh/rights-supporters-cheer-canadas-move-toward-conversion-therapy-ban>.
- <sup>24</sup> « Newsletter: Impacts of COVID-19 on LGBTQI2S People », *Égale* (16 avril 2020), <https://egale.ca/egale-in-action/newsletter-covid19-impacts/>.
- <sup>25</sup> « Beyond 94: Truth and Reconciliation in Canada », *CBC News*. (19 mars 2018). <https://newsinteractives.cbc.ca/longform-single/beyond-94?cta=47>.
- <sup>26</sup> Tasker, J. P. (15 février 2018). « Trudeau government to create new legal framework for Indigenous people | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/politics/trudeau-speech-indigenous-rights-1.4534679>.
- <sup>27</sup> Morin, B. (21 février 2020). « Canada at 'tipping point' over Wet'suwet'en land dispute », *Canada News | Al Jazeera*, <https://www.aljazeera.com/news/2020/02/canada-tipping-point-wet-land-dispute-200221164735909.html>.
- <sup>28</sup> Nations Unies (2007). Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (rep.), Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, consulté à l'adresse suivante : [https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP\\_F\\_web.pdf](https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP_F_web.pdf).
- <sup>29</sup> Baker, R. (2 mars 2020). « Key voices in the Wet'suwet'en pipeline conflict | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/wetsuweten-whos-who-guide-1.5471898>.
- <sup>30</sup> Orellana, M. (4 avril 2019). « Freshwater Canada's Dirty Water Secret », *Human Rights Watch*, <https://www.hrw.org/news/2019/04/04/freshwater-canadas-dirty-water-secret>.
- <sup>31</sup> Affaires autochtones et du Nord Canada (17 février 2020). « Lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable », *Gouvernement du Canada; Affaires autochtones et du Nord Canada*, <https://www.sac-isc.gc.ca/eng/1506514143353/1533317130660>.
- <sup>32</sup> Bureau de l'enquêteur correctionnel (21 janvier 2020). Les Autochtones sous garde fédérale dépassent les 30 % – Énoncé des enjeux et défi de l'enquêteur correctionnel, Les Autochtones sous garde fédérale dépassent les 30 % – Énoncé des enjeux et défi de l'enquêteur correctionnel, <https://www.oci-bec.gc.ca/cnt/comm/press/press20200121-fra.aspx>.
- <sup>33</sup> Bellrichard, C. (21 janvier 2020). « Over-representation of Indigenous people in federal prisons reaches 'disturbing' historic high | CBC News », *CBC news*, <https://www.cbc.ca/news/indigenous/indigenous-overrepresentation-prison-oci-statement-1.5434712>.
- <sup>34</sup> Ministère de la Justice (6 septembre 2019). Document d'information législatif : Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents et d'autres lois et apportant des modifications corrélatives à certaines lois, tel qu'elle a été édictée (projet de loi C-75 lors de la 42e législature) – Aperçu du projet de loi C-75, <https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/sjc-csj/sjp-jsp/c75/p3.html>.

# Bibliographie

- <sup>35</sup> Indigenomics Institute. 100 Billion, <http://indigenomicsinstitute.com/100-billion/>.
- <sup>36</sup> Balfour, B. (21 octobre 2019). « Tapping into First Nations' economic growth requires great care », *The Globe and Mail*, <https://www.theglobeandmail.com/investing/globe-advisor/advisor-news/article-tapping-into-first-nations-economic-growth-requires-great-care/>.
- <sup>37</sup> Conseil national de développement économique des Autochtones (2019). Rapport d'étape de 2019 sur l'évolution de l'économie des Autochtones, (rep.), Rapport d'étape de 2019 sur l'évolution de l'économie des Autochtones (en anglais seulement), consulté à l'adresse suivante : <http://www.naedb-cndea.com/wp-content/uploads/2019/06/NIEDB-2019-Indigenous-Economic-Progress-Report.pdf>.
- <sup>38</sup> « Indigenous Tourism Appeals for Meaningful Support », *NetNewsLedger*, (22 avril 2020). <http://www.netnewsledger.com/2020/04/22/indigenous-tourism-appeals-for-meaningful-support/>.
- <sup>39</sup> Tasker, J. P. (3 septembre 2019). « Inquiry into missing and murdered Indigenous women issues final report with sweeping calls for change | CBC News », *CBC news*, <https://www.cbc.ca/news/politics/mmiwg-inquiry-deliver-final-report-justice-reforms-1.5158223>.
- <sup>40</sup> Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (rep.), Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, consulté à l'adresse suivante : <https://www.mmiwg-ffada.ca/fr/final-report/>.
- <sup>41</sup> Tasker, J. P. (3 septembre 2019). « Inquiry into missing and murdered Indigenous women issues final report with sweeping calls for change | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/politics/mmiwg-inquiry-deliver-final-report-justice-reforms-1.5158223>.
- <sup>42</sup> GRC (12 décembre 2019). « Femmes et filles autochtones disparues ou assassinées », *Femmes et filles autochtones disparues ou assassinées - Gendarmerie royale du Canada*, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/indigenous-autochtone/mmaw-fada-fra.htm>.
- <sup>43</sup> Organisation mondiale de la Santé (13 juin 2007). Chapitre 4 : Politique et prestations de services en santé mentale », Organisation mondiale de la Santé, [https://www.who.int/whr/2001/en/whr01\\_ch4\\_fr.pdf?ua=1](https://www.who.int/whr/2001/en/whr01_ch4_fr.pdf?ua=1).
- <sup>44</sup> Association canadienne pour la santé mentale. « Faits saillants sur la maladie mentale », *ACSM National*, <https://cmha.ca/fr/faits-saillants-sur-la-maladie-mentale>.
- <sup>45</sup> Organisation mondiale de la Santé (10 octobre 2019). La Journée mondiale de la santé mentale 2019 aura pour thème la prévention du suicide, Organisation mondiale de la Santé, <https://www.who.int/fr/news-room/events/detail/2019/10/10/default-calendar/world-mental-health-day-2019-focus-on-suicide-prevention>.
- <sup>46</sup> Browne, R. (3 octobre 2019). « 'Our needs are not optional': How federal leaders plan to address the Indigenous suicide crisis », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5978033/indigenous-suicide-canada-election/>.
- <sup>47</sup> Boak, A., Hamilton, H. A., Adlaf, E. M., Henderson, J. L. et R.E. Mann (2018). « The mental health and well-being of Ontario students, 1991-2017: Detailed findings from the Ontario Student Drug Use and Health Survey (OSDUHS) (CAMH Research Document Series 47) », Toronto (Ont.) : Centre de toxicomanie et de santé mentale, [https://www.google.com/url?q=https://www.camh.ca/-/media/files/pdfs---ebulletin/ebulletin-19-n2-socialmedia-mentalhealth-2017osduhs-pdf.pdf?la\\_%3Den\\_%26hash\\_%3DFB9E22671ADBBD4D4C1B42E2B7D17DBC7835C2896&sa=D&ust=1588809905847000&usq=AFqjCNGogHI7PHvURj1RpRQiFq-rdLMClw](https://www.google.com/url?q=https://www.camh.ca/-/media/files/pdfs---ebulletin/ebulletin-19-n2-socialmedia-mentalhealth-2017osduhs-pdf.pdf?la_%3Den_%26hash_%3DFB9E22671ADBBD4D4C1B42E2B7D17DBC7835C2896&sa=D&ust=1588809905847000&usq=AFqjCNGogHI7PHvURj1RpRQiFq-rdLMClw).
- <sup>48</sup> Barr, S. (15 octobre 2019). « Six ways social media negatively affects your mental health without you even knowing », *The Independent*, <https://www.independent.co.uk/life-style/health-and-families/social-media-mental-health-negative-effects-depression-anxiety-addiction-memory-a8307196.html>.

# Bibliographie

- <sup>49</sup>Sécurité publique Canada (4 octobre 2018). Qu'est-ce que la cyberintimidation?, <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/ntnl-scrtr/cbr-scrtr/cbrbllng/prnts/cbrbllng-fr.aspx>.
- <sup>50</sup>Abedi, M. (27 juin 2018). « Even with more awareness, cyberbullying isn't declining in Canada: Ipsos poll », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/4299734/cyberbullying-cases-awareness-canada-poll/>.
- <sup>51</sup>Dawson, T. (7 juin 2019). « Cyberbullying by animal rights activists is harming farmers' mental health. Should it be criminalized? », *National Post*, <https://nationalpost.com/news/farmers-and-mental-health>.
- <sup>52</sup>Hill, K. (30 janvier 2020). « 'The right response at the right time': How the PACT Unit is helping police manage mental health calls », <https://regina.ctvnews.ca/the-right-response-at-the-right-time-how-the-pact-unit-is-helping-police-manage-mental-health-calls-1.4786883>.
- <sup>53</sup>Marcoux, J. et K. Nicholson (5 avril 2018). « What an examination of every Canadian police-involved fatality since 2000 tells us | CBC News », *CBC news*, <https://www.cbc.ca/news/investigates/most-canadians-killed-in-police-encounters-since-2000-had-mental-health-or-substance-abuse-issues-1.4602916>.
- <sup>54</sup>Répertoire en prévention du crime. (21 avril 2018). <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crm-prvntn/nvntn/dtls-fr.aspx?i=10118>.
- <sup>55</sup>Anderssen, E. (26 octobre 2019). « Forced to the frontlines of mental health: Police have become the new first responders for vulnerable Canadians », *The Globe and Mail*, <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-forced-to-the-frontlines-of-mental-health-police-have-become-the-new/>.
- <sup>56</sup>CAMH (octobre 2018). Police mental health: A Discussion paper, Centre de toxicomanie et de santé mentale, <https://www.camh.ca/-/media/files/pdfs---public-policy-submissions/police-mental-health-discussion-paper-oct2018-pdf.pdf?la=en&hash=B47D58B5ACBE4678A90907E3A600BB447EE134BF>.
- <sup>57</sup>World Justice Project (2020). « Rule of Law Index 2020 » (rep.). « Rule of Law Index 2020 », consulté à l'adresse suivante : [https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/WJP-ROLI-2020-Online\\_0.pdf](https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/WJP-ROLI-2020-Online_0.pdf) «
- <sup>58</sup>Harris, K. (24 janvier 2019). « Top court weighs precedent-setting case of human rights breaches at Canadian mine in Eritrea | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/politics/supreme-court-nevsun-eritrea-mine-human-rights-1.4990064>.
- <sup>59</sup>Al Jazeera (17 juin 2019). « Canada's Quebec bans religious symbols in some public sector jobs », *Canada News | Al Jazeera*, <https://www.aljazeera.com/news/2019/06/canada-quebec-bans-religious-symbols-public-sector-jobs-190617161151161.html>.
- <sup>60</sup>Authier, P. (23 mai 2019). « Bill 21: UN human rights experts express concern about Quebec secularism legislation », *Montreal Gazette*, <https://montrealgazette.com/news/quebec/bill-21-un-human-rights-experts-express-concern-about-quebec-secularism-legislation/>.
- <sup>61</sup>White, P. (17 octobre 2018). « Liberals unveil bill to end solitary confinement in federal prisons », *The Globe and Mail*, <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-liberals-introduce-bill-to-end-solitary-confinement-in-federal-prisons/>.
- <sup>62</sup>Gouvernement du Canada. (31 janvier 2020). Bâtir un Canada accessible pour les personnes en situation de handicap - canada.ca, <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/accessible-personnes-handicapees.html>.

# Bibliographie

- <sup>63</sup>Gibson, V. (23 août 2019). « Children stayed longer in immigration detention facilities this year, new data shows », *iPolitics*, <https://ipolitics.ca/2019/08/23/children-stayed-longer-in-immigration-detention-facilities-this-year-new-data-shows/>.
- <sup>64</sup>Li, W. (24 juin 2019). « B.C. Court of Appeal confirms prolonged solitary confinement is unconstitutional in Canada », *thestar.com*, <https://www.thestar.com/vancouver/2019/06/24/bc-court-upholds-decision-striking-down-canadas-solitary-confinement-laws.html>.
- <sup>65</sup>Ferrante, M. B. (13 novembre 2019). « Two Years After #MeToo Started, Report Finds Companies Are Not Taking Enough Action », *Forbes*, <https://www.forbes.com/sites/marybethferrante/2019/11/13/two-years-after-metoo-started-report-finds-companies-are-not-taking-enough-action/>.
- <sup>66</sup>Statistique Canada (5 décembre 2019). La violence fondée sur le sexe et les comportements sexuels non désirés au Canada, 2018 : Premiers résultats découlant de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/191205/dq191205b-fra.htm>.
- <sup>67</sup>Russell, A. (10 juin 2019). « 'It's a travesty': Nearly 800 criminal cases thrown out over delays since 2016 Jordan decision », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5351012/criminal-cases-thrown-out-r-v-jordan-decision/>.
- <sup>68</sup>Rock, A. (6 avril 2018). « Bill C-75 is justice reform that makes sense », *The Globe and Mail*, <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-bill-c-75-is-justice-reform-that-makes-sense/>.
- <sup>69</sup>Ministère de la Justice (6 septembre 2019). Document d'information législatif : Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents et d'autres lois et apportant des modifications corrélatives à certaines lois, tel qu'elle a été édictée (projet de loi C-75 lors de la 42<sup>e</sup> législature) – Aperçu du projet de loi C-75, <https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/sjc-csj/sjp-jsp/c75/p3.html>.
- <sup>70</sup>Affaires indiennes et du Nord Canada. (15 septembre 2010). Analyse comparative entre les sexes, Gouvernement du Canada; Affaires autochtones et du Nord Canada; Direction générale des communications, <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100028534/1100100028535>.
- <sup>71</sup>Wright, T. (2 février 2019). « Many federal departments not meeting gender analysis targets, internal docs show », *CityNews Toronto*, <https://toronto.citynews.ca/2019/02/02/canada-gender-gap/>.

An aerial photograph of a dense, lush green forest, likely a coniferous forest, covering the entire background. The trees are tightly packed, creating a textured, vibrant green surface. The lighting is bright, highlighting the individual needles and branches of the trees.

# Changements climatiques



[...] les effets des changements climatiques d'origine humaine se sont manifestés par l'une des années les plus chaudes jamais enregistrées, par d'importants incendies de forêt et par une fonte des glaces plus rapide que prévue.

**John Mecklin, rédacteur en chef**  
*Bulletin of the Atomic Scientists*

Changements climatiques

## Aperçu

**Les changements climatiques ont pris une importance qui en fait l'une des plus grandes menaces pour la durabilité environnementale. La sensibilisation et la participation du public à cette crise ont été révélées lors de manifestations tenues partout dans le monde, alors que des régions de la planète sont aux prises avec des catastrophes environnementales, des vagues de chaleur record, la fonte des glaciers, des inondations et de vastes incendies de forêt.**

- Les événements météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents et intenses, comme en témoignent les incendies de forêt de Fort McMurray et les inondations récentes partout au Canada, y compris en bordure de la rivière des Outaouais et du fleuve Saint-Laurent.
- Les changements climatiques devraient avoir une incidence sur l'immigration mondiale et pourrait provoquer une augmentation importante du nombre de demandeurs d'asile au Canada au cours des décennies à venir.
- Le réchauffement des températures pourrait accroître la propagation de maladies infectieuses au Canada, ce qui aura des conséquences dévastatrices, comme en témoigne la pandémie sanitaire mondiale de COVID-19.
- Malgré l'engagement public des Nations Unies et des gouvernements du monde, les militants climatiques continuent d'exiger activement la prise de mesures supplémentaires.
- La COVID-19 a déclenché une diminution sans précédent des émissions de CO<sub>2</sub> mondiales en une très courte période de temps.



# Aperçu

En 2019, le temps violent a causé

**1,3** G\$

de dommages assurables aux Canadiens.



**100** %

La température du Canada a augmenté environ deux fois plus rapidement que la température mondiale et presque trois fois plus vite dans le nord du Canada.

La plus grande manifestation contre les changements climatiques de l'histoire a eu lieu en 2019 dans 185 pays.



**Des millions de personnes se font entendre.**

**1** milliard  
2050

Nombre estimatif de migrants climatiques mondiaux d'ici 2050

**8**

pandémies au cours du dernier siècle

Le VIH/sida affiche le taux de décès le plus important, alors que la COVID-19 a le potentiel d'avoir les conséquences les plus importantes sur le monde.

**80** %

Les terres indigènes représentent 80 % de la biodiversité de la Terre.

# Changements climatiques

## Les événements météorologiques extrêmes deviennent plus fréquents et intenses.

- Les vagues de chaleur extrêmes et les sécheresses provoquent des incendies de forêt et font monter le niveau de la mer. Les températures des océans qui se réchauffent font augmenter le nombre d'ondes de tempête et de cyclones tropicaux ainsi que leur intensité, et les précipitations intenses causent des inondations<sup>1</sup>.
- Les vagues de chaleur au nord de l'équateur devraient devenir la nouvelle norme d'ici l'an 2100<sup>1</sup>.
- Les sécheresses augmentent la probabilité d'incendies de forêt, comme en témoignent ceux qui ont eu lieu en 2019 en Alberta et en Australie; ensemble, ils ont brûlé plus de 27,2 millions d'acres de territoire<sup>2</sup>. On prévoit déjà que le printemps 2020 présentera un risque inhabituellement élevé d'incendies de forêt.
- Partout dans le monde, les cyclones sont de plus en plus fréquents et intenses. En 2019, on a connu la quatrième année consécutive de saisons de cyclone causant plus de dommages que la moyenne et la septième d'années d'affilée où plusieurs ouragans de catégorie 5 se sont déchaînés<sup>3</sup>.
- Les inondations ont augmenté de plus de 50 % au cours des dix dernières années. Des inondations majeures ont eu lieu en 2017 et en 2019 en bordure de la rivière des Outaouais et du fleuve Saint-Laurent et ont exigé l'intervention du gouvernement fédéral, qui a organisé des évacuations et l'érection de murs de sacs de sable<sup>4</sup>.

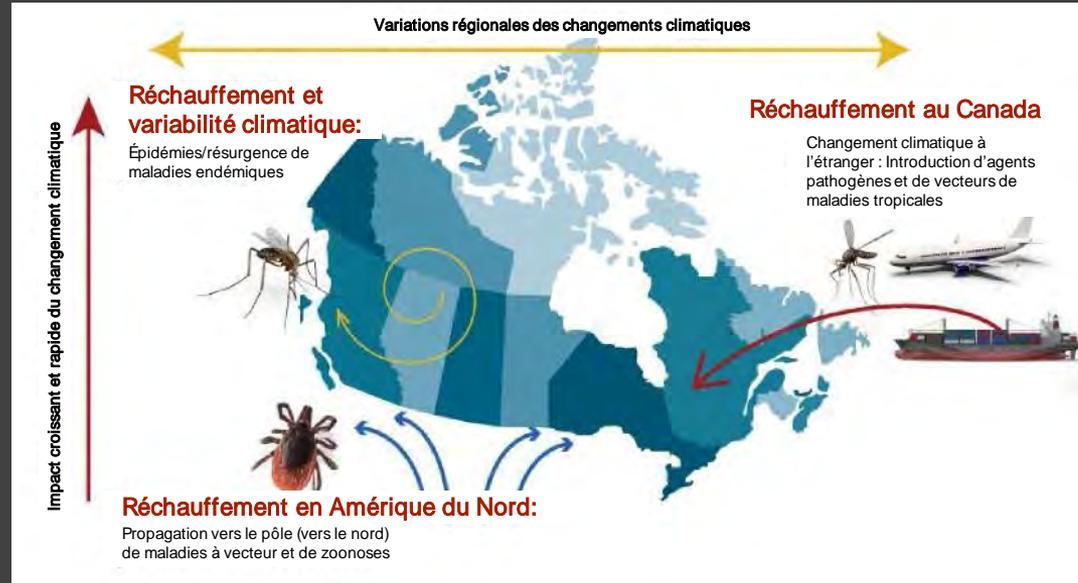
D'ici 2050, le nombre estimatif de migrants climatiques s'élèvera à un milliard.

- Les événements météorologiques extrêmes poussent les gens à partir. Le Canada reçoit un plus grand nombre d'immigrants et de demandeurs d'asile fuyant des catastrophes environnementales et des événements météorologiques extrêmes.
- En janvier 2020, le Comité des droits de l'homme de l'ONU a déclaré que les gouvernements doivent maintenant tenir compte de la crise climatique lorsqu'ils envisagent l'expulsion de demandeurs d'asile<sup>5</sup>.
- Le Canada n'a prévu aucune disposition particulière pour les personnes qui demandent l'asile au motif de changements climatiques dans la *Loi sur l'immigration et le statut de réfugié* actuellement en vigueur<sup>5</sup>.
- En 2020, le Comité des droits de l'homme de l'ONU a jugé que les demandes d'asile présentées sont valables si le bien-être du demandeur est menacé par les changements climatiques<sup>6</sup>.
- Ce jugement devrait accroître considérablement le nombre de demandeurs d'asile partout dans le monde et au Canada.
- En 2018 seulement, 17,2 millions de personnes ont été déplacées en raison de catastrophes météorologiques extrêmes survenues dans 148 pays et territoires<sup>7</sup>.
- En 2019, on attribue à la sécheresse le déplacement de 764 000 personnes en Somalie, en Afghanistan et dans plusieurs autres pays<sup>7</sup>.

# Changements climatiques

## Les changements climatiques pourraient stimuler l'émergence de maladies infectieuses.

- Les températures plus chaudes augmenteront la propagation de maladies infectieuses comme la malaria et le virus du Nil occidental puisque les porteurs de ces maladies se déplaceront au-delà de leur habitat habituel<sup>8</sup>.
- Ces maladies devraient se propager vers le Nord depuis les États-Unis et ailleurs dans le monde jusqu'au Canada, par transport aérien et maritime.
- Au Canada, l'augmentation prévue de cas de la maladie de Lyme, du virus du Nil occidental et de maladies d'origine alimentaire sera exacerbée par la population vieillissante<sup>9</sup>.
- La COVID-19 est un exemple sans précédent de la façon dont la police et la GRC interviennent en cas de crise sanitaire causée par une maladie et font appliquer des lois d'urgence et des conditions de quarantaine.



# Changements climatiques

## La sensibilisation et la mobilisation active du public quant à la crise des changements climatiques continuent de prendre de l'ampleur.

- Greta Thunberg a fait les manchettes après s'être adressée aux dirigeants présents au Sommet Action Climat de l'ONU, à New York, et a déclenché des manifestations à l'échelle planétaire dans 150 autres pays, dont le Canada<sup>10</sup>.
- Plus de 500 000 manifestants ont marché à Toronto et à Montréal<sup>11</sup> pour exiger que les gouvernements et les responsables prennent davantage de mesures contre les changements climatiques.
- Des gouvernements de partout dans le monde tentent de prendre des mesures durables<sup>12</sup> au moyen de politiques et de stratégies; toutefois, les militants climatiques exigent des mesures plus audacieuses.

- Les manifestations pour le climat et celles pour les droits des Autochtones et contre l'aménagement d'un pipeline ont donné lieu à un barrage ferroviaire qui a perturbé la chaîne d'approvisionnement du Canada, exercé une pression sur le premier ministre et forcé une intervention de la GRC et d'autres services de police.
- Les manifestations contre les changements climatiques et les perturbations majeures touchant les régions et les infrastructures urbaines se poursuivront probablement.

## Les États-Unis se retirent de l'Accord de Paris sur le climat.

- L'Accord de Paris est un accord environnemental historique adopté par presque tous les pays en 2015 afin de lutter contre les changements climatiques et leurs conséquences négatives<sup>13</sup>.
- Cet accord vise à réduire de façon importante les émissions mondiales de gaz à effet de serre afin de limiter l'augmentation de la température à l'échelle mondiale durant le siècle en cours à deux degrés Celsius au-dessus des taux préindustriels<sup>14</sup>.



- Il comprend des engagements de tous les grands pays émetteurs à l'égard de la réduction de leur pollution source de changements climatiques et du renforcement des engagements au fil du temps.
- L'Accord de Paris crée un cadre pour la surveillance, l'établissement de rapports et l'intensification en toute transparence des objectifs climatiques individuels et collectifs des pays.
- Le président Trump a annoncé qu'il avait l'intention de retirer les États-Unis de l'Accord de Paris, ce qui en fera le seul pays de la Terre à ne pas y être parti<sup>15</sup>.
- Les États-Unis sont le deuxième plus grand émetteur de gaz à effet de serre du monde, derrière la Chine seulement, et sont de loin le plus grand émetteur de gaz à effet de serre cumulatif dans l'histoire<sup>15</sup>.

# Changements climatiques

## La biodiversité des terres autochtones est durement touchée par les changements climatiques.

- Les experts et les militants affirment que l'extraction de ressources et la pollution exercent des tensions sur les pratiques autochtones, comme la chasse, la pêche et la trappe<sup>16</sup>.
- Le nombre d'espèces uniques au Canada est plus important dans une proportion de 40 % sur les terres protégées, mais bon nombre demeurent des espèces à risque. Les changements climatiques et la chasse ont réduit de 99 % la population de caribous de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 2001<sup>17</sup>.
- L'augmentation des températures et les changements météorologiques extrêmes ont touché la population autochtone du Canada de façon disproportionnée.
- En 2019, le gouvernement du Canada a utilisé les voies aériennes, terrestres et maritimes pour évacuer 3 800 membres des Premières Nations de l'Ontario en raison d'incendies de forêt<sup>18</sup>.
- Tous les printemps, les 2 000 personnes habitant dans la collectivité autochtone de Kashechewan sont évacuées par avion de la côte ontarienne de la baie James afin d'éviter les inondations potentielles de la rivière Albany<sup>19</sup>.



Les Autochtones sont des dépositaires d'apprentissage et de connaissance au sujet de l'adaptation aux changements climatiques locaux; ils savent comment réagir efficacement aux grands changements environnementaux comme les catastrophes naturelles. »

**Myrna Cunningham Kain,**  
présidente du Fonds Pawanka



# Changements climatiques

## Avantages de la COVID-19 en ce qui a trait aux changements climatiques<sup>20</sup>

- La COVID-19 a déclenché une diminution sans précédent des émissions de CO<sub>2</sub> en une très courte période, et les réductions sont marquées dans les régions qui mettent en œuvre le confinement pour lutter contre le virus.
- Le nord de l'Inde a connu les plus bas taux de pollution de l'air en 20 ans, et la NASA a observé une réduction moyenne de 30 % à 60 % des taux de NO<sub>2</sub> dans toute l'Asie méridionale et de 20 % à 50 % dans l'ensemble des États-Unis<sup>21</sup>.
- Les chercheurs prédisent que l'interruption de la pollution de l'air durant la pandémie entraînera « 1,3 million de moins de jours de travail perdus en raison de maladies respiratoires, 6 000 nouveaux cas d'asthme en moins chez les enfants et presque 2 000 visites à l'urgence évitées dues à des crises d'asthme<sup>22</sup>. »

## Retour à la case départ?

- Les chercheurs nous mettent en garde contre la possibilité que la reprise de la pollution de l'air après la COVID-19 puisse être plus grave que les taux préalables à la pandémie<sup>23</sup>.
- Durant la crise financière de 2008, les émissions de CO<sub>2</sub> mondiales ont diminué de 1,4 %, puis ont repris avec une augmentation de 5,9 % en 2010.
- On craint également que la pandémie puisse saboter les efforts de lutte contre les changements climatiques.
- Le sommet climatique annuel de l'ONU qui, au départ, devait avoir lieu en novembre 2020, a été reporté en 2021.
- Les gouvernements du monde devaient présenter de nouveaux plans pour l'atteinte des objectifs de réduction des émissions établies au titre de l'Accord de Paris<sup>23</sup>.



# Bibliographie

- <sup>1</sup>Langton, J. (31 octobre 2019). « Canadian workforce facing demographic shift, StatsCan predicts », *Investment Executive*, <https://www.investmentexecutive.com/news/research-and-markets/canadian-workforce-facing-demographic-shift-statscan-predicts/>.
- <sup>2</sup>BBC (31 janvier 2020). « Australia fires: A visual guide to the bushfire crisis », *BBC News*, <https://www.bbc.com/news/world-australia-50951043>.
- <sup>3</sup>Chow, D. et A. Williams (10 décembre 2019). « This year's Atlantic hurricane season was worse than normal, but it wasn't nearly as destructive as much of the last 10 years », *NBCNews.com*, <https://www.nbcnews.com/news/weather/atlantic-hurricane-seasons-2019-2010-graphics-data-n1091986>.
- <sup>4</sup>Dangerfield, K. (26 avril 2019). « '100-year floods' are increasing in Canada due to climate change, officials say - is this true? », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5206116/100-year-floods-canada-increasing/>.
- <sup>5</sup>Jacobson, A. (2 février 2020). « Does Canada have a 'moral and legal obligation' to allow climate migrants? | CBC News », <https://www.cbc.ca/news/world/un-ruling-climate-migrants-canada-asylum-laws-1.5435981>.
- <sup>6</sup>Kaduuli, S. (5 février 2020). « Canada has a moral obligation to accept climate migrants », *Policy Options*, <https://policyoptions.irpp.org/magazines/february-2020/canada-has-a-moral-obligation-to-accept-climate-migrants/>.
- <sup>7</sup>Ionesco, D. (6 juin 2019). « Let's Talk About Climate Migrants, Not Climate Refugees - United Nations Sustainable Development », Nations Unies, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2019/06/lets-talk-about-climate-migrants-not-climate-refugees/>.
- <sup>8</sup>Jordan, R. (15 mars 2019). « How does climate change affect disease? », *Stanford Earth*, <https://earth.stanford.edu/news/how-does-climate-change-affect-disease>.
- <sup>9</sup>Gouvernement du Canada (25 octobre 2019). Changements climatiques et maladies infectieuses : À quoi pouvons-nous nous attendre? 2019 - canada.ca », <https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/documents/services/reports-publications/canada-communicable-disease-report-ccdr/monthly-issue/2019-45/issue-4-april-4-2019/ccdrv45i04a01f-fra.pdf>.
- <sup>10</sup>Tharoor, I. (23 septembre 2019). « Trump and his ilk clash with global climate movement », *The Washington Post*, <https://www.washingtonpost.com/>.
- <sup>11</sup>CBC/Radio Canada (27 septembre 2019). « Greta Thunberg, in her own words, at the Montreal climate march | CBC News », *CBC news*, <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/greta-thunberg-in-her-own-words-at-the-montreal-climate-march-1.5300803>.
- <sup>12</sup>Gouvernement du Canada (6 novembre 2019). Stratégie fédérale de développement durable, canada.ca. <https://www.canada.ca/en/services/environment/conservation/sustainability/federal-sustainable-development-strategy.html>.
- <sup>13</sup>Denchak, M. (29 avril 2020). « Paris Climate Agreement: Everything You Need to Know », *NRDC*, <https://www.nrdc.org/stories/paris-climate-agreement-everything-you-need-know>.
- <sup>14</sup>MacMillan, A. (3 avril 2020). « Global Warming 101 », *NRDC*, <https://www.nrdc.org/stories/global-warming-101>.
- <sup>15</sup>Johnson, K. (5 novembre 2019). « Is the United States Really Leaving the Paris Climate Agreement? », *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2019/11/05/paris-climate-agreement-united-states-withdraw/>.

# Bibliographie

- <sup>16</sup>Zoledziowski, A. (13 septembre 2018). « Climate change and environmental degradation are 'social justice issues' in Indigenous communities, experts say », *thestar.com*, <https://www.thestar.com/calgary/2018/09/11/climate-change-and-environmental-degradation-are-social-justice-issues-in-indigenous-communities-experts-say.html>.
- <sup>17</sup>CBC/Radio Canada (12 août 2019). « You protect what you love': Why biodiversity thrives on Indigenous-managed lands | CBC Radio », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/radio/checkup/are-we-doing-enough-to-protect-canada-s-wildlife-1.5240848/you-protect-what-you-love-why-biodiversity-thrives-on-indigenous-managed-lands-1.5243547>.
- <sup>18</sup>Bensadoun, E. (9 juillet 2019). « Full evacuation from Pikangikum First Nation begins due to forest fire », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5470829/full-evacuation-pikangikum-forest-fire/>.
- <sup>19</sup>White, E. (30 mars 2020). « 'Some people are getting really scared': flooding and pandemic could see Kashechewan move 'out on the land' | CBC News », *CBC news*, <https://www.cbc.ca/news/canada/sudbury/kashechewan-flooding-evacuation-covid-19-1.5510515>.
- <sup>20</sup>Ellis-Petersen, H., Ratcliffe, R., Daniels, J. P., Cowie, S. et L. Kuo (11 avril 2020). « 'It's positively alpine!': Disbelief in big cities as air pollution falls », consulté à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com/environment/2020/apr/11/positively-alpine-disbelief-air-pollution-falls-lockdown-coronavirus>.
- <sup>21</sup>Gupta, S. (23 avril 2020). « Air pollution in northern India has hit a 20-year low, NASA report says », consulté à l'adresse suivante : <https://www.cnn.com/2020/04/23/india/india-air-pollution-coronavirus-nasa-intl/index.html>.
- <sup>22</sup>Duncan, B. (n.d.). « Nitrogen Dioxide », consulté à l'adresse suivante : <https://airquality.gsfc.nasa.gov/no2>
- <sup>23</sup>Wilkinson, D. et L. Chávez (22 avril 2020). « How Covid-19 Could Impact the Climate Crisis », consulté à l'adresse suivante : <https://www.hrw.org/news/2020/04/16/how-covid-19-could-impact-climate-crisis>.

# Fiabilité, confiance et transparence





Bon nombre de nos engagements les plus importants nécessitent un partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations municipales ainsi qu'avec les partenaires, les communautés<sup>1</sup> et les gouvernements autochtones. Même en cas de désaccord, nous garderons à l'esprit que notre mandat nous a été confié par les citoyens qui sont servis par tous les ordres de gouvernement et qu'il est dans l'intérêt de tous de travailler ensemble pour trouver un terrain d'entente. »

**Le très hon. Justin Trudeau, C.P.,  
député, premier  
ministre du Canada**

Fiabilité, confiance et transparence

## Aperçu

**Les pressions politiques, le changement social ainsi que la vigilance et la mobilisation du public influent sur la confiance des Canadiens à l'égard de leurs forces policières et de tous les ordres de gouvernement. Les nouvelles perceptions ont entraîné un besoin de transparence et d'ouverture accrues de la part de nos institutions publiques.**

**Voici certaines des principales préoccupations du Canada et de la GRC concernant la confiance et la transparence.**

- La désinformation et les accusations continuelles de « fausses nouvelles » font en sorte que nous sommes dans une société de méfiance où les gens ne sont pas capables de faire la distinction entre la vérité et le mensonge ou ne s'en donnent plus la peine.
- Les forces de l'ordre continuent à être scrutées par tous les ordres de gouvernement qui tentent de réduire les coûts et d'améliorer les résultats sociaux. Les citoyens emploient activement les médias sociaux pour critiquer les policiers et les agents d'exécution de la loi et peuvent être prompts à accuser les forces de l'ordre d'inconduite perçue.
- Malgré les vastes quantités de données recueillies par les gouvernements et des entreprises privées, les lois régissant les organismes d'exécution de la loi et les organisations policières et leur culture, tant au Canada qu'à l'étranger, présentent des obstacles importants à la communication de l'information.



# Aperçu

200 %

Croissance  
en 8 mois

Le nombre de vidéos « hypertruquées » publiées au cours des huit premiers mois de 2019 a plus que **doublé**.

57 %

2019

des Canadiens estimaient que le Canada était **gouverné de façon démocratique** en 2019.

10 %

La confiance des Canadiens envers la GRC a chuté de 10 % au cours des deux dernières années.

17 %

des minorités visibles n'ont « pas du tout confiance » en la GRC.

Somme des amendes qui peuvent être infligées pour non-conformité en matière de collecte et de stockage de renseignements personnels

100 000 \$



36 %

Confiance envers  
les tribunaux  
provinciaux



54 %

Confiance  
envers la police  
municipale

20 %

de  
moins

Le public a **moins** confiance dans les tribunaux provinciaux que dans les services de police municipaux dans une proportion de **20 %**<sup>46</sup>

An aerial photograph of a person walking on a path. The path is composed of a complex geometric pattern of white and black stripes that create a series of interlocking diamond shapes. The person is a small silhouette in the center of the path, providing a sense of scale. The overall image has a high-contrast, graphic quality.

# Désinformation et fausses informations

La désinformation et les accusations continuelles de « fausses nouvelles » font en sorte que nous sommes dans une société de méfiance où les gens ne sont pas capables de faire la distinction entre la vérité et le mensonge ou ne s'en donnent plus la peine.

# Désinformation et fausses informations

**Les fausses nouvelles, les fausses informations et la désinformation créées à l'étranger sont utilisées plus fréquemment partout sur Internet et dans les médias sociaux et ont souvent beaucoup d'effet.**

- Les gens estiment que la désinformation provoquée par les « fausses nouvelles » sème une grande confusion dans une proportion de 64 %<sup>2</sup>.
- L'ingérence des acteurs étrangers contre le Canada est perpétrée principalement par la République populaire de Chine et par la Russie<sup>3</sup>.
- Durant les élections américaines de 2016, 29 millions de personnes ont reçu directement de fausses publications, et un nombre allant jusqu'à 126 millions de personnes<sup>4</sup> y ont été exposées grâce au partage, à des mentions « j'aime » et à des abonnements. Ce contenu a généré une plus grande mobilisation que les grands titres des principaux organes de presse.
- En 2018, de faux rapports<sup>5</sup> selon lesquels des soldats canadiens avaient été tués en Ukraine dans le but de perturber la participation canadienne ont circulé dans les médias sociaux. Ces publications ont été vues des milliers de fois par des Canadiens.



La menace que fait peser l'ingérence étrangère s'amplifie. Les auteurs sont de plus en plus insolents et leurs activités plus enracinées. »

**Le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (2019)**

# Désinformation et fausses informations

## **Le recours à la technologie de l'hypertrucage est de plus en plus prévalent et mine davantage la fiabilité du contenu des médias.**

- En 2019, 15 000 vidéos hypertrucées ont été trouvées en ligne, soit le double du nombre enregistré en janvier 2019.
- Des vidéos hypertrucées trouvées, 96 % étaient de nature pornographique; parmi celles-ci, 99 %<sup>6</sup> comprenaient des actrices adultes dont le visage avait été modifié ou changé pour celui d'une célébrité féminine connue.
- Dans le même ordre d'idées, des millions de personnes<sup>7</sup> ont visionné une vidéo de Nancy Pelosi (présidente de la Chambre des représentants des États-Unis) qui avait été modifiée de manière à donner l'impression qu'elle était ivre.
- Le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) nous avertit que les vidéos hypertrucées continueront de poser une menace pour les partis politiques et les candidats<sup>8</sup>.

## **Utilisation malveillante des médias sociaux pour répandre la peur et encourager la méfiance à l'égard des forces de l'ordre**

- Dans les médias sociaux, les publications contenant de fausses informations peuvent devenir virales et pousser des communautés à réagir de façon explosive. Ce type de réaction requiert l'intervention des forces de l'ordre qui doivent enquêter sur leur source.
- En 2018, la police de Calgary et le détachement de la GRC de Cochrane<sup>9</sup> ont dû rassurer le public et lui confirmer qu'il n'y avait pas de tireur actif, contrairement à la fausse information qui avait circulé sur Facebook.
- Les policiers sont souvent enregistrés durant leurs interactions avec le public et ensuite exposés dans les médias sociaux, et ces enregistrements peuvent ensuite être utilisés pour communiquer et diffuser une perception d'inconduite.



- Une étude de 2019 a révélé que les agents d'exécution de la loi canadiens étaient « moins proactifs »<sup>10</sup> lorsqu'ils étaient enregistrés par crainte d'allégations, d'examen, de comité disciplinaire, d'histoires dans les médias et de plaintes d'inconduite alléguée.



## Regard du public sur les services de police et les organismes d'exécution de la loi

Les forces de l'ordre continuent à être scrutées par tous les ordres de gouvernement qui tentent de réduire les coûts et d'améliorer les résultats sociaux. Les citoyens emploient activement les médias sociaux pour critiquer les policiers et les agents d'exécution de la loi et peuvent être prompts à accuser les forces de l'ordre d'inconduite perçue.

# Regard sur les services de police

**Les Canadiens sont attirés par une perspective d'« ordre » ou d'« autorité »**

**Certains Canadiens recherchent un ordre semblable à celui que procurent les régimes autoritaires en réaction à des menaces externes exagérées et à des sentiments de désespoir économique<sup>11</sup>.**

- En 2019, seulement la moitié des personnes ayant répondu au sondage avaient l'impression que le pays allait dans la bonne direction; il s'agit d'une diminution de 20 % par rapport à 2016<sup>11</sup>.
- Seulement 36 % des Canadiens se fient au gouvernement pour prendre les bonnes décisions « tout le temps ou presque »<sup>11</sup>.
- Les Canadiens avaient l'impression de percevoir plus de danger dans le monde dans une proportion de 70 %; il s'agit d'une augmentation de 11 % par rapport à 2016<sup>11</sup>.
- L'espoir économique s'estompe chez les Canadiens; 60 % avaient l'impression que la situation de la prochaine génération serait pire, alors que seulement 10 % pensaient qu'elle s'améliorerait<sup>11</sup>.
- Les tendances donnent à penser que les Canadiens sont attirés par une perspective d'ordre ou d'autorité, attirance provoquée par la stagnation des salaires, le déclin de la classe moyenne et la concentration de la richesse, entre autres facteurs.
- Il existe une « polarisation marquée et grandissante » à l'égard des enjeux suivants : le changement climatique; la science; l'immigration de minorités visibles; la fiabilité des médias; l'orientation générale du pays; et la politique identitaire<sup>11</sup>.



# Regard sur les services de police

## La confiance du public envers la GRC diminue.

- La confiance du public envers la GRC a chuté de 6 % de 2014 à 2018. Elle s'établit actuellement à 57 %<sup>12</sup>.
- L'opinion publique était plus favorable chez les personnes âgées et chez celles ayant un revenu élevé.

- Des résidents appartenant à une minorité visible, 17 % n'ont « pas du tout confiance » en la GRC, alors que la proportion pour les résidents non minoritaires est de 9 %<sup>12</sup>.
- Les Canadiens ont confiance en la Cour suprême du Canada dans une proportion de 48 %, alors que le taux de confiance envers les tribunaux provinciaux est de 36 %<sup>12</sup>.

## Les interventions policières proactives et les contrôles de routine attirent l'attention du public.

- Les interventions policières proactives et les contrôles de routine ciblent disproportionnellement les membres de minorités, comparativement aux personnes d'autres origines ethniques. Les membres de la communauté noire d'Halifax étaient 4,5 fois<sup>13</sup> plus susceptibles de se faire arrêter pour possession de marijuana, malgré que la consommation de cette drogue est plus prévalente au sein de la population blanche.
- La Commission des droits de la personne de la Nouvelle-Écosse a constaté que la vérification des cartes d'identité et les contrôles de routine n'avaient pas d'incidence significative sur la criminalité ou la sécurité publique<sup>13</sup>.
- Les données de Vancouver ont montré que, de 2008 à 2017, 15 % des contrôles de routine visaient des Autochtones, malgré qu'ils ne représentent que 2 % de la population de la ville<sup>14</sup>.
- Des experts juridiques ont déclaré que l'aliénation de communautés entières pourrait être une des conséquences à long terme des contrôles de routine et des vérifications des cartes d'identité. Cette pratique pourrait également miner la confiance envers les forces de l'ordre et les policiers et rendre les gens réticents à coopérer avec les autorités<sup>15</sup>.

Confiance du public envers les éléments du système de justice (2020)



# Regard sur les services de police

## L'Ontario simplifie le système provincial de traitement des plaintes contre la police.

- En Ontario, depuis 2019, l'Unité des enquêtes spéciales<sup>16</sup> (UES) se concentre sur les cas de recours à la force, d'arrestations ou de poursuites d'un véhicule motorisé par la police qui entraînent des blessures graves ou des décès, sur les cas où un agent tire des coups de feu et sur les allégations d'agression sexuelle.
- Dans le cadre du nouveau système, les chefs de police sont responsables d'aviser l'UES s'ils ont « des motifs raisonnables de croire<sup>16</sup> » que la conduite d'un agent a entraîné une blessure ou un décès. Au titre des règles en vigueur, les agents peuvent faire l'objet d'une enquête si une personne succombe à un problème de santé ou se suicide.
- Dans un effort de transparence et de reddition de comptes, en 2019, un examen indépendant a été mené concernant des actes commis par des policiers dans la région de Thunder Bay, afin de régler des problèmes de racisme perçus<sup>17</sup>.
- On craint notamment que la loi confère trop de pouvoirs aux policiers, ce qui réduirait l'objectivité de la surveillance<sup>18</sup>.



# Regard sur les services de police

Les coûts liés aux services de police augmentent, alors que le nombre d'agents de police diminue.

- De 2017 à 2018, les dépenses policières canadiennes ont augmenté, alors que la force policière a diminué.
- Les dépenses de fonctionnement nationales pour les services de police ont atteint 15,1 milliards de dollars en 2018; il s'agit d'une hausse de 2 % par rapport à l'année précédente. Les dépenses de fonctionnement augmentent constamment depuis 1996<sup>10</sup>.
- Les services de police coûtent de plus en plus cher, malgré les réductions du personnel. En mai 2018, on dénombrait 68 562 agents de police au Canada; il s'agit d'une diminution de 463 agents par rapport à l'année précédente<sup>10</sup>.
- En 2018, 82 % des dépenses de fonctionnement totales des services de police canadiens comprenaient les traitements, les salaires et les avantages sociaux dont la valeur estimative est de 12,5 milliards de dollars<sup>10</sup>.
- En 2018, les services de police canadiens ont consacré 380 millions de dollars aux opérations liées à la technologie de l'information (IT) et 284 millions de dollars<sup>10</sup> à l'équipement de police. Les coûts d'équipement les plus élevés comprenaient celui des radios et celui du matériel informatique et des logiciels.



0,4 %

Dépenses provinciales\*

2 %

Total des coûts liés aux services de police canadiens\*\*

2 %

Nombre total de policiers au Canada\*\*

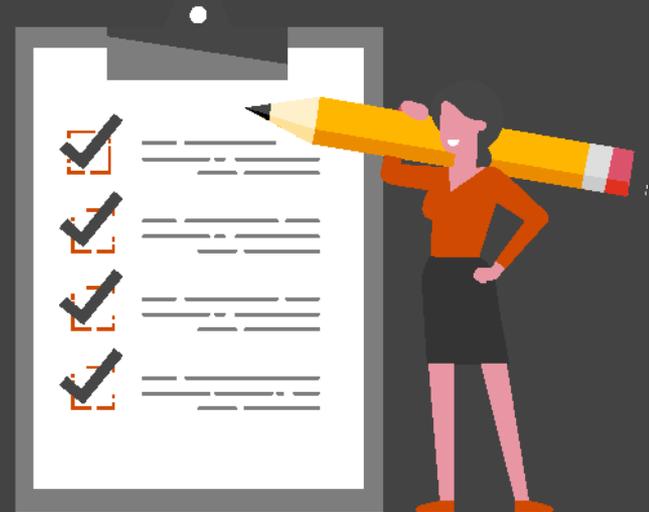
\*Perspectives de l'économie canadienne

\*\*Données de Statistique Canada recueillies de 2017 à 2018

# Regard sur les services de police

**L'augmentation des coûts liés aux services de police suscite une plus grande attention sur ces services.**

- Le budget de fonctionnement général de la Ville de Vancouver a augmenté d'environ 118 % depuis l'an 2000, alors que les coûts liés à ses services de police ont augmenté de 140 %<sup>19</sup>. Cette augmentation est contestée par des responsables de la ville et pourrait mettre en péril l'embauche prévue de 25 nouveaux agents de police et de 10 nouveaux employés civils.
- L'Alberta exige maintenant que les municipalités rurales paient de 10 % à 30 % des coûts liés aux services de police en raison de l'augmentation de 362 %<sup>20</sup> de la dette provinciale observée au cours des quatre dernières années. Ce modèle a entraîné une réduction de l'étendue de la protection offerte par les services de police, laquelle a entraîné une hausse des taux de criminalité dans l'Alberta rurale. En 2018, John Barlow, député de Foothills, a déclaré publiquement que « la criminalité rurale a atteint des niveaux de crise en Alberta<sup>21</sup> ».
- Afin d'atténuer les coûts, le Nouveau-Brunswick étudie d'autres modèles de services policiers, qui permettraient de répondre aux besoins propres à la collectivité grâce à la collaboration régionale, dans la mesure du possible<sup>22</sup>.





# Communication de l'information

Malgré les vastes quantités de données recueillies par les gouvernements et des entreprises privées, les lois régissant les organismes d'exécution de la loi et les organisations policières et leur culture, tant au Canada qu'à l'étranger, présentent des obstacles importants à la communication de l'information.

# Communication de l'information

## Le droit rattrape les préoccupations des Canadiens en matière de protection des renseignements personnels.

- La protection des renseignements personnels est considérée comme étant extrêmement préoccupante pour la population en général. Un rapport du Forum économique mondial a révélé que, à l'échelle planétaire, 63 % des gens avaient l'impression que la perte de renseignements personnels au profit d'entreprises avait augmenté en tant que risque en 2019<sup>23</sup>.
- La *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE) du gouvernement fédéral, qui décrit les exigences à respecter en matière de collecte et de stockage de données personnelles, a été modifiée de manière à dissiper cette préoccupation évolutive.
- En 2019, le projet de loi C-58<sup>24</sup> a été promulgué et a permis aux chefs des institutions gouvernementales de refuser les demandes d'accès à des dossiers d'information normalement visés par la LPRPDE. Ce projet de loi a également donné au commissaire à l'information la capacité de refuser d'enquêter sur des plaintes frivoles formulées par des Canadiens.

- En 2020, les modifications apportées à la LPRPDE ont mené au renforcement du pouvoir du Commissariat à la protection de la vie privée et à l'attribution de sanctions pécuniaires, en plus d'améliorer les droits des personnes en y incluant le « droit à l'oubli<sup>25</sup> ».

## Le gouvernement canadien travaille à l'amélioration de sa transparence et de son ouverture.

- En 2017, le Canada a été élu au Comité directeur du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) pour un mandat de trois ans<sup>26</sup>. Ce groupe vise à améliorer la capacité globale du gouvernement d'être plus inclusif, réactif et responsable.
- Les mesures prises par le Canada relativement à un gouvernement ouvert sont axées sur la transparence financière, sur la mise à niveau de nos services numériques et l'ouverture du gouvernement pour les Canadiens<sup>27</sup>.



- En 2018, 16 des 22 engagements pris dans le cadre du plan du Partenariat pour un gouvernement ouvert avaient été respectés<sup>27</sup>.
- En 2019, le gouvernement canadien a annoncé la création de la Charte numérique afin de régler des questions comme celles de la propriété des données, des mesures de protection des renseignements personnels et du discours haineux en ligne. Toutefois, aucune loi ni aucun règlement important n'a encore été établi<sup>28</sup>.

# Communication de l'information

## L'échange de renseignements entre les forces de l'ordre et les organisations commerciales exige un effort important.

- Dans l'arrêt *R. c. Spencer*, la Cour suprême a conclu que les attentes en matière de protection des renseignements personnels prévues à l'article 8 de la *Charte* étaient raisonnables en ce qui a trait aux renseignements de base sur les abonnés (RBA), qui permettent d'établir un lien entre l'identité et les activités en ligne d'une personne<sup>29</sup>.
- Les fournisseurs de services de télécommunications (FST) et d'autres secteurs (p. ex. les banques) interprètent le jugement au sens large et refusent de fournir volontairement des RBA à la police, même dans les cas qui ne révéleraient pas les activités en ligne de la personne<sup>29</sup>.
- De façon générale, les FST refusent maintenant de fournir des RBA aux forces de l'ordre et à d'autres organismes détenant des pouvoirs d'enquête sans autorisation judiciaire (p. ex. une ordonnance générale de communication)<sup>29</sup>.
- La Sûreté du Québec (SQ) a déclaré que, depuis la mise en œuvre de l'arrêt *Spencer*, les délais d'attente pour répondre aux demandes de collecte de RBA fournies volontairement (p. ex. le nom, l'adresse du domicile et le numéro de téléphone) sont passés d'une journée avant l'arrêt à 30 jours, à la suite de l'arrêt<sup>29</sup>.
- L'arrêt a eu trois conséquences importantes sur les enquêtes menées par les forces de l'ordre, notamment sur la sécurité nationale, le crime organisé, l'exploitation d'enfants, les crimes financiers, la fraude et les cas d'homicide : 1) des retards dans les enquêtes; 2) des répercussions sur les ressources; et 3) la prévention et l'arrêt d'enquêtes<sup>29</sup>.

## La loi continue de nuire aux enquêtes internationales.

- Les autorités britanniques ont été incapables d'obtenir de l'information sur un numéro de téléphone canadien fourni dans une affaire de passeport frauduleux en raison de la mise en œuvre de l'arrêt *R. c. Spencer* et d'autres lois semblables<sup>29</sup>.
- Des renseignements associés à une enquête internationale active sur de la pornographie infantile ont été reçus 14 mois<sup>30</sup> après la présentation de la demande initiale par l'intermédiaire d'un conseil juridique, ce qui a miné les efforts du procureur et de l'avocat de la défense.
- Dans le cadre d'une importante enquête sur une fraude, il a fallu 22 mois<sup>30</sup> pour ne recevoir qu'une partie des renseignements demandés aux bureaux internationaux qui détenaient les dossiers de Microsoft, de Google et de Yahoo.
- En 2018, l'Association canadienne des chefs de police a adopté une résolution exhortant le gouvernement fédéral à négocier une nouvelle entente de communication avec les États-Unis<sup>30</sup>.

# Bibliographie

- <sup>1</sup> Lettre de mandat de la ministre du Gouvernement numérique (13 décembre 2019), <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2019/12/13/lettre-de-mandat-de-la-ministre-du-gouvernement-numerique>. <sup>2</sup> Bourguignon, J.-P. et Conseil européen de la recherche (16 septembre 2018). Scientists can lead the fight against fake news, <https://www.weforum.org/agenda/2018/09/scientists-can-lead-the-fight-against-fake-news/>.
- <sup>3</sup> Ljunggren, D. et Reuters (12 mars 2020). « Canada at risk from Russian, Chinese interference – security committee », *National Post*, <https://nationalpost.com/pm/news-pmn/politics-news-pmn/canada-at-risk-from-russian-chinese-interference-security-committee>.
- <sup>4</sup> Barrie S. (7 avril 2020). « Democracy under the influence: Paradigms of state responsibility for cyber influence operations on elections », *MediaNama*, <https://www.medianama.com/2020/04/223-cyber-influence-on-elections-cyberbrics/>.
- <sup>5</sup> Olivia S. et Adrienne A. (2 mai 2019). « The National – Canadians, politicians targeted by foreign interference, electronic spy agency says », *CBC/Radio-Canada*, <https://curio.ca/en/video/canadians-politicians-targeted-by-foreign-interference-electronic-spy-agency-says-21182/>.
- <sup>6</sup> Sample, I. (13 janvier 2020). « What are deepfakes – and how can you spot them? », *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/technology/2020/jan/13/what-are-deepfakes-and-how-can-you-spot-them>.
- <sup>7</sup> Waterson, J. (24 mai 2019). « Facebook refuses to delete fake Pelosi video spread by Trump supporters », *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/technology/2019/may/24/facebook-leaves-fake-nancy-pelosi-video-on-site>.
- <sup>8</sup> Joseph, R. (13 juin 2019). « What are deepfakes? Misinformation videos becoming more 'powerful, precise' », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/5382150/deepfakes-shallow-fakes-misinformation/>.
- <sup>9</sup> Pearson, H. (6 avril 2018). « Browse and bust: How social media is a help and a hindrance to fighting crime », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/4078944/social-media-help-hindrance-police-investigations/>.
- <sup>10</sup> Yogaretnam, S. (13 février 2018). « Ottawa cop turned researcher finds decline in proactive policing », *Ottawa Citizen*, <https://ottawacitizen.com/news/local-news/to-swerve-and-neglect-ottawa-cop-turned-researcher-finds-decline-in-proactive-policing/>.
- <sup>11</sup> Graves, F. (27 novembre 2019). « Northern Populism », *EKOS Politics*, <http://www.ekospolitics.com/index.php/2019/11/northern-populism/>.
- <sup>12</sup> Angus Reid Institute (25 avril 2020). Half of Canadians say crime is rising in their communities, as confidence in police, courts wanes, <http://angusreid.org/justice-system-confidence-2020/>.
- <sup>13</sup> Wortley, S., Franklyn, K., Wright, R., Craig, S., Hanson, C. et M. Fury (27 mars 2019). « Street Checks Report », *Street Checks Report | Nova Scotia Human Rights Commission*, <https://humanrights.novascotia.ca/streetchecks>.
- <sup>14</sup> Nair, R. (21 février 2020). « Independent report inconclusive on whether VPD street checks amount to racial profiling | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/independent-report-street-checks-1.5470914>.
- <sup>15</sup> Loriggio, P. et M. McQuigge (5 janvier 2019). Carding must end, but non-random street checks with clear grounds have value: judge –Toronto, <https://toronto.ctvnews.ca/carding-must-end-but-non-random-street-checks-with-clear-grounds-have-value-judge-1.4240324>.
- <sup>16</sup> Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (28 juin 2019). Modification du système de traitement des plaintes contre la police de l'Ontario, <https://www.oiprd.on.ca/fr/modification-du-systeme-de-traitement-des-plaintes-contre-la-police-de-lontario/>.
- <sup>17</sup> Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (18 décembre 2018). Broken Trust - Indigenous People and the Thunder Bay Police Service, <http://oiprd.on.ca/wp-content/uploads/OIPRD-BrokenTrust-Final-Accessible-E.pdf>.

# Bibliographie

- <sup>18</sup> Gillis, W. (30 mars 2019). « Civilian oversight is taking 'a step backwards' in Ford's overhaul, outgoing police watchdog says », *thestar.com*, <https://www.thestar.com/news/gta/2019/03/30/civilian-oversight-is-taking-a-step-backwards-in-fords-overhaul-outgoing-police-watchdog-says.html>.
- <sup>19</sup> McElroy, J. (3 décembre 2019). « Vancouver police budget to be scrutinized as part of city's 8.2 % tax ask for 2020 | CBC News », *CBCnews*, <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/vancouver-budget-2020-police-1.5381910>.
- <sup>20</sup> Mertz, E. (10 octobre 2019). « Rural municipalities sound alarm over Alberta's review of police funding », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/6012389/rural-alberta-municipalities-police-funding-review/>.
- <sup>21</sup> King, M. (27 novembre 2018). « Rural crime is at 'crisis levels' in Alberta, says Foothills MP », *Global News*, <https://globalnews.ca/news/4701246/foothills-mp-rural-crime-alberta-conservatives/>.
- <sup>22</sup> Gouvernement du Nouveau-Brunswick. (24 avril 2017). Examen des services de police à l'échelle locale et provinciale, <https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/nouvelles/communique.2019.03.0170.html>.
- <sup>23</sup> World Economic Forum (2019). The Global Risks Report 2019 14th Edition, The Global Risks Report 2019 14th Edition, [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_Global\\_Risks\\_Report\\_2019.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risks_Report_2019.pdf).
- <sup>24</sup> Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (7 juin 2019). Survol de la LPRPDE. [https://www.priv.gc.ca/fr/sujets-lies-a-la-protection-de-la-vie-privee/lois-sur-la-protection-des-renseignements-personnels-au-canada/la-loi-sur-la-protection-des-renseignements-personnels-et-les-documents-electroniques-lprpde/lprpde\\_survol/](https://www.priv.gc.ca/fr/sujets-lies-a-la-protection-de-la-vie-privee/lois-sur-la-protection-des-renseignements-personnels-au-canada/la-loi-sur-la-protection-des-renseignements-personnels-et-les-documents-electroniques-lprpde/lprpde_survol/).
- <sup>25</sup> Himo, J., Kerr, A., Cassell, J. et A. Henderson (27 janvier 2020). « Data Privacy Day 2020 - Canadian Privacy Law Developments on the Horizon », *Data Protection Report*, <https://www.dataprotectionreport.com/2020/01/data-privacy-day-2020-canadian-privacy-law-developments-on-the-horizon/>.
- <sup>26</sup> Gouvernement du Canada (18 septembre 2019). Plan d'action national du Canada pour un gouvernement ouvert de 2018-2020, Gouvernement ouvert, <https://ouvert.canada.ca/fr/contenu/plan-daction-national-du-canada-pour-un-gouvernement-ouvert-de-2018-2020>.
- <sup>27</sup> « Plan d'action national du Canada pour un gouvernement ouvert de 2018-2020 », Gouvernement ouvert, Gouvernement du Canada (18 septembre 2019), <https://ouvert.canada.ca/fr/contenu/plan-daction-national-du-canada-pour-un-gouvernement-ouvert-de-2018-2020>.
- <sup>28</sup> Boutilier, A. (6 mars 2020). « Ottawa wants more time to update Canada's data privacy laws. Critics say we can't wait », *thestar.com*, <https://www.thestar.com/politics/federal/2020/03/06/ottawa-wants-more-time-to-update-canadas-data-privacy-laws-critics-say-we-cant-wait.html>.
- <sup>29</sup> Cour suprême du Canada. *R. c. Spencer* – Jugements de la Cour suprême (13 juin 2014), <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/fr/item/14233/index.do>.
- <sup>30</sup> Bronskill, J. (20 août 2018). « Police chiefs push for new data-sharing treaty with U.S. as privacy concerns linger », *CTV News*, <https://www.ctvnews.ca/canada/police-chiefs-push-for-new-data-sharing-treaty-with-u-s-as-privacy-concerns-linger-1.4059540>.

Le contenu est présenté à titre d'information générale seulement et ne devrait pas remplacer la consultation de conseillers professionnels.

© 2020 PricewaterhouseCoopers LLP, société à responsabilité limitée de l'Ontario. Tous droits réservés.

PwC désigne la société canadienne, mais peut parfois désigner le réseau PwC. Chaque société membre est une entité légale distincte.

Veillez consulter le site [www.pwc.com/structure](http://www.pwc.com/structure) pour obtenir d'autres détails.